

46

38

LA LIBERTÉ

DE LA

X

Navigation ET DU COMMERCE.

DES

20 20

NATIONS NEUTRES, PENDANT LA GUERRE,

CONSIDERÉE

SELON LE DROIT DES GENS UNIVERSEL.

CELUI DE L'EUROPE,

ET LES TRAITES.

ESSAI HISTORIQUE ET JURIDIQUE POUR SERVIR
D'ECLAIRCISSEMENT AUX DIFFERENDS ENTRE LES
PUISSANCES BELLIGERANTES ET LES ETATS NEUTRES,
AU SUJET DE LA LIBERTÉ DU COMMERCE
MARITIME.

7

A LONDRES ET AMSTERDAM

MDCCLXXX. (1780)

FR

MAY 7 1923.



Argentoratensi
donatum.

AVANT - PROPOS

DE L'ÉDITEUR.

La présente guerre dont le Theatre principal est l'Océan, trois, ou si l'on veut, quatre Puissances maritimes y étant engagées, porte la desolation et la ruine dans toutes les parties de notre globe. Ce qui est un effet ordinaire de toutes les guerres de mer il l'est aussi dans celle-ci que la revolte des Colonies Angloises de l'Amerique Septentrionale a premièrement allumée entre elles et la Grande-Bretagne, et qui dans la suite a entraîné celle de cette Couronne avec la France et l'Espagne. Une telle guerre trouble et détruit la navigation et le commerce maritime non seu-

lement des Sujets des Parties belligérantes mais aussi de ceux des Princes et des États qui n'y prennent point de part, étant neutres. Car les Belligérans se sont, il y a long-tems, mis en possession du droit de restreindre pendant la guerre, le commerce maritime des Nations neutres, et de leur interdire le transport de certaines marchandises aux païs de leurs ennemis. Ce droit prétendu se réduit à quatre chefs qui sont ceux-ci :

I°. Les Puissances maritimes, quand elles se font la guerre l'une à l'autre, publient en la commençant ; des Ordonnances ou Notifications où elles prescrivent aux Neutres les loix que ceux-ci doivent observer dans leur commerce avec l'ennemi, en leur defendant de ne le pourvoir de certaines sortes de mar,

chandises , et particulièrement d'armes et de munitions de guerre.

II°. En conséquence elles font arrêter et saisir en pleine mer les bâtimens neutres , dont la cargaison ou entière ou en partie consiste en marchandises défendues par leurs Ordonnances.

III°. De la même manière elles font arrêter et saisir les bâtimens neutres chargés d'effets ennemis , à moins que le contraire ne soit stipulé par des Traités faits entre elles et les Souverains des propriétaires de ces bâtimens.

IV°. Elles établissent des Tribunaux qui connoissent des prises, en les déclarant, selon la diversité des cas, ou libres ou confiscables.

Ces procédés des Belligérans ont été dans toutes les guerres maritimes une four-

ce abondante de differends et de querelles entre eux et les Etats neutres dont la cause gît dans le droit que les Puissances maritimes s'attribuent de mettre dans leurs guerres des entraves à la navigation et au commerce des Nations neutres. C'est de là que celles-ci se plaignent sans cesse des injustices et des violences faites à leurs Citoyens trafiquans; comme de l'autre coté on prétend n'avoir rien fait qui ne soit exactement conforme à la justice. Ainsi les deux Parties ne sont pas d'accord sur ce qui est permis par le Droit de la guerre, ou non.

Dans tout ce que les Belligérans entreprennent contre les Nations et les Négocians neutres, ils se fondent sur le Droit des Gens. Mais ce terme étant vague, et pouvant être pris en plusieurs sens, l'Auteur de cet Essai en a fixé l'idée dans la

premiere Section. Il y traite de la différence qu'il y a entre le *Droit des Gens Universel* et le *Droit des Gens Européen*, montrant que celui-ci est fondé sur des principes positifs et sur des usages reçus d'un consentement general des Nations Européennes, et que pour cela il peut être changé de la même manière.

Dans les Différends qui font le Sujet de cet Essai, la question étant du Commerce des Négocians sujets des Etats neutres, et du pouvoir prétendu des Belligérans d'arrêter en pleine mer les bâtimens neutres, on a jugé à propos de toucher quelque chose des Droits des Peuples neutres, de leur Commerce libre et de son fondement, et de même de la Liberté et de l'Empire de la Mer; ce qui s'est fait dans les Sections *seconde*, *troisième* et *quatrième*.

L'Auteur y a établi les principes, par lesquels il soutient dans la *cinquieme* Section que les Etats et les Nations neutres suivant le Droit des Gens Universel, ont une liberté absoluë et illimitée dans leur Navigation et leur commerce, aussi bien en tems de guerre qu'en tems de paix, et pour toutes sortes de marchandises, même pour des armes et des munitions de guerre, et qu'ainsi les Parties belligérantes ne sont aucunement en droit de leur prescrire la-dessus des loix, ni d'interdire certaines sortes de marchandises, ni de saisir sous ce prétexte ou sous aucun autre, leurs vaisseaux en pleine mer, ni enfin d'exercer une juridiction sur ces vaisseaux, sur les effets y chargés et sur leurs propriétaires.

Mais comme les Belligérans, bien loin de reconnoître cette liberté absoluë du Com-

merce des Etats neutres, y ont plutôt attenté dans toutes les guerres maritimes, c'est ce qui a donné occasion à l'Auteur de faire dans la *sixième* Section une petite remarque sur ce qui a été la pratique des anciens Peuples dans ces sortes d'Affaires. Il y a aussi allegué les Loix de quelques Empereurs des Romains et les Constitutions de plusieurs Papes par lesquelles il étoit défendu de vendre aux ennemis de l'Empire Romain, et aux Infideles, comme ennemis de l'Eglise, des armes et d'autres marchandises propres à la guerre. De là il s'est introduit dans toute l'Europe l'usage suivant lequel les Belligérans interdisoient le commerce de ces marchandises aux Neutres.

Les Puissances de l'Europe ayant commencé à faire entre elles des Traités de

Commerce, il y fut stipulé par les Parties contractantes que leurs Sujets ne devoient fournir aux ennemis de l'une ou de l'autre, ni des armes, ni d'autres munitions de guerre, qui à cette fin y sont très-exactement spécifiées. Un autre point essentiel de ces Conventions regarde les marchandises ennemies chargées sur des bâtimens neutres. On adopta dans les Traités la règle, „que les effets ennemis trouvés à bord „neutre étoient confiscables, et qu'à l'en- „contre les marchandises neutres chargées „à bord ennemi feroient libres.“ On n'y considéroit donc que la propriété des marchandises. Mais cet usage ayant donné aux Armateurs des Parties belligérantes l'Occasion ou le prétexte de visiter les bâtimens neutres, dont ils se servoient souvent pour y faire des déprédations et d'autres

violences, on a depuis le milieu du Siècle passé, changé cette règle, et on en a établi une autre, selon laquelle „un vaisseau „neutre rendoit toute sa cargaison libre, „non obstant qu'elle ou en partie ou entière, fut propriété ennemie, comme en „échange un vaisseau ennemi et toute sa „cargaison, quoique propriété neutre, étoient confiscables.“ On ne regarda donc ici que la propriété du vaisseau, et non pas celle des marchandises. Cette nouvelle règle, fut, à peu d'exceptions près, adoptée dans tous les Traités de Commerce conclus du depuis jusqu' à nos jours. Tout cela fait le Contenu de la *septième* Section.

Les Usages et les Principes adoptés dans les Traités de Commerce des Puissances Européennes ont donné l'existence au Droit

des Gens Européen en fait de Commerce; et la convenance de tous ces Traités ou de leur plus grand nombre en est la preuve. Selon ce Droit les armes et les munitions de guerre sont des marchandises de Contrebande qu'il n'est pas permis aux Neutres de transporter en tems de guerre, aux ennemis de l'une ou de l'autre des Parties belligérantes. Celles-ci avoient aussi le droit de saisir et de confisquer les effets ennemis trouvés à bord neutre. Mais cela a été changé par l'établissement d'un nouvel usage qui déclaroit les vaisseaux neutres avec toute leur cargaison, libres, et condamna les bâtimens ennemis avec tout ce qui étoit dedans, à être confisqués. Et c'est ce qui fait dans ce point, le nouveau Droit des Gens Européen qui a subsisté jusqu'ici. Aussi la Jurisdiction des Belligé-

ans sur les prises faites par leurs vaisseaux de guerre ou par leurs Armateurs est-elle autorisée par ce Droit. Mais comme dans quelques Cours d'Amirauté la procédure judiciaire y est très-étrange, irregulière et tout à fait contraire aux principes connus de la Jurisprudence, les Souverains dont les Sujets avec leurs bâtimens et effets sont traduits en justice devant ces Tribunaux, ne sont pas obligés de reconnoître les sentences souvent injustes et partiales y émancées. — Le Droit des Gens Européen approuve de même les Ordonnances ou Notifications, que les Belligérans sont publiés au commencement de la guerre, mais seulement pour les armes et les munitions de guerre, toutes les autres marchandises restant libres et permises. Il paroît par tout cela, que la liberté absolue du

Commerce que le Droit des Gens Universel donne à tous les Peuples, a été extrêmement restreinte par celui de l'Europe; ce qu'on a fait voir dans la *huitième* Section.

Les procédés des Belligérans contre les Neutres ayant de tout tems produit des contestations et des disputes entre eux, on a donné, dans la *neuvième* Section un abrégé historique de plusieurs cas remarquables de ces sortes d'affaires, et plus particulièrement des Différends venus en 1752, entre les Rois de la Grande-Bretagne et de Prusse, avec le précis des raisons alléguées de part et d'autre.

Dans la dixième et dernière Section l'Auteur y a ajouté quelques Remarques auxquelles il n'a pû assigner une place convenable dans les parties précédentes de l'Ouvrage. Il a rapporté des exemples de

la liberté du commerce accordée quelque-fois par les Parties belligérantes à leurs Sujets respectifs au milieu de la guerre. Il a montré l'injustice du faisissement des marchandises ennemis dans les vaisseaux des Négocians neutres, entre les Souverains desquels et les Parties belligérantes il n'existe point de Traités de Commerce. Ce procédé contrastant tout à fait avec le nouveau Droit des Gens Européen, l'Auteur a soutenu que tous les Etats neutres sont en droit de demander aux Belligérans qu'ils traitent, le cas existant, leurs Sujets commerçans selon le nouveau Droit des Gens Européen, et non, comme ceux-là prétendent, selon l'ancien. Il a enfin fait entrevoir, combien un Code de Droit de Guerre et de Marine fait du consentement commun des Princes et des Etats de l'Europe, seroit

avantageux, tant pour la Conservation des justes droits des Neutres que pour la restriction des prétentions trop étendues des Belligérans, et en general pour la liberté du Commerce de tous les Peuples de l'Europe.

Voilà le plan que l'Auteur a suivi dans cet Essai. Il ne s'est pas arrêté aux opinions des Savans, même de ceux de noms très-célebres qui pourroient être différentes de ses principes; mais il a traité la matière selon ses propres idées, remettant au reste le tout au jugement et à la discretion du Lecteur impartial et équitable.

TABLE DES SOMMAIRES.

INTRODUCTION.

Section I.

Différence du Droit des Gens Universel Naturel et du Droit des Gens Particulier Européen.

§. I. **A**mbiguïté du terme de Droit des Gens.

II. Idée du Droit de la Nature.

III. Du Droit des Gens Universel Naturel, et

IV. Du Droit des Gens Particulier Européen. Il est fondé sur des principes positifs, et

V. Sur des Usages et Coutumes que les Nations Européennes ont introduits entre elles.

VI. Existence du Droit des Gens Européen. Droit des Gens Asiatique, Africain et Américain.

VII. Le Droit des Gens Européen est muable.

VIII. Il doit être prouvé dans les cas où l'on s'y rapporte.

IX. Comment la preuve l'en doit faire.

X. Des faits auxquelles d'autres ont contredit, ou s'y sont opposés effectivement,

ne peuvent servir à prouver le Droit des Gens Européen.

§. XI. Si les Conventions et les Traités de paix conclus entre les Etats de l'Europe y peuvent servir?

XII. Autre question concernant la preuve du Droit des Gens Européen à tirer des Conventions.

XIII. Si le droit des Gens Européen est dubieux, il faut recourir au Droit des Gens Universel.

XIV. Transition.

Section II.

De la Neutralité et de l'Assistance.

§. XV. Un Etat neutre, étant ami de toutes les deux parties belligérantes, elles sont obligées à une pareille conduite envers lui.

XVI. Il conserve tous les Droits qu'il avoit avant la guerre, et les Belligérans ne peuvent lui imposer de nouvelles obligations.

XVII. Un Prince qui aide l'une Partie belligérante, devient ennemi de l'autre, et sa Neutralité cesse dès-lors.

XVIII. S'il est compatible avec la Neutralité de donner des Troupes auxiliaires à l'une des Parties belligérantes?

XIX. Si un Etat lui peut payer des Subsidés pécuniaires, sans violer par-là la Neutralité?

Section III.

De la Liberté et de l'Empire de la Mer.

§. XX. Beaucoup d'Ecrits pour et contre sur cette matière.

§. XXI. Du Domaine des fleuves, lacs, golfes et des détroits. Souveraineté des Romains sur la Mer Méditerranée; celle du Danemarck sur l'Oresund.

XXII. La pleine mer et l'Océan ne sont sujets à aucun Empire. Droits des Etats de l'Europe sur leurs rivages et la mer qui les environne.

XXIII. Souveraineté prétendue des Vénitiens sur la Mer Adriatique; des Génois sur celle de Ligurie, des Anglois sur la Mer Britannique. L'abaissement du Pavillon et des Voiles que ceux-ci y demandent.

XXIV. L'usage de la pleine mer est libre et commun à toutes les Nations pour la Navigation, qui a pour but ou la guerre ou le commerce. Droits égaux des Peuples à tous les deux.

Section IV.

De la Liberté du Commerce en général et de son fondement.

§. XXV. Avantages des Peuples par le Commerce

XXVI. Objets du Commerce tout ce dont les Négocians espèrent quelque profit.

XXVII. Les Souverains des Etats entre lesquels se fait un commerce, sont les seuls qui peuvent le permettre, ou l'interdire, ou le restreindre.

XXVIII. C'est à leurs loix seules que les Sujets commerçans sont obligés d'obéir.

Section V.

De la Liberté illimitée de la Navigation et du Commerce des Peuples neutres, en tems de guerre, selon le Droit des Gens Universel.

§. XXIX. Un Etat n'a aucun Droit d'empêcher le commerce des Sujets d'un autre, avec lequel il est en paix.

XXX. Les Sujets d'un Etat neutre peuvent trafiquer avec les Parties belligérantes, sans que l'une ou l'autre puisse interdire ni troubler leur commerce.

XXXI. L'une des Parties belligérantes doit donc souffrir que les Négocians d'un pays neutre vendent à l'autre tout ce qu'ils leur pouvoient vendre en tems de paix ;

XXXII. Et par conséquent aussi des armes et des munitions de guerre. Raison particulière, pourquoi ce commerce ne pourra être interdit à quelques Nations, sans injustice.

XXXIII. Les Négocians neutres en vendant des munitions de guerre aux Belligérans, ne se servent que de leur droit. Ils ne font donc tort à qui que ce soit.

XXXIV. L'une des Parties belligérantes ne peut de sa propre autorité excepter aucune espèce de marchandises dont les Négocians neutres ne doivent pas pourvoir l'autre Partie, et encore moins peut-elle leur interdire tout commerce avec l'autre.

- §. XXXV. Exception de certains cas.
- XXXVI. Règle générale pour ces cas.
- XXXVII. Une partie belligérante ayant occupé le país de son adversaire, y peut limiter le commerce des Neutres, et s'il lui plait, l'interdire entièrement.
- XXXVIII. De même elle peut interdire aux Etrangers tout le commerce et toute la communication avec une place assiégée ou bloquée par ses troupes.
- XXXIX. A l'exception de ces cas, les Belligérans n'ont aucun Droit de défendre aux neutres le commerce de quelles marchandises que ce soit, ni de le troubler en aucun lieu.
- XL. Si le Droit des Gens Universel donne aux Belligérans le pouvoir d'arrêter les bâtimens marchands neutres en pleine mer, de les visiter et de les saisir comme de bonne prise?
- XLI. Une Partie belligérante ne peut saisir en mer que les bâtimens qui sont la propriété de l'autre ou de ses Sujets.
- XLII. Ou ceux qui apartiennent aux Alliés de l'autre Partie ou à leurs Sujets.
- XLIII. Mais elle n'a aucun Droit d'arrêter en pleine mer les vaisseaux neutres, ni celui de les visiter et de les saisir.
- XLIV. Si les Belligérans sont en droit d'interdire par leurs Ordonnances aux Neutres le commerce avec leurs ennemis ou entier, ou pour quelques sortes de marchandises?

§. XLV. Un tel interdit ne peut être donné aux Négocians que par leur Souverain, auquel les Belligérans l'ont à demander. Exemples.

XLVI. Mais c'est une pure complaisance de l'accorder.

XLVII. Liberté des Neutres de charger dans leurs vaisseaux des effets ennemis.

XLVIII. Les Belligérans n'ont aucun pouvoir de les y saisir.

XLIX. Injustice manifeste de charger le Maître d'un bâtiment neutre de la preuve que la cargaison est propriété neutre, et non pas ennemie.

L. Les effets d'un Négociant neutre saisis à bord ennemi doivent lui être rendus, aussitôt qu'il en aura prouvé la propriété.

LI. Les Belligérans ne sont pas en droit de demander aux bâtimens marchands neutres en pleine mer l'exhibition des Connoissemens et d'autres papiers concernant la cargaison.

LII. Tout ce qu'ils peuvent exiger se réduit aux Passeports et Lettres de Mer.

LIII. Si les Belligérans ont la Jurisdiction sur les bâtimens neutres saisis, et sur leur cargaison?

LIV. Ils ne l'ont point du tout. Raisons pourquoi?

LV. Et aussi peu leurs Tribunaux peuvent les déclarer confiscables.

LVI. La perte que les Négocians neutres ont faite par-là, vient à la charge du Souverain de ces Tribunaux.

§. LVII. Il est obligé à la Satisfaction et au dédommagement.

LVIII. Il ne peut décliner ni l'un ni l'autre, sous prétexte de la forme du gouvernement lui liant les mains.

LIX. Nullité de toutes les procédures contre les Négocians neutres, leurs bâtimens et leurs marchandises.

LX. Tout cela doit s'entendre selon le Droit des Gens Universel. Celui des Nations de l'Europe y a fait de grands changemens.

LXI. Réponse à une Objection.

LXII. A une autre.

LXIII. A une troisième.

LXIV. Récapitulation des Droits que le Droit des Gens Universel donne aux Nations neutres dans leur commerce, en tems de guerre.

Section VI.

Des marchandises prohibées en tems de guerre.

§. LXV. Ce que quelques Peuples anciens ont fait pour empêcher les Convois aux pais ennemis et aux places assiégées.

LXVI. Marchandises de Contrebande selon les Loix Romaines, et les Constitutions des Papes.

LXVII. Usage introduit en Europe, suivant lequel les Puissances belligérantes interdisent aux Nations neutres de porter à la Partie adverse des munitions de guerre.

Section VII.

Des Traités de Commerce des Etats Européens.

§. LXVIII. Convention entre l'Empereur Fré-

déric II. et le Prince des Sarasins en Afrique pour la sûreté du commerce de leurs Sujets respectifs dans la Mer Méditerranée. Traité des Puissances Européennes avec les Etats Piratiques d'Alger, de Tunis, de Tripoli.

§. LXIX. Le premier motif des Etats de l'Europe pour faire des Traités de Commerce fut celui de faire cesser les violences et les pirateries exercées par les Peuples l'un contre l'autre. Contenu des Traités entre Edouard III. Roi d'Angleterre et quelques villes Castillannes et Portugaises; et d'un autre entre Henri V. Roi d'Angleterre et Jean Duc de Bourgogne.

LXX. Les violences des Belligérans contre les bâtimens marchands des Peuples neutres, ont été un autre motif pour faire tant de Traités de commerce.

LXXI. Des munitions de guerre destinées pour des ports ennemis sont déclarées dans tous ces Traités, marchandises de Contrebande.

LXXII. Contenu du Traité entre la Suède et les Pais-Bas Unis de 1614;

LXXIII. De celui d'entre la France et l'Angleterre de 1632.

LXXIV. Particularité concernant le transport des munitions de guerre dans les Traités entre l'Angleterre et le Portugal de 1642 et 1654;

LXXV. Et de celui d'entre l'Espagne et les Villes Hanséatiques de 1647.

LXXVI. Désignation de la Contrebande dans

le Traité entre la France et les Provinces Unies de 1646.

§. LXXVII. Désignation plus spécifique des marchandises défendues et permises dans le Traité de l'Espagne avec les Provinces Unies, de 1650. et dans ceux que successivement ont faites;

LXXVIII. La France et les Villes Hanséatiques en 1655;

LXXIX. La France et l'Angleterre, la même année;

LXXX. La France et l'Espagne en 1659;

LXXXI. L'Angleterre et la Suède en 1661;

LXXXII. La France et les Provinces Unies en 1662, 1678, 1697, 1713, 1739;

LXXXIII. La France et le Danemarck en 1662;

LXXXIV. L'Espagne et l'Angleterre en 1667, 1670, 1713;

LXXXV. La Suède et les Provinces Unies en 1667, 1675, 1679.

LXXXVI. Détail le plus complet des marchandises de Contrebande et de celles qui sont libres, dans les Traités entre l'Angleterre et les Provinces Unies de 1668, et 1674. Déclaration réciproque sur un article de ces Traités en 1675.

LXXXVII. Le même détail dans les Traités entre la France et l'Angleterre de 1677 et 1713.

LXXXVIII. Par tous ces Traités et beaucoup d'autres, le commerce maritime reste libre avec les ennemis de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, à l'exception des munitions de guerre.

§. LXXXIX. Particularité concernant les munitions de guerre et leur transport aux places ennemies en tems de guerre, dans le Traité entre le Portugal et les Provinces Unies fait en 1661.

XC. Si les Belligérans ont le droit de saisir des effets ennemis dans des bâtimens neutres?

XCI. Passage y relatif dans le livre Italien. *Il Consolato del Mare.*

XCII. Règle qui en est tirée: les marchandises de l'Ennemi dans le bâtiment d'un Ami sont confiscables, et les marchandises d'un Ami dans un bâtiment de l'Ennemi sont libres.

XCIII. Traités faits suivant cette règle entre le Roi d'Angleterre Edouard III. et quelques villes Castillannes et Portugaises, en 1351, et 1353.

XCIV. Exception faite dans un Traité entre Edouard IV. Roi d'Angleterre, et François, Duc de Bretagne, de 1468.

XCV. D'autres Traités conclus selon la dite Règle, entre les Rois d'Angleterre et les Ducs de Bourgogne, comme Seigneurs des Pais-Bas, en 1417, 1478, 1496.

XCVI. Remarque sur ces Traités.

XCVII. Une nouvelle règle établie dans le Traité fait en 1646, entre la France et les Provinces Unies, selon laquelle les bâtimens marchands de leurs Sujets respectifs devoient être libres avec toute leur cargaison. Autre Traité entre la France et l'Angleterre de 1655. de la même teneur.

ab XCVIII. Traité de commerce entre l'Es-

gne et les Provinces Unies de 1650, qui contient la même règle avec l'addition que les marchandises de leurs Sujets respectifs trouvées à bord ennemi devoient être confisquées.

§. XCIX. De là la nouvelle règle adoptée depuis dans les Traités, que le vaisseau libre rend les marchandises libres, et que le vaisseau confiscable, rend les marchandises confiscables.

C. Grand nombre de Traités conclus sur ce pié.

CI. Et même ceux qui ont été faits avec les Etats barbaresques de l'Afrique.

CII. Les marchandises neutres chargées avant la déclaration de guerre dans des vaisseaux ennemis ne sont pas confiscables. Termes fixés après la déclaration de guerre sur ce Sujet dans quelques Traités en faveur des Neutres.

CIII. Dans les seuls Traités faits en 1661, entre l'Angleterre et la Suède, et en 1670, entre l'Angleterre et le Danemarck, l'ancienne règle a été retenue.

CIV. Particularité remarquable dans les Traités que la France a fait en 1655 et 1716. avec les Villes Hanseatiques.

CV. Transition.

Section VIII.

De la Liberté de la Navigation et du Commerce des Nations neutres, restreinte en tems de guerre par le Droit des Gens Européen.

§. CVI. Les Traités de Commerce des Etats de

l'Europe servent à prouver le Droit des Gens Européen dans les affaires de commerce.

CVII. La question n'est ici que du commerce en tems de guerre.

CVIII. Restriction de la liberté du commerce en tems de guerre, par le Droit des Gens Européen fondé sur les Traités. Principes et Usages qui en sont déduits.

CIX. Suivant l'ancien Droit des Gens Européen, les marchandises ennemies dans un vaisseau neutre étoient confiscables, et les marchandises neutres dans un vaisseau ennemi étoient libres.

CX. Le nouveau Droit déclare les vaisseaux neutres et leur cargaison libres, et les vaisseaux ennemis et toute leur cargaison confiscables.

CXI. Sur ce pié tous les Traités de commerce ont été conclus depuis le milieu du XVII^{me} Siècle, excepté seulement les deux que l'Angleterre a fait avec la Suède et le Danemarck.

CXII. Le plus grand nombre en fait la règle, et le plus petit l'exception.

CXIII. Exemption des marchandises neutres de la confiscation, si elles sont chargées avant la déclaration de guerre dans des vaisseaux ennemis. Ce qui est aussi applicable aux marchandises de Contrebande destinées pour des places ennemies.

CXIV. Si les Etats neutres sont absolument obligés de reconnoître la juridiction des Belligérans sur les vaisseaux et les mar-

chandises de leurs Sujets? Procédures étranges et irrégulières de quelques Cours d'Amirauté.

§. CXV. Comment faire si deux Etats sont en contradiction sur un premier principe, suivant lequel des causes de cette nature doivent être décidées.

CXVI. Jusqu'à quel point les Peuples neutres sont obligés d'observer les Ordonnances publiées par les Belligérans au commencement de la guerre.

Section IX.

Abregé historique de quelques Différends remarquables entre les Puissances belligérantes et les Neutres à cause de la Liberté de la Navigation et du Commerce pendant la guerre.

§. CXVII. Remarque générale sur la conduite des Puissances Européennes dans ces Différends.

CXVIII. Démêlés de Jean, Roi de Danemarck avec les Villes Hanseatiques sur leur commerce avec les Suédois révoltés pendant la guerre qu'il fit à ceux-ci, et

CXIX. De Louis XII. avec les Vénitiens pour du Salpêtre vendu à Venise aux Espagnols, ses ennemis.

CXX. Demande de Gustave I. Roi de Suède, à Marie, Reine d'Angleterre, pour qu'elle défendit à ses Sujets la navigation septentrionale en Russie, Son ennemie.

§. CXXI. Déprédations et violences des *Gueux de Mer*, contre les vaisseaux étrangers. Impôts levés sur quelques Nations pour être assurées contre leurs insultes.

CXXII. Différends entre Elisabeth, Reine d'Angleterre et les Hollandois et Zélandois qui avoient saisis quelques bâtimens Anglois portant des vivres et d'autres effets aux ports de l'Espagne.

CXXIII. Les Anglois saisissent en Portugal 60 bâtimens Hanseatiques chargés de grains et de munitions navales. Grandes contestations là-dessus.

CXXIV. Comment *Alberic Gentilis* a voulu justifier ce procédé violent?

CXXV. Interdit de la Reine Elisabeth, de porter ni des vivres ni des armes en Espagne. Dispute là-dessus entre elle et les Rois de Pologne et de Danemarck.

CXXVI. Navigation des Anglois en Russie par la voye d'Archangel. Les Rois de Danemarck prétendent la leur interdire.

CXXVII. Décision d'*Alberic Gentilis* sur la prise d'un vaisseau Anglois portant des munitions de guerre à Constantinople, faite par les Chevaliers de Malte et les Sardes.

CXXVIII. Une autre décision du même sur un bâtiment marchand Anglois pris dans un combat par un vaisseau de guerre Toscaïn attaqué par celui-là.

CXXIX. Henri IV. Roi de France ne permit pas, que les vaisseaux François faisant voiles vers l'Espagne, fussent visités des Anglois.

§. CXXX. Négociations de Jean, Roi de Suède ; avec quelques Cours pour obtenir dans sa guerre avec la Russie, leur consentement à son interdit du commerce et de la navigation à Narva.

CXXXI. Interdit de Charles IX., Roi de Suède, défendant dans la guerre avec la Pologne, toute la navigation à Riga et en Courlande. Semblable Interdit de Christian IV. Roi de Danemarck, défendant tout le commerce des étrangers en Suède lorsqu'il l'attaqua. Contestations sur ces Interdits généraux.

CXXXII. Interdit des Etats Généraux des Provinces Unies, ordonnant en 1599, à tous les peuples, de ne pas trafiquer en Espagne. Le Roi de Danemarck ne le reconnoit pas.

CXXXIII. Traité d'alliance fait en 1625. entre Charles I. Roi d'Angleterre et les Provinces Unies, où il est convenu de défendre à toutes les Nations le commerce en Espagne. Ce qui est cause d'une guerre entre la France et l'Angleterre.

CXXXIV. Interdit des Etats Généraux des Pais-Bas Unis publié en 1652, dans leur guerre avec l'Angleterre de n'y porter aucunes munitions de guerre et navales. Démêlés là-dessus avec la Suède.

CXXXV. Traité d'alliance entre l'Angleterre et lesdits Etats en 1689, où ils convinrent de défendre à toutes les Nations le commerce avec la France, pendant leur guerre avec cette Couronne.

5. CXXXVI. Exécution rigoureuse de cet Interdit.

CXXXVII. Grands démêlés là-dessus avec les Rois de Danemarck et de Suède.

CXXXVIII. Ce qui s'est passé entre l'Angleterre et les Provinces Unies à l'égard du commerce avec l'ennemi dans la guerre de Succession d'Espagne.

CXXXIX. Contestations de l'Angleterre et des Provinces Unies avec la Suède, pour la liberté de leur commerce dans la Mer Baltique, dans la guerre du Nord.

CXL. Quelques Passagers Turcs enlevés à Copenhague dans un vaisseau Hollandois.

CXLI. Autres brouilleries des Provinces Unies avec la Suède dans une nouvelle guerre entre celle-ci et la Russie.

CXLII. Griefs des Négocians Hollandois sur la saisie de leurs vaisseaux par les Anglois, dans la guerre de ceux-ci avec l'Espagne.

CXLIII. Guerre entre la France et la Grande-Bretagne. Grands démêlés du Roi de Prusse avec celle-ci, sur le commerce de ses Sujets trouble par les Anglois.

CXLIV. Exposé Prussien.

CXLV. Réponse de la Cour Britannique.

CXLVI. Réplique Prussienne.

CXLVII. Jugement sur cette affaire.

CXLVIII. Autre guerre entre la France, et la Grande-Bretagne en 1755. Commerce des Hollandois dans les Iles Françoises aux Indes Occidentales, que les Anglois interrompent par la suite d'un grand

nombre de vaisseaux Hollandois. Contes-
tations très vives la-dessus.

§. CXLIX. Raisons des deux Parties.

CL. Nouvelle guerre entre la France et la
Grande Bretagne occasionnée par la ré-
volte des Colonies Angloises de l'Amé-
rique Septentrionale. Ordonnance du
Roi de France.

CLI. Bois et autres matériaux servans à la
construction des vaisseaux mis en Angle-
terre au nombre des marchandises de Con-
trebande. Saisie de plusieurs bâtimens
Hollandois qui en sont chargés. Représen-
tation des Etats Généraux contre ce
procédé, comme étant contraire aux Trai-
tés subsistans entre les deux Puissances.

CLII. Sentence remarquable rendue par la
Cour d'Amirauté d'Angleterre, au Sujet
d'un bâtiment Hollandois chargé de bois
de construction de vaisseaux, avec les rai-
sons décisives.

CLIII. Résolution des Etats Généraux de
donner des Convois aux bâtimens mar-
chands. Ils en exceptent néanmoins les
bâtimens chargés de bois de construction
de vaisseaux, sur une représentation de
l'Ambassadeur de la Grande Bretagne.

CLIV. La Cour de France fait demander aux
Etats Généraux des Convois pour tous
leurs bâtimens marchands, sans en ex-
cepter ceux qui seroient chargés de pro-
visions navales.

CLV. Ulérieure Demande et Déclaration
de la Cour de France.

CLVI. Les Etats Généraux persistent dans

leur résolution antérieure. Mécontentement de la Cour de France.

CLVII. Si elle étoit en droit de faire la demande ci dessus aux Etats?

CLVIII. Résolution finale des Etats Généraux de donner indistinctement des convois; et de faire à cette fin un armement naval. La Province de Zeelande y refuse son consentement. Escadres Danoise, Suédoise et Russe pour la protection de leur commerce.

Section X.

Remarques miscellanées sur le Commerce libre des Sujets des Puissances belligérantes quelquefois permis, et sur la Conservation des Droits des Etats neutres, relatifs au Commerce en tems de guerre.

CLIX. Grands dangers où sont exposés la navigation et le commerce tant des Sujets des Puissances maritimes belligérantes que de ceux des Etats neutres.

CLX. Maux de la guerre beaucoup adoucis, dans les tems plus nouveaux. Voeux pour qu'ils soient encore plus diminués, surtout dans les guerres des Princes.

CLXI. Réflexion sur ce que la navigation et le commerce pourroient être laissés libres aux Sujets des Puissances maritimes belligérantes. Avantages qui en résulteroient pour toutes les deux Parties.

CLXII. Traités entre Charles V. et François I. et entre Louis XIV. et les Provin-

les Unies pour la liberté de la pêche en tems de guerre.

CLXIII. Traité entre la Suède et les Provinces Unies sur la liberté entière du commerce permise aux Sujets respectifs, non obstant la guerre entre eux.

CLXIV. Convention de la France et de l'Espagne pour le libre commerce de France en Hollande, et d'Hollande en France, par le territoire François et Espagnol aux Pais-Bas, pendant la guerre. Traité fait du consentement des Rois de France et d'Espagne entre la ville de Bayonne et le Pais de Labourt d'une part, et la Province de Guipuscoa de l'autre, pour la liberté réciproque de la navigation et du commerce, durant la guerre entre les deux Couronnes.

CLXV. Autres exemples de la liberté du commerce permis pendant la guerre.

CLXVI. Les Puissances maritimes belligérantes, pourroient au moins laisser le commerce libre, l'une aux Sujets de l'autre avec les Neutres, et pour les marchandises qui ne sont pas de Contrebande.

CLXVII. Grand obstacle à un tel projet qui vient de ce que les guerres des Puissances maritimes sont le plus souvent des *guerres nationales*.

CLXVIII. Origine des Droits que les Belligérans s'attribuent sur les vaisseaux et les marchandises des Peuples neutres.

CLXIX. L'usage d'interdire aux Peuples neutres le commerce de munitions de guerre

et navales, contraste avec d'autres usages reçus en Europe.

§. CLXX. Injustice de ne pas vouloir permettre aux Neutres le transport des effets ennemis dans leurs vaisseaux. Réponse à une objection.

CLXXI. Droit des Etats neutres de demander, que leurs Sujets commerçans soient traités par les Belligérans conformément au nouveau Droit des Gens Européen. Ce qui ne leur doit être refusé. Raison pourquoi.

CLXXII. Utilité d'un Code de Droit de Guerre et de Marine général, pour mettre des bornes aux prétentions trop étendues des Belligérans, et pour assurer aux Neutres leurs justes Droits.

CLXXIII. Raisons par lesquelles les Puissances maritimes sont obligées d'y consentir.

La Liberté de la Navigation
et du Commerce des Nations
neutres en tems de
guerre.

Introduction.

Les troubles de la guerre qui agitent si souvent l'Europe, doivent leur naissance ou à des différends qui ne concernent que les personnes et les droits des Souverains, et n'intéressent point leurs Peuples, ou à des offenses, par lesquelles les Peuples s'entrechoquent eux-mêmes dans leur propriété, leurs possessions ou leurs droits. On pourroit en former une distinction entre les *guerres des Princes* et celles des *Peuples* (a). Les premières font le plus souvent le malheur des Etats Monarchiques, et les dernières font un inconvénient pour les Républiques. Ces deux sortes de guerres conviennent néanmoins en ce qu'elles se font aux dépens des Sujets, qui sont obligés d'y sacrifier leurs biens et leur vie. Ils ne sont cependant pas les seuls qui se

ressentent des calamités de la guerre; beaucoup d'autres en souffrent, quoi qu'ils n'ayent point de part aux querelles, qui ont occasionné la rupture. Cela est notamment l'effet d'une guerre entre les Puissances Maritimes. Les Commandans de leurs forces navales et leurs armateurs troublent sans cesse la navigation et le commerce maritime des Negocians étrangers et des Sujets des Etats neutres, en arrêtant et saisissant en pleine mer leurs batimens et les détournent par là de leur route. La cause ou plutôt le prétexte d'un procédé si violent, est quelque fois la seule possibilité qu'il y ait des marchandises de Contrebande ou ennemies, qui sont toutes deux réputées de bonne prise. Si l'armateur croit l'avoir faite, il amène le bâtiment dans un port de son Souverain pour se la faire adjuger en justice. C'est par cette procédure judiciaire, que le bâtiment est souvent détenu plusieurs mois et quelquefois une année entière; ce qui cause aux propriétaires du bâtiment et de la cargaison un dommage considérable, par la perte du tems, par l'empêchement d'une vente avantageuse, et par l'endommagement ou le dépérissement total des marchandises, sans que

cette perte soit réparée, quand même l'Armateur seroit condamné aux dépens et dommages. Cette saisie des batimens neutres a souvent produit de grandes contestations entre les Puissances neutres et les belligérantes. La guerre de Succession d'Autriche étant finie, les Etats Généraux des Pais-Bas-Unis et le Roi de Prusse firent des demandes très considérables à la Grande-Bretagne pour leurs sujets, dont les batimens ou marchandises étoient arrêtés ou pillés ou confisqués. Pendant la dernière guerre entre la France et l'Angleterre, les Negocians Hollandois firent des plaintes continuelles sur les violences exercées contre leurs vaisseaux par les armateurs Anglais. La guerre qui vient de se déclarer entre les mêmes Puissances, a fait naître de pareilles plaintes de la part des Hollandois, des Suédois, des Danois et d'autres Négocians. Ce sera donc à propos d'examiner à fond ces contestations de si grande importance, et de discuter en général l'étendue de la liberté du commerce, et les bornes que les Parties belligérantes prétendent y mettre. Les opinions particulières et très différentes des Savans, et même des hommes d'Etat ne sauroient être

4
ici d'aucun poids. Leur condition, leur emploi, leur patrie et même leurs préjugés ont ordinairement une influence très visible sur leurs principes, qu'ils sont pourtant accoutumés de changer selon que les conjonctures changent. La vérité est immuable et éternelle, et elle seule sera mon guide dans cette discussion.

(a) Cette distinction n'est pas, (de ma connoissance) reçue chez les Auteurs qui traitent ces sortes de matières. Cependant elle pourroit servir à décider quelques questions si souvent disputées, par exemple, si un duel, auquel quelques Princes se sont ci devant appelés l'un l'autre, pour éviter ou pour finir une guerre sanglante, peut avoir lieu? et si dans un Royaume où les affaires de guerre et de paix sont du ressort des Etats, ceux-ci sont obligés de consentir à la guerre et à en porter les frais, quand le sujet de la guerre ne regarde pas l'état même, mais seulement son Chef? Dans l'Empire d'Allemagne, la guerre de Succession d'Espagne, en 1702; celle pour l'élection d'un Roi de Pologne, 1733. et surtout les deux dernières guerres contre les Turcs, 1716 et 1737. méritent d'être considérées dans ce point de vue.

(b) Toutes les guerres de Louis XIV. excepté celles contre les États Piratiques Africains, ont été des guerres du Prince, celles des Provinces Unies furent des guerres nationales. Cependant on ne prétend pas nier que les guerres des Monarques ne soient aussi des guerres nationales, comme celles de la France avec la Grande Bretagne l'ont presque toujours été,

Section I.

Différence du Droit des Gens Naturel et Universel et du Droit des Gens Particulier Européen.

§. I.

Les Puissances neutres demandent pour la navigation, et le commerce de leurs Sujets en tems de guerre une liberté presque entière. Les Parties belligérantes la leur refusent, prétendant la restreindre plus étroitement qu'elle n'étoit en tems de paix. Toutes les deux en appellent au Droit des Gens, et toutes les deux se persuadent d'y trouver une décision favorable. Mais comme le terme de Droit des Gens se prend quelque fois dans un sens tout-à-fait différent, il sera nécessaire d'en fixer l'idée, et de le dégager par là de l'ambiguïté, dont il est d'ailleurs susceptible. Car en ne raisonnant que sur des notions vagues et indéterminées, on embrouillera plutôt le point disputé que de l'éclaircir; et on ne viendra jamais à bout d'en décider d'une manière convaincante et satisfaisante. Il faudra donc préalablement expliquer ce que c'est que le Droit des Gens.

§. II.

Ce qu'on appelle Droit, signifie tantôt un Assemblage ou Corps de Loix d'une certaine espèce, par exemple, le Droit Civil, le Droit Canon, tantôt le pouvoir donné par les loix de faire ou d'omettre une action. Les loix sont des règles auxquelles nous sommes obligés de conformer nos actions libres ou morales. Si nous venons à la connoissance de ces règles moyennant notre raison, et par la considération de la nature morale de l'homme, elles sont appelées *Loix Naturelles*. L'Assemblage de ces loix est le *Droit de la Nature*, dans le *premier* sens. Quand les loix naturelles nous donnent le pouvoir d'agir d'une certaine manière ou de ne pas agir, ce pouvoir s'appelle le *Droit de la Nature*, dans la *seconde* signification. Ceux donc qui s'en rapportent au Droit de la Nature, font entendre par là que leurs actions sont conformes aux loix naturelles, ou qu'ils ont agi selon le pouvoir qu'elles leur ont donné.

§. III.

Les loix naturelles appliquées aux affaires des Etats ou des Nations, sont ce qu'on nomme le *Droit des Gens*. Car les Nations, considérées entre elles, sont des

personnes morales qui vivent dans la liberté naturelle, et par conséquent elles ne sauroient reconnoître d'autre Droit que celui de la Nature; quand il s'agit de décider leurs contentions et leurs querelles. Le Droit de la Nature appliqué aux affaires des Nations, porte le nom de *Droit des Gens Universel*, parceque son obligation s'étend sur tous les peuples de la terre. Il est immuable, étant fondé sur les Loix naturelles qui sont immuables.

§. IV.

Au Droit des Gens Universel il est opposé le *Droit des Gens Particulier ou Européen*. Celui-ci n'est pas immédiatement fondé sur le Droit de la Nature, mais sur quelques principes positifs que les Peuples Chrétiens de l'Europe ont adopté comme des règles de leur conduite, les uns envers les autres. La Religion qui les a réduit depuis longtems en une espèce de Société, le Commerce reciproque et la Communication dont il est l'origine, le grand nombre d'Affaires de guerre et de paix venues entre eux, et les Négociations et Traités qui en ont été la suite; tout cela a insensiblement établi beaucoup de ces règles, auxquelles le consentement tacite des Na-

nous a donné une autorité légale; et c'est de ce consentement tacite, que dépend toute la validité et la force obligatoire du Droit des Gens Européen.

§. V.

Le consentement tacite se manifeste par les actions des Hommes et des Peuples. Il faut donc que ces actions soient d'une nature à en pouvoir constater avec certitude le consentement. Or nous pourrions le faire avec assurance, si les actions sont souvent répétées d'une manière uniforme et dans des cas semblables. De cette répétition fréquente et uniforme naît ce qu'on appelle *Usage* ou *Coutume*. Le *Droit des Gens Européen* est donc un assemblage de certains usages et coutumes que les Peuples et les Etats de notre partie du monde ont introduits entre eux.

§. VI.

L'existence de ce Droit des Gens Européen est indubitable. Il y a beaucoup d'usages et de coutumes que les Nations de l'Europe observent entre elles, tant en paix qu'en guerre; et c'est par là qu'elles se distinguent notablement des Peuples barbares. Les Européens Chrétiens traitent leurs prisonniers de guerre avec beaucoup

de douceur. Ils leur laissent même une espèce de liberté dans leur captivité. Ainsi la condition de ces prisonniers est assez tolérable, et ils ont toujours l'espérance d'obtenir leur entière liberté ou par l'échange ou par la rançon ou du moins au Traité de paix. Les Turcs et les Tartares en agissent tout autrement, de même que les Peuples de l'Asie et de l'Afrique, qui de leurs prisonniers de guerre en font des esclaves, et qui plus est, les Sauvages de l'Amérique égorgent, rouissent et mangent les malheureux que le Sort des armes a fait tomber dans leurs mains. On pourra donc se figurer un *Droit des Gens Asiatique, Africain et Américain* qui est tout à fait différent de celui des Nations de l'Europe Chrétienne.

§. VII.

Comme le Droit des Gens Européen n'est fondé que sur des principes positifs, (§. IV.) il est aisé de comprendre, que les Nations pourront, s'il leur plaît, les abroger, les changer et y en substituer de nouveaux; et c'est ce qu'elles ont actuellement fait à l'égard de plusieurs anciens usages. Ci-devant les Souverains de l'Europe avoient la coutume de se déclarer la guerre

solennellement par un Héraut d'armes, et avec un certain Formulaire. Cet usage a entièrement cessé (a). Aujourd'hui ils se contentent d'exposer par des Manifestes les raisons qui leur ont fait prendre les armes. Les Traités de paix étoient autre fois confirmés par les sermens des Parties contractantes. Cela n'a plus lieu (b). A présent ils s'épargnent cette vaine cérémonie; il suffit que les Souverains ratifient ce que leurs Plénipotentiaires ont arrêté. En vérité ces sermens étoient une formalité très frivole. Car les anciens Traités jurés n'étoient pas observés avec plus de religion, que les nouveaux qui se font sans cette solennité. Les Nations et leurs Souverains pouvant donc changer et ayant quelque fois actuellement changé les principes et les usages introduits entre eux, il paroît par là que le Droit des Gens Européen est inuable.

(a) L'Electeur de Trèves, Philippe Christofle de Seutern, s'étant mis sous la protection de la Couronne de France, et pour être à l'abri d'une attaque des Suédois, ayant reçu dans la ville de Trèves une Garnison Françoisé, le Cardinal-Infant Ferdinand, alors Gouverneur des Pais-bas Espagnols, fit surprendre la dite ville où l'Electeur aussi bien que les troupes Françoises y furent faits prisonniers. Louis XIII. Roi de France, envoya

Yelon l'ancien usage, un Hérault d'armes à Bruxelles pour déclarer la guerre au Roi d'Espagne, après que le Cardinal-Infant eut refusé de rendre la liberté au Prince prisonnier. LE VASSOR Hist. du Regne de Louis XIII. Tom. VIII. Liv. 38. p. 399. (Edit. d'Amsterd. de 1712. en 12.) On a remarqué que ce fut la dernière fois que cette formalité fut observée entre les Couronnes de France et d'Espagne. Frédéric III. Roi de Dannemarc envoya en 1657. sa déclaration de guerre contre la Suède par un Hérault à Eric Steenbock, Gouverneur Suédois dans la province de Halland. HOLBERG. Hist. de Dannem. Part. III. p. 241. (Edit. Allem. de 1757. en 4.) Et il paroît que celui-ci a été le dernier exemple que nous ayons eu en Europe d'une solennelle déclaration de guerre, faite par des Héraults.

(b) Les Rois de France et d'Espagne, Louis XIV. et Philippe IV. confirmèrent très solennellement, et par Serment le 6me Juin 1660. dans l'Isle de Faisans le Traité de paix conclu entre eux l'année précédente. REBOULET Hist. du Regne de Louis XIV. Tom. III. p. 225. (Edit. d'Amsterd. 1756. en gr. 12.) Depuis ce tems-là, je ne trouve aucun exemple des Traités de paix jurés par les Princes de l'Europe.

§. VIII.

Ce n'est pas sur des loix écrites, mais seulement sur des coutumes que le Droit des Gens Européen est fondé. Et comme selon les principes généraux de la Jurisprudence, une coutume n'est pas soutenue par la présomption légale, celui qui s'y rapporte, la doit prouver, en cas que la

partie adverse n'en convienne pas. De la même manière, *celui qui allègue le Droit des Gens Européen dans un cas particulier, est obligé d'en prouver l'existence, si dans ce cas elle est niée par son adversaire.*

§. IX.

La validité et la force obligatoire du Droit des Gens Européen étant fondé sur le consentement des Nations (§. IV.), celui qui est dans le cas de la prouver, doit montrer *que les Nations et les Etats de notre partie du monde ont adopté les mêmes principes qu'il soutient comme vrais, et qu'ils y ont conformément agi, et sans contradiction de qui que ce soit, dans les cas qu'il allègue comme des preuves du Droit des Gens Européen.*

§. X.

On ne pourra donc, pour prouver ce droit, étaler des cas ou des faits auxquels d'autres Nations se sont ci-devant opposées, ou par des protestations ou même les armes à la main; car il y manque une qualité essentielle, qui est le consentement.

§. XI.

On a vû de tout tems les Nations Européennes engagées dans des querelles et des guerres qui ont été à la fin composées par

des transactions ou terminées par des Traités de paix. C'est donc ici la question : si ces sortes d'instrumens publics sont propres à prouver le Droit des Gens Européen ? Elle semble d'abord devoir être décidée par la négative. Car ces Traités n'étant faits que par les Parties qui étoient en contestation ou en guerre, ils ne pourront obliger que ces mêmes Parties, et leur servir de preuves de leur droits ou de leurs prétentions ; mais il n'en peut naître ni obligation envers les autres, ni preuves du Droit des Gens Européen. Cependant si des Princes ou des Etats dans les Traités conclus de tems en tems entre eux, ont tellement adopté de certains principes à l'égard de quelques affaires générales, qu'on n'en trouve le contraire établi dans aucun de ces instrumens, leur parfaite conformité prouvera un usage général, et par conséquent le Droit des Gens. Ainsi dans tous les Traités de paix, on trouve la liberté des prisonniers de guerre stipulée de part et d'autre. C'est donc une affaire décidée selon le Droit des Gens Européen.

§. XII.

Mais il y a des Traités, où des principes très différens sont adoptés dans une

même affaire. Si donc ces principes sont tout à fait opposés l'un à l'autre, le Droit des Gens en devient dubieux et incertain. Cependant comme dans les occurrences communes de la vie et des affaires, on considère ce qui se fait le plus souvent et ordinairement, comme la règle; et ce qui n'arrive que rarement et contre l'usage ordinaire, comme l'exception; un principe qui est établi dans le plus grand nombre des Traités, doit être regardé comme la Règle, et celui qui se trouve dans le plus petit nombre des conventions, comme l'Exception. C'est donc selon le principe contenu dans le plus grand nombre des Traités que la dispute doit être décidée, et surtout si le plus grand nombre de ces Traités est de plus nouvelle date, et le plus petit nombre de plus ancienne. Car de cette circonstance on peut aussi inférer que les Peuples ont peu à peu abandonné un vieux principe, pour en adopter un nouveau, et que par ce changement de principes ils ont pareillement changé le Droit des Gens.

§. XIII.

Si celui qui se rapporte au Droit des Gens Européen, n'est pas en état d'en prouver

l'existence dans un point contesté, ou si ce Droit est devenu dubieux et incertain par la manière contradictoire dont les Peuples ont pensé et agi en pareil cas, il faut recourir au Droit des Gens Naturel et Universel. Car le Droit des Gens Particulier, ou n'ordonnant rien par rapport à la cause en question, ou étant dubieux et incertain, ne sauroit fournir des raisons valables pour la décision. Il ne reste donc qu'à suivre le Droit des Gens Universel et ses principes universellement reconnus. Et cela aura aussi lieu dans une dispute, où l'une des Parties se fonde sur l'ancien Droit des Gens Européen, l'autre sur le nouveau, et qu'elles ne s'accordent pas sur la préférence de l'un ou de l'autre.

§. XIV.

Après avoir ainsi fixé les notions vagues et indéterminées du Droit des Gens Universel et de celui de l'Europe, je ferai encore quelques remarques sur la Neutralité, sur la Liberté de la Mer et sur le Commerce en général; afin qu'en venant à l'objet principal de cet Essai, je puisse y procéder avec plus de facilité, et fonder mes raisonnemens sur des principes d'autant plus solides et indubitables.

Section II.

De la Neutralité et de l'Assistance,

§. XV.

On appelle un Souverain ou un Etat *neutre*, celui qui en cas d'une guerre naissante, n'y prend point de part et qui entretient avec une parfaite impartialité l'amitié et la bonne intelligence avec les Parties belligérantes; et cette relation à ces deux parties est la *Neutralité*. Or un tel Souverain continuant d'être ami de l'un et de l'autre des Belligérans, ceux-ci sont obligés d'observer une pareille conduite envers lui.

§. XVI.

Le territoire d'un Etat neutre est donc inviolable pour les Parties belligérantes qui n'y peuvent et n'y doivent exercer le moindre acte d'hostilité. Ses habitans et ses Sujets sont par conséquent exemts de toutes sortes de contributions, livraisons, exactions et violences des armées ennemies et de leurs partis détachés; ils jouissent au contraire d'une entière sûreté tant pour leurs personnes que pour leurs biens. Enfin, comme un Prince neutre ne se mêle pas de la guerre, rien de tout ce que le Droit de

guerre permet contre un ennemi, n'est permis ni contre lui, ni contre ses Sujets. *Il conserve donc tous les droits qu'il avoit avant la guerre, et les Puissances belligérantes ne pourront en aucune manière lui imposer de nouvelles obligations et dont il n'étoit pas chargé envers eux auparavant, et en tems de paix.*

§. XVII.

Mais les Parties belligérantes cherchent toujours à engager, s'il est possible, tout le monde dans leur querelle. Ils font tous leurs efforts pour se procurer l'assistance des autres Puissances, et pour les persuader de faire cause commune contre leur adversaire, Si un Etat s'y résout, s'il fait des alliances, et qu'il donne en effet du Secours à une des Parties qui se font la guerre, il se déclare par là ennemi de l'autre, et alors sa neutralité cesse. Dans ce changement d'affaires, il doit naturellement s'attendre, que la partie contre laquelle il s'est déclaré, le traitera en ennemi et lui fera sentir tous les maux qui sont les suites de la guerre. Et comme le Souverain et ses Sujets sont moralement considérés comme une même personne, ceux-ci auront à souffrir toutes les incommodités et les violences que le Droit

de la guerre permet, sans avoir sujet de s'en plaindre comme d'une injustice.

§. XVIII.

Le Droit des Gens Universel autorise tout cela. Mais l'Europe Chrétienne, dans des tems plus récents, a considérablement adouci cette rigueur. On a souvent vu des Traités d'alliance et de subside conclus avec l'un des belligérans, en vertu desquels il a été secouru par des troupes auxiliaires, ou reçues à sa solde ou données gratuitement, sans qu'il s'en soit suivi une rupture avec l'autre. Les Etats Généraux des Païs-Bas Unis secoururent ainsi le Danemarc dans sa guerre qu'il fit à la Suède, en 1658 et 1659, presque de toutes leurs forces navales et d'une grande partie de leurs troupes ; et néanmoins cela ne fit pas naître une guerre entre eux et la Suède. La France et l'Angleterre soutinrent en 1663-1665, avec leurs troupes le Portugal contre l'Espagne, sans que celle-ci leur fit pour cela la guerre. Les Rois de Danemarc Christian V. et Frédéric IV. firent passer dans la guerre qui commença en 1688, et dans celle de Succession d'Espagne, des corps considérables de leurs troupes à la solde de l'Angleterre et des Etats Généraux des Païs-Bas Unis qui

S'en servirent contre la France; et la paix subsistoit néanmoins entre celle-ci et le Danemarck, qui fut toujours regardé comme neutre. Ces exemples et beaucoup d'autres qu'on pourroit alléguer, prouvent bien que la Partie belligérante contre la quelle un Etat neutre a fait combattre ses troupes, a souffert cela sans s'en venger. Mais le véritable motif de cette conduite n'est à chercher que dans sa politique. Il étoit quelque fois difficile d'attaquer l'assistant, et quelque fois la crainte le dissuadoit d'en faire entièrement son ennemi. On souffrit donc un moindre mal pour en éviter un plus grand. Le droit des Gens Européen n'a aussi pas reconnu jusqu'ici cette assistance d'un Etat neutre comme consistante avec la neutralité. Car il y a des cas où ces sortes de secours ont été considérées comme l'attaque d'un ennemi. C'est ainsi que Louis XIV. regarda le secours que l'Empereur et l'Electeur de Brandebourg donnèrent en 1672, aux Provinces Unies. Et lorsque celles-ci dans la guerre de Succession d'Autriche aidèrent l'Héritière de Charles VI. par une armée contre la France, et qu'elles prétendirent néanmoins être neutres, Louis XV. ne respecta point cette neutralité et at-

taqua en 1747, les États Généraux comme des ennemis. La même guerre et celle qui commença en 1756. entre la Maison d'Autriche et le Roi de Prusse, ont fourni d'autres exemples. Cela fait voir que les Nations et les États de l'Europe ont pensé sur ce point d'une manière très différente. Le Droit des Gens Européen est donc ici problématique et incertain. Par conséquent il n'en peut rien décider.

§. XIX.

C'est pareillement ici le lieu de discuter la question: de quelle manière on doit considérer les Subsidés pécuniaires, qu'un Etat neutre paye à une des Parties belligérantes pour la soutenir, comme cela s'est fait depuis longtems en Europe? Ces Subsidés pourront-ils bien consister avec la neutralité? Dans la dernière guerre entre la Russie et la Suède, celle-ci reçut des Subsidés extraordinaires de la France; et au commencement de la guerre de Succession d'Autriche, la Grande Bretagne et les Provinces Unies payèrent dans un tems où elles prétendoient encore être neutres, des sommes très considérables, sous le nom de Subsidés, à la Reine de Hongrie et de Bohême. Pour ce qui en est venu à la con-

noissance du Public, les Parties belligé-
 rantes du parti contraire, contre lesquelles
 ces Subsidés furent payés, n'en ont pas
 fait des plaintes, et par conséquent elles
 n'ont pas regardé cette espèce de secours,
 comme un fait qui fût contraire à la neu-
 tralité. L'affaire semble donc selon le Droit
 des Gens Européen devoir être réputée
 comme décidée, d'autant plus que dans
 les Traités de commerce des Etats de l'E-
 urope, l'argent n'y est pas compté parmi
 les marchandises de contrebande. (Voyez
 ci-dessous §. CVIII. V.)

Section III.

De la Liberté et de l'Empire de la Mer.

§. XX.

Plusieurs Auteurs ont tant écrit de la liberté et de l'empire de la Mer, que de vouloir examiner leurs opinions particulières sur ce sujet, et les étranges décisions qu'ils en ont faites, ce seroit entrer dans un labyrinthe dont on ne pourroit jamais sortir. Nous ne nous arrêterons pas à leurs disputes; il nous suffira de montrer avec autant de précision qu'il sera possible, ce qu'on pourra affirmer avec justice et vérité sur ce qui regarde l'empire prétendu de la Mer et sa liberté.

§. XXI.

Les fleuves, les lacs et toutes les rivières dans un païs en font des parties, et la propriété de l'Etat, sujette à sa souveraineté. Il en est de même des Golfes qui entrent dans un païs, pourvu que les deux rivages soient sa propriété. C'est de là que la Suède a le Domaine du Golfe de Bothnie, et l'Etat des Provinces Unies celui du Zuider-Zée, qui est presque tout environné de ces Provinces. L'une et l'autre de ces

Puissances sont donc en droit d'exclure les étrangers de l'usage de ces eaux, et de leur y interdire la navigation et la pêche. Et comme les anciens Romains étoient en possession de toutes les côtes de la Mer Méditerranée, et de toutes les isles qui y sont situées, cette Mer n'étoit en effet qu'un Golfe au milieu de l'Empire Romain. C'étoit donc avec justice que les Romains s'en attribuèrent l'empire, qui néanmoins devoit finir avec la perte des Provinces qui environnent ce Golfe. Le Domaine des Détroits est fondé sur le même principe que celui des Golfes, en cas que le même Etat en possède tous les deux rivages. C'est de là que la Couronne de Danemarck, qui étoit autrefois en possession de la Scanie, a acquis le Domaine de l'Oresund, c'est à dire, du Détroit entre la Séelande et la Scanie. C'est aussi là qu'est fondé le Droit du Péage du Sund dont les Danois ont su se conserver la possession, et en ont fait une branche considérable des revenus publics, quoiqu'ils aient perdu la Scanie.

§. XXII.

Il est donc indubitable que la possession de tous les deux rivages des Golfes et des Détroits entraîne le domaine. Mais c'est

par la même raison que l'Océan et la pleine Mer ne reconnoissent pas l'empire de qui que ce soit, et que, par leur nature même, ils n'en sont pas capables. Seulement les Nations de l'Europe d'un consentement général s'étant accordées pour ce qui est des Etats contigus à la Mer, sont les Maîtres du rivage et de la Mer qui l'environne autant qu'ils peuvent en défendre la propriété du côté de la terre. Cette propriété s'étend jusqu' à la portée d'un coup de canon, et c'est la raison, pourquoi les vaisseaux étrangers, en s'approchant des ports ou des forteresses sur la côte, sont obligés de les saluer d'un certain nombre de coups de canon et de leur rendre les honneurs dus par l'abaissement du pavillon et des voiles. C'est aussi de là, que les ports et les forteresses ne souffrent sous leur canon ni attaques ni actions d'hostilité et qu'ils forcent l'agresseur à s'en desister.

§. XXIII.

En effet ce n'est que jusque là que s'étendent les droits des Puissances qui s'approprient l'empire sur quelque partie de la Mer: nommément ceux des Vénitiens sur la Mer Adriatique a), des Génois sur celle de Ligurie b), et de la Grande-Bretagne sur la

Mer Britannique (c). Dans celle-ci les Anglois demandent à tous les vaisseaux étrangers l'abaissement du pavillon et du voile du grand perroquet devant les vaisseaux du Roi, comme une reconnoissance de leur empire sur la Mer Britannique, et ils y ont obligés les Etats des Provinces Unies par plusieurs Traités faits avec eux en 1654, 1662, 1667 et 1674. Dans le dernier de ces Traités, ils ont fixé les limites où ils demandent cet honneur. Ceux du Sud-Ouest sont le Cap de Finis terre dans la Galicie, ceux du Nord-Est, le centre du païs de Staten (le promontoire de Stat) en Norvège (d). C'est une très ample extension des bornes de la Mer Britannique, que pourtant d'autres Nations ne reconnoissent pas. Le fameux Seldenus conclut son livre sur *l'Empire de la Mer* avec cette décision hardie, que les Côtes mêmes et les Havres des Etats voisins situés au delà de la Mer sont les limites de l'empire maritime des Anglois au Sud et à l'Est. Mais des Auteurs Anglois plus nouveaux et plus équitables ont abandonné ces notions surannées et extravagantes. Dans les disputes qui s'éleverent en 1636, entre le Roi Charles I. et les Hollandois sur la pêche de harang dans la Mer

Britannique, ceux-ci nièrent cet Empire prétendu des Anglois, lequel, disoient ils, ne pouvoit avoir lieu que dans les Bayes, les Golfes et sur les rivages. Le fameux Philosophe et Historien David Hume, en est d'accord avec eux. „Il faut, dit-il, „avouër que les loix des nations ne garan- „tissent pas une prétention plus étendue „(e).“ Et si à présent on parle de l'Em- pire de la Mer des Anglois, on n'entend par cette expression, que leurs grandes for- ces maritimes qui les ont mis en état de donner jusqu'ici la loi sur tout l'Océan.

(a) *Dominio del Mar Adriatico della Serenissima Republica di Venetia*, descritto da Fr. PAOLO SARPI, et un autre ouvrage du même Auteur: *Dominio del Mar Adriatico e sue Raggioni per il Jus belli della Serenissima Republica di Venetia*. On trouve ces deux écrits dans le 6me volume des *Opere del Padre PAOLO SARPI dell'Ordine de' Servi et Theologo della Serenissima Republica di Venetia*. (in Venetia 1687. 6. Volumi. 12.)

(b) PETRI BAPTISTAE BVRGI de *Dominio Serenissimae Genuensis Reipublicae in Mari Ligustico Libri II*. Romae 1641. 4.

(c) IOANNIS SELDENI *Mare Clausum, seu de Dominio Maris libri duo*. Londini 1636. 8.

(d) Traité de paix entre Charles II. Roi d'Angleterre et les Provinces Unies des Pays Bas du 2^e Février 1674. art. 4. dans le corps *Diplomat. de Mr. DUMONT*. Tom. VII. P. I. p. 253.

(e) DAVID HUMES *History of Great Britain*. Volum. I. p. 213.

§. XXIV.

Les défenseurs les plus zélés de l'empire de la mer, conviennent cependant avec ceux qui en soutiennent la liberté, en ce principe, *que l'usage de l'Océan et de la pleine mer est commun et permis à toutes les Nations pour la navigation.* Celle-ci a pour but ou la guerre ou le commerce. Tous les Peuples ont donc le droit de mettre en mer des vaisseaux pour des entreprises de guerre ou pour le commerce. Ce Droit est à l'égard d'eux tous parfaitement égal, et ce seroit une injustice manifeste de la part de l'un d'en vouloir empêcher l'exercice de l'autre. Néanmoins cela se fait très souvent, et on peut aisément s'imaginer de quel côté.

Section IV.

De la Liberté du Commerce en general, et de son fondement.

§. XXV.

Le commerce a établi entre les habitans de notre globe, et même entre les Peuples les plus éloignés et les plus séparés les uns des autres par de grands Océans, une communication et une espèce de Société universelle, qui leur est avantageuse, à tous en général, et à chacun d'eux en particulier. — C'est le commerce qui leur fournit l'occasion de se pourvoir des denrées qu'ils ne possèdent pas eux-mêmes, et de se défaire de l'abondance dont ils n'ont pas besoin. Les acheteurs et les vendeurs en tirent leur profit. Ce profit réciproque est le principal motif qui anime toutes les Nations, aussi bien celles que nous appelons Barbares que les policées, d'une si forte et si grande inclination pour le commerce. De l'étendre et le faire fleurir, c'est à présent la passion dominante de tous les Etats de l'Europe et de leurs Souverains.

§. XXVI.

Le commerce comprend tous les produits de la nature et de l'art, et toutes les

sortes de marchandises que l'acheteur parce qu'il y trouve son compte, souhaite d'avoir, et dont le vendeur veut se défaire par le même motif. L'amour du gain a fait naître le commerce, et c'est lui qui le conserve. Ainsi toutes les marchandises dont les Négocians espèrent pouvoir retirer quelque profit, sont des objets du commerce.

§. XXVII.

C'est cependant l'affaire de la politique de chaque Etat et de son gouvernement de juger si le commerce de ses sujets avec les étrangers lui est avantageux ou préjudiciable. Il ne dépend donc que de lui de le permettre ou de le défendre, ou du moins de le restreindre, tant par les loix du pais que par les Traités faits avec des Puissances étrangères, de la manière qu'il le croit le plus convenable à ses intérêts et à la prudence. Il peut donc selon la diversité des conjonctures et des circonstances, interdire l'entrée et la sortie de quelques marchandises; il peut permettre le trafic à quelques Nations, sous des conditions plus aisées, à d'autres sous de plus onéreuses, comme c'est le cas des Anglois et des François, dont les marchandises sont dans tous les deux

Royaumes chargées de plus grands impôts que ne sont celles des autres Nations.

§. XXVIII.

Il est facile à voir par là, que la liberté du commerce dépend uniquement du bon plaisir et du consentement des Etats dont les habitans le font entre eux, et que les loix, que les Souverains donnent à leurs Sujets trafiquans, sont les seules qu'ils ont à observer. Cela présupposé, ils ont un droit incontestable de trafiquer, les uns avec les autres, et de s'apporter en tout tems sans exception toutes sortes de denrées, dans le débit desquelles ils trouvent leur compte. La paix ou la guerre, d'un troisieme n'y fait aucune difference.

31

Section V.

De la Liberté de la Navigation et du Commerce des Peuples neutres en tems de guerre, selon le Droit des Gens Universel.

§. XXIX.

La première loi de la Nature nous enjoint de n'offenser personne, ou ce qui revient au même, de ne rien faire qui puisse lézér quelqu'un, soit en sa personne, ses biens ou ses droits. Et cette loi étant appliquée aux affaires des Nations, il en emane cette Constitution du Droit des Gens Universel : *Chaque Etat et chaque Peuple est obligé de ne pas offenser un autre ni de le troubler dans la possession de ses biens et de ses droits.* Or les Peuples, ayant, par la permission de leurs Souverains, un Droit incontestable, de trafiquer les uns avec les autres (§. XXVIII.) il s'ensuit qu'un troisième Etat ne peut point d'autout traverser le commerce des Sujets d'un autre avec lequel il entretient la paix, ni en restreindre l'exercice.

§. XXX.

Les habitans d'un Etat neutre ont donc le droit de faire le commerce avec tous les Peu-

ples en tems de guerre de la même manière qu'ils l'ont fait durant la paix. Aussi peuvent-ils le continuer sur le pié ordinaire, avec les Parties belligérantes, sans que l'une ou l'autre puisse le leur interdire ou les en empêcher..

§. XXXI.

La liberté du commerce des Nations neutres, en tems de guerre, étant illimitée, il leur est permis de trafiquer en toutes sortes de marchandises, aussi bien en tems de guerre, qu'en tems de paix. L'une des Parties belligérantes doit donc souffrir que des Negocians d'un païs neutre vendent à l'autre toutes les sortes de marchandises qu'ils pouvoient lui vendre avant la guerre.

§. XXXII.

Comme il est permis de trafiquer en tems de paix en toutes sortes de marchandises, en tant que les loix et les Traités n'en exceptent quelques unes (XXVII.), et par conséquent de vendre des armes et des munitions de guerre à d'autres Peuples, les Sujets d'un Souverain neutre sont en droit d'en faire autant pendant la guerre; parce que les Belligérans n'ont point de pouvoir d'imposer à un Etat neutre des obligations nouvelles et inusitées en tems de paix (XVI.)

Et on pourroit joindre à cela une autre considération. Une grande partie du commerce de quelques Peuples Européens, comme, celui des Suédois, des Norvégiens et des Russes, consiste en marchandises, qui sont nécessaires pour la guerre et pour la construction et l'équipement des vaisseaux. Ils vendent non seulement du fer, du cuivre, des mats, et d'autres bois de charpente, du goudron de la poix etc. mais aussi des canons et même des vaisseaux de guerre tout entiers. Ne seroit ce pas leur faire un grand tort, que de les priver de la branche principale de leur commerce et même de leur subsistance, à cause d'une guerre qui ne les intéresse en rien? L'injustice en est palpable et saute aux yeux de tout le monde.

§. XXXIII.

Le Droit des Gens Universel ne fait point de distinction entre les marchandises qui peuvent être des objets du commerce ou en paix ou en guerre (XXXI). Ainsi les Négocians neutres qui pourvoient les parties belligérantes ou l'une d'elles, d'armes ou de munitions de guerre, ne se servent que de leur droit, et par conséquent ils ne font tort à qui que se soit.

§. XXXIV.

Les Peuples trafiquans ne reconnoissent
 d'autres loix que celles qui leur sont
 données par leurs Souverains (XXVIII.).
 Donc en cas que ceux-ci ne prennent point
 de part à une guerre, en restant neutres, les
 Belligérans n'acquièrent de plus grands
 Droits envers eux et leurs Sujets qu'ils n'avoient
 en tems de paix (XVI.). Donc il n'est
 pas en leur pouvoir de rien ordonner à des
 Négocians Sujets des Etats neutres, par rapport
 aux marchandises qui sont l'objet de
 leur commerce; et l'une des Parties belligé-
 rantes ne peut de sa propre autorité, en ex-
 cepter aucune espèce dont les Négocians neu-
 tres ne doivent pas pourvoir l'autre Partie.
 Encore moins pourra-t-elle leur interdire en-
 tièrement tout le commerce avec les païs et les
 Sujets de Son adversaire.

§. XXXV.

Ceci est vrai en général et hors de
 doute. Mais les suites et les accidens de
 la guerre peuvent quelquefois faire une
 exception et donner au moins aux Belligé-
 rans, pour un certain tems et en quelque
 lieu, le droit de limiter en quelque ma-
 nière le commerce des Nations neutres.

Cherchons donc un principe général pour éclaircir ce droit et en fixer les bornes.

§. XXXVI.

Le pouvoir d'ordonner quelque chose, et de punir les transgresseurs de l'Ordonnance, présuppose le droit de donner des loix et de les faire exécuter. De là on pourra déduire cette règle: *En tous les lieux où une Partie belligérante a acquis la puissance législative et exécutive, elle pourra prescrire à des Négocians neutres, quelles marchandises ils n'y doivent ni conduire ni exporter. Aussi pourra-t-elle punir les contrevenans par la confiscation des marchandises défendues, et par conséquent mettre des bornes au commerce des Neutres.*

§. XXXVII.

Un Etat ou Souverain belligérant a sans contradiction le droit d'attaquer les pais de son ennemi et de les occuper. Il doit donc aussi dans toute l'étendue des lieux et du tems qu'il les possède, être indubitablement regardé comme Souverain temporaire des pais qu'il a occupés. Car avec la possession il acquiert tous les droits de la Souveraineté. Il y peut donc donner des loix, et par conséquent limiter le commerce que des Négocians neutres font dans les pais conquis.

par ses armes, ou qu'ils y pourroient faire avec l'ennemi; il peut même, s'il lui plaît, l'interdire entièrement, et punir ceux qui y contreviendroient, par la confiscation de leurs batimens et de leurs marchandises.

§. XXXVIII.

De la même manière qu'une Partie belligérante, qui a conquis le païs de son ennemi, ou entièrement ou en partie, est devenu le Souverain de ce païs, il le doit être aussi dans le territoire que ses troupes ont occupé et s'y sont logées pour le siège ou le blocus d'une forteresse. Cette souveraineté temporaire lui donne le droit d'interdire aux étrangers tout le commerce et toute la communication avec la place assiégée ou bloquée, et d'empêcher tant par mer que par terre le convoi de toutes les denrées, et marchandises par lesquelles la prise de la place pourroit être retardée ou rendue difficile.

§. XXXIX.

En voilà les seuls cas où une Partie belligérante est en droit d'interdire aux Négocians neutres le commerce tant en général que de certaines marchandises. Cependant comme ce droit est restreint au païs qu'il a conquis sur son ennemi, et au tems qu'il en demeure en possession, qui ne lui donne

qu'une Souveraineté temporaire, il n'a d'ailleurs et nulle part aucun pouvoir légitime de défendre à des Négocians neutres le commerce de quelles marchandises que ce soit, ni de les en empêcher. Il ne peut s'arroger ce droit en aucun lieu où son autorité n'est pas reconnue, et encore bien moins en pleine mer.

§. XL.

Mais la navigation et le commerce maritime sont principalement ce qui a fait naître des querelles entre les Etats neutres et les Belligérans. Car ceux-ci prétendent arrêter des batimens marchands en pleine mer, les visiter et y faire des recherches, si peut-être ils sont chargés d'armes et de munitions de guerre destinées pour l'ennemi, ou de marchandises appartenantes à des sujets ennemis, en quels cas ils saisissent le bâtiment et la cargaison. Il est donc ici question : si le Droit des Gens Universel donne aux Belligérans un pouvoir si exorbitant et si extraordinaire.

§. XLI.

On a déjà remarqué ci-dessus (§. XXIV.) que la navigation en pleine mer est commune et permise à tous les Peuples pour le commerce et pour la guerre, et qu'ils ont des droits égaux pour l'un comme pour

l'autre. Il est donc certainement permis aux Belligérans de poursuivre leurs ennemis en mer et de leur y faire autant de dommage, qu'il est en leur pouvoir. Une Partie peut donc saisir les batimens et les marchandises appartenantes à l'autre ou à ses Sujets, et se les approprier comme de bonne prise.

§. XLII.

Aussi a-t-elle le même droit contre les Alliés et les Assistans de son adversaire et contre ses Sujets. Car par cette assistance ils prennent part à la guerre; ils deviennent donc ennemis de l'autre Partie, et celle-ci a le droit de les traiter en ennemis.

§. XLIII.

Cependant on confondroit extrêmement les notions des êtres en voulant soutenir un droit presque égal des Belligérans envers les Etats neutres, leurs Sujets et leurs batimens. Car ceux-ci ne prenant point de part à la guerre, on ne sauroit les considérer comme des ennemis. *Le droit de la guerre ne peut donc donner aucun pouvoir aux Belligérans d'arrêter en pleine mer les navires des Nations neutres ni de les visiter ni de s'en saisir.*

§. XLIV.

Mais les Belligérans, dira-t-on, ne prétendent pas à ce droit en général, mais seulement dans le cas que les batimens neutres soient chargés de marchandises de Contrebande. Car c'est la coutume, qu'au commencement de la guerre, ils publient des Ordonnances où ils instruisent les Négocians neutres trafiquans sur mer, des conditions par lesquelles le commerce avec la Partie adverse doit être permis. Ordinairement ils en exceptent les armes, les munitions de guerre et les marchandises appartenantes à l'ennemi ou à ses Sujets, déclarans tous ces effets défendus et confisquables. C'est donc, dit-on, la propre faute des Négocians neutres, si par la transgression d'un tel Interdit, ils se mettent en danger de voir leurs marchandises saisies et confisquées. La question est donc de savoir: Si les Belligérans ont le droit de publier de telles Ordonnances, et si les Négocians étrangers, Sujets des Etats neutres, sont obligés de les observer? La réponse ne sauroit être que négative. Car une telle obligation ne peut naturellement avoir lieu, si le droit des Belligérans de l'imposer est destitué de fondement. Et qu'il en est destitué, c'est ce

qui est aisé à démontrer. Les conditions que les Belligérans veulent prescrire à des Négocians neutres, et selon lesquelles ceux-ci doivent faire leur commerce pendant la guerre, sont proprement des loix, et nommément des loix pénales, parcequ'elles menacent les contrevenans de la confiscation des marchandises, et même des bâtimens. Or c'est une qualité essentielle du législateur d'avoir la puissance Souveraine sur les personnes auxquelles il a donné des loix, ou sur le lieu où elles doivent être exécutées, ou du moins en celui où le transgresseur est pris. Les Belligérans n'ont ni l'un ni l'autre. Car ces personnes sont des Négocians étrangers, qui ne les reconnoissent pas pour leurs souverains, et le lieu où les Ordonnances doivent être exécutées, ou celui, où les transgresseurs se trouvent, n'est pas non plus sous leur domination. Ce lieu est la mer qui pour la navigation est ouverte et commune à tous les Peuples (XXIV.), et où le droit de guerre ne peut avoir aucun effet que contre l'ennemi ou ses Sujets et ses Alliés. De publier de telles Ordonnances, c'est donc s'arroger la Souveraineté sur des personnes et des lieux où l'on n'en a aucune, et prescrire

des loix à ceux qui ne sont pas obligés de leur obéir. Aucune Partie belligérante n'a donc le droit d'interdire aux Nations neutres le commerce avec son adversaire ou entièrement ou pour certaines marchandises, ni celui de les déclarer confiscables. Cela ne peut absolument avoir lieu, et d'autant moins que les Négocians neutres, comme il est déjà démontré ci-dessus (XXXI, XXXII.), ont une pleine liberté de trafiquer en toutes sortes de marchandises, et même de munitions de guerre aussi bien en tems de guerre qu'en tems de paix.

§. XLV.

Si une Partie belligérante veut empêcher cela, l'unique moyen et le plus convenable à cette fin sera une négociation par laquelle le Souverain de ces Négocians pourroit être engagé à leur défendre de porter à l'autre Partie des armes et d'autres marchandises nécessaires ou utiles à la guerre. Cette voye s'accorde mieux qu'aucune autre avec les droits et l'honneur des Etats neutres; et c'étoit celle que les Génois choisirent quand ils eurent, il y a quelque tems, la guerre avec les rebelles en Corse. Ils s'adressèrent à plusieurs Puissances de l'Europe pour obtenir une défense, en vertu de

laquelle leurs Sujets ne pourvoiroient les Corfées ni d'armes ni de munitions de guerre. C'est ce que fit aussi la Cour Britannique au commencement de la rébellion des Américains. Elle fit demander aux Etats Généraux des Pais Bas-Unis un Interdit pour que leurs Sujets ne portassent aucunes munitions de guerre aux rebelles, ce qui lui fut aussitôt accordé.

§. XLVI.

Néanmoins le consentement à une telle demande n'est pas un devoir, mais une pure complaisance des Puissances neutres. Il dépend de leur volonté d'accorder ou de refuser la demande. En cas qu'elle soit accordée, il faut considérer s'il est aussi permis aux Belligérans d'être les juges dans leur propre cause, et de punir les contrevenans par la saisie et la confiscation des marchandises défendues. Si cela n'étoit pas, le pouvoir des Belligérans ne s'étendrait pas plus loin qu'à les arrêter et en dénoncer les propriétaires à leur Souverain, afin qu'il les punisse.

§. XLVII.

Les Belligérans ont sans doute le droit de saisir les vaisseaux ennemis et leurs marchandises y chargées, tous les deux étant

de bonne prise. Il reste à décider, s'ils ont le droit de saisir les effets ennemis chargés dans des batimens neutres. Il peut arriver de plusieurs manières, que des marchandises appartenantes à l'ennemi, soient transportées dans des batimens neutres, ou parceque des Négocians Sujets de l'ennemi achètent des marchandises en país étranger et se les font apporter dans des batimens neutres, ou qu'ils y chargent leurs marchandises pour les envoyer dans des país étrangers, ou qu'enfin des Négocians neutres prennent ces marchandises en commission, et les font charger dans leurs batimens, le risque étant au compte du propriétaire. Tout cela est permis et usité entre les Nations commerçantes. Or les Négocians neutres étant en droit de faire leur commerce de la même manière en tems de guerre qu'ils l'ont fait en tems de paix (§. XXX.), ont certainement la liberté de suivre en le faisant, les coutumes usitées parmi les Négocians. De là s'ensuit *la liberté d'aporter dans leurs navires aussi bien à des Négocians ennemis les marchandises que ceux-ci ont achetées dans un país étranger, que de transporter telles qu'ils y envoient, au lieu de leur destination, et de charger de même dans leurs*

batimens celles que les Négocians ennemis leur ont donné en commission.

§. XLVIII.

Il est vrai que les Belligérans ont le droit de saisir les marchandises de l'ennemi. Mais étant dans un bâtiment neutre en pleine mer, elles sont dans un lieu où ce droit doit cesser. Car les batimens des Nations neutres sont aussi bien une partie de la propriété d'un Etat que les villes, les villages et les maisons qui y sont situées. Or n'étant pas permis aux Belligérans de commettre des violences dans un territoire neutre (XVI), ils ne doivent pas non plus saisir dans un bâtiment neutre des marchandises y chargées, sous prétexte qu'elles appartiennent à l'ennemi ou à ses Sujets, et que le risque en est à leur compte. Car le bâtiment étant libre, la cargaison le doit être de même, ou, comme on dit vulgairement: *le vaisseau libre rend les marchandises libres. Le Souverain du propriétaire d'un tel bâtiment neutre, a donc le droit de demander satisfaction au Souverain de l'armateur ou du vaisseau de guerre pour les violences exercées contre lui, et pour l'affront fait à son pavillon.*

§. XLIX.

Si donc aucuns des effets appartenans à

l'ennemi, ou à ses Sujets ne doivent être enlevés dans un navire neutre, la conséquence en est que *les vaisseaux de guerre et les Armateurs des Belligérans ne peuvent ni ne doivent en aucune façon exiger des batimens neutres allans à un port ennemi ou en revenans, une vérification ou preuve que la cargaison est propriété des marchands neutres, et non pas celle des Sujets ennemis, et que ceux-ci ne leur ont pas donné des marchandises en commission et ne se sont pas chargés du risque.* Car le droit de la Saisie et de la confiscation des marchandises cessant, il seroit vain et inutile de faire des recherches sur leur propriété, ou de la constater. Un tel procédé est outre cela contraire aux règles communes et connues de la Jurisprudence. Selon elles, il est à présumer que les effets trouvés dans un vaisseau comme dans une maison, appartiennent au propriétaire ou au possesseur. Ainsi la preuve n'en est pas à sa charge, la présomtion légale étant pour lui, mais à la charge de celui qui prétend que les effets qui se trouvent dans la maison ou dans le vaisseau, sont la propriété d'un autre. C'est donc une injustice manifeste de charger le Maître d'un bâtiment neutre de la preuve, que sa car-

gaison est la propriété des Négocians neutres et non pas celle des Sujets ennemis. L'Armateur dont l'avidité lui a fait prendre le bâtiment et qui prétend le contraire, est plutôt obligé de le prouver, supposé le cas, mais sans l'avouer, que les marchandises chargées dans le navire soient saisibles et confiscables.

§. L.

Une autre question est ici à discuter: si une Partie belligérante dont les vaisseaux de guerre ou les Armateurs ont pris un bâtiment marchand ennemi, est en droit de saisir et confisquer aussi bien les marchandises d'un Négociant neutre qui par hazard y pourroient être chargées, que celles de l'ennemi? On a déjà montré ci dessus (§. XXX.) que les nations neutres ont la liberté de trafiquer en tems de guerre comme en tems de paix, et qu'elles peuvent par conséquent selon l'usage constant des commerçans faire charger leurs effets, dans des vaisseaux étrangers. Par là ils ne perdent rien de leur propriété. Mais comme c'est une présomption légale que ce qui est trouvé dans un navire, appartient à son propriétaire, la cargaison entière d'un bâtiment pris sur l'ennemi est justement censée sa

propriété. Si donc un Négociant neutre prétend que les marchandises trouvées dans un vaisseau ennemi sont entièrement ou en partie les siennes, et que par cette raison il les réclame, il est obligé de prouver sa propriété, la présomption légale étant contre lui. Mais aussitôt qu'il l'a vérifiée juridiquement, ses marchandises lui doivent être rendues.

§. LI.

Comme il est permis aux Nations neutres de faire le commerce avec les Belligérans, et de leur porter toutes sortes de marchandises, des armes mêmes et des munitions de guerre non exceptées, et que l'une des Parties belligérantes n'a aucunement le droit d'enlever du dedans des batimens neutres des marchandises appartenantes aux sujets ennemis (XLVII. XLVIII.), il ne leur importe pas de savoir quelle est la cargaison d'un bâtiment neutre, ni qui en est le propriétaire? Les vaisseaux de guerre et les Armateurs des Puissances belligérantes n'ont donc ni raison ni pouvoir de demander à des batimens neutres naviguans en pleine mer, l'exhibition de leurs Connoissemens et d'autres papiers concernans la cargaison, et encore moins pourront ils visiter les marchandises.

§. LII.

Tout ce que les vaisseaux de guerre et les Armateurs ont besoin d'apprendre d'un bâtiment marchand qu'ils rencontrent, se réduit purement à ceci : Si c'est un bâtiment ennemi ou neutre ? Mais pour cet effet ni l'exhibition des papiers concernant la cargaison, ni la visite des marchandises n'y est nécessaire. Les seuls Passeports ou les Lettres de Mer suffisent. Et tout ce que les Armateurs pourront demander, ce sera de les voir, ce qu'on ne pourra leur refuser. Car ayant le droit de saisir les vaisseaux ennemis, et ceux-ci se cachant souvent sous un pavillon étranger, *il faut leur accorder le pouvoir d'exiger des batimens qui prétendent être neutres, l'exhibition de leurs Passeports ou des Lettres de Mer pour s'en convaincre s'ils le sont effectivement ou non.*

§. LIII.

Ce sont les bornes que le Droit des Gens Naturel et Universel met aux Parties belligérantes pour ce qui regarde leur procédé envers des Nations neutres. Mais loin de s'y contenir, les vaisseaux de guerre et les Armateurs ne se contentent pas de voir les Connoissemens, mais ils visitent tout ce

qui est dans le bâtiment. Ils l'amènent enfin dans un port de leur Souverain, pour y faire rendre sentence sur la validité de la prise. C'est donc une nouvelle espèce de Jurisdiction. Voyons sur quel fondement elle est établie.

§. LIV.

Le droit d'un Etat d'établir des Tribunaux est fondé sur sa puissance législative, celle-ci étant la source de la jurisdiction souveraine dont l'exercice demande l'établissement des Tribunaux. Ni l'une ni l'autre des Parties belligérantes n'a, comme nous avons montré ci-dessus (XXXIV.), le droit de donner des loix à des Négocians neutres, et les Ordonnances qu'elles font publier au commencement de la guerre, ne pouvant point dutoût être regardées comme telles (XLIV.). Ainsi *les Belligerans n'ayant point de puissance législative sur les Négocians neutres, n'ont aussi pas la jurisdiction sur eux. Leurs Tribunaux ne pourront donc donner des jugemens ni sur des batimens ni sur des marchandises neutres.*

§. LV.

Aussi ne peuvent-ils les déclarer de bonne prise, ni les confisquer, sous prétexte que leur cargaison consistoit en marchandi-

ses de Contrebande ou qu'elle étoit propriété ennemie. La confiscation est proprement une punition. Mais comme selon les principes de la Jurisprudence universellement reconnus, aucun Prince n'a le droit de punir des Etrangers qui n'ont point commis de délits dans son territoire, et qui n'y ont pas été attrapés, ses Tribunaux ne pourront pas non plus dans le cas dont il s'agit ici, condamner des Négocians neutres à quelque peine. Car ils n'ont commis ni délit dans le territoire des Belligérans, et n'y ont aussi pas été attrapés. *Le procédé des Parties belligérantes est donc tout à fait opposé aux notions communes de la juridiction, si par les sentences de leurs Tribunaux elles font déclarer les batimens et les marchandises des Négocians neutres de bonne prise et confiscables.*

§. LVI.

L'établissement de ces Tribunaux étant injuste, tout ce qui est une suite de leurs sentences, le doit être aussi; et la somme totale de la perte que les Négocians étrangers et neutres ont faite par là, vient à la charge de l'Etat qui les a établis.

§. LVII.

Comme une juridiction établie sur les

Sujets d'un Prince étranger, n'est point du tout compatible avec l'indépendance des Etats libres et souverains, *un tel Prince peut justement demander une satisfaction convenable pour Ses droits violés, et un dédommagement pour les torts et les pertes qu'une telle juridiction a fait souffrir à ses Sujets.* Sa demande ne sauroit être éludée par l'exception que la cause de ses Sujets plaignans, doit être jugée aux Tribunaux du pais et selon ses loix, et qu'il leur est permis d'en appeller en cas de griefs aux Cours supérieures. Cette exception n'a lieu que dans les procès ordinaires des Particuliers, mais point du tout dans les affaires où les Etats ont des contestations entre eux-mêmes. Car l'une des parties ne reconnoissant pas les loix domestiques de l'autre, ces contestations ne peuvent être terminées que par le droit des Gens Universel et par des négociations de Cour à Cour (a).

(a) Tout cela sera ci-dessous (CXCIV – CXCVII.) éclairci par les disputes survenues dans la guerre de Succession d'Autriche entre la Grande-Bretagne et la Prusse, touchant les batimens marchands Prussiens arrêtés et détenus par les Armateurs Anglois. On a publié de part et d'autre des écrits pour défendre chacun sa cause. Voyez l'*Observation du Droit de la Nature et des Gens, touchant la capture et la détention des vaisseaux et effets neutres*

*en tems de guerre, tiré du nouveau Droit contro-
versé latin de FRÉDÉRIC BEHMER. à Ham-
bourg, 1771. 4.*

§. LVIII.

Mais comment faire en cas que le Sou-
verain auquel on demande la réparation du
tort et des dommages, s'en rapporte à la
Constitution de son Etat qui ne lui permet
pas de transgresser les loix du país ni de
faire relâcher par ses ordres un bâtiment ar-
rêté et saisi ? Cette excuse ne sauroit être
d'aucune validité dans l'affaire en question.
La Constitution d'un Etat et l'impuissance
y fondée de ne rien faire ou ordonner con-
tre les loix du país n'intéressent point du
tout un autre Etat, ou un Prince qui insiste
sur une juste satisfaction pour les torts faits
tant à lui qu'à ses Sujets. Car le Souverain
d'un tel Etat ayant donné des commissions
aux Capitaines de ses vaisseaux de guerre
et aux Armateurs, est par là obligé, de ré-
pondre de tout ce qu'ils ont fait de mal et
d'illégal en vertu de ces Commissions. Il
ne peut sous prétexte de la forme du gouver-
nement lui liant les mains, éluder les justes
demandes d'un autre Etat ; et celui-ci est en
droit de s'en prendre directement à lui.

§. LIX.

Ainsi tout bien considéré, les Tribu-

naux établis par les Puissances belligérantes sur des marchands, Sujets des Princes neutres, et leurs batimens et effets ne subsistent que sur un fondement très-lubrique qui les soutient si peu, qu'il n'est pas difficile de les renverser avec toute leurs procédures si injustes et incompatibles avec la liberté du commerce.

§. LX.

Mais quant aux argumens dont je me suis servi jusqu'ici pour prouver la liberté illimitée du commerce des Nations neutres, on n'y doit pas oublier que ce sujet n'est traité ici, que suivant le Droit des Gens Naturel et Universel. Car celui de l'Europe y a fait de grands changemens et introduit des principes tout à fait contraires, comme je le montrerai dans la suite. A présent je tâcherai de résoudre quelques doutes qu'on oppose ordinairement à la liberté de la navigation et du commerce des Peuples neutres en tems de guerre.

§. LXI.

Les Auteurs mêmes qui dans leurs Ouvrages ont traité du Droit de la Nature et des Gens, ont adopté des principes ou plutôt des opinions qui étendent trop loin les droits des Belligérans, en leur permettant

tout contre tous. Ces opinions ont souvent
 chez la plus-part des Lecteurs la même va-
 leur que la vérité, par ce qu'elles sont en-
 fantées, par des Hommes célèbres. Je me
 crois donc obligé de montrer la fausseté de
 ces opinions, d'autant plus qu'elles sont
 des Objections contre ce, que j'ai déduit
 pour la liberté du commerce des Peuples
 neutres en tems de guerre. On y oppose
 en premier lieu ce raisonnement: „La guer-
 re change la face des affaires, et par con-
 séquent les droits et les obligations des
 Peuples. Ce qui leur étoit indifférent et
 innocent en tems de paix, ne l'est plus en
 tems de guerre, et à l'égard des Belligé-
 rans. Ceux-ci acquièrent donc le droit
 qu'ils n'avoient pas auparavant, de met-
 tre de telles bornes à la liberté du com-
 merce des Nations neutres qu'il ne leur
 devienne pas préjudiciable.“ La première
 assertion que la guerre change les droits et
 les obligations des peuples, n'est pas uni-
 versellement vraie, mais seulement à l'é-
 gard de ceux qui se font la guerre l'un à
 l'autre. Car cet état leur donne le droit
 de se faire autant de dommage qu'il est en
 leur pouvoir, mais nullement à ceux qui
 ne prennent point de part à la guerre. Ceux-

ci conservent tous leurs droits aussi bien en guerre qu'en paix, et les Belligérans ne peuvent absolument leur imposer des obligations nouvelles et auparavant inusitées (§. XVI.). De là paroît aussi la fausseté de la seconde assertion, savoir que les Belligérans acquièrent le droit de mettre des bornes à la liberté du commerce des Peuples neutres, afin qu'elle ne leur soit pas préjudiciable. Car les droits de la guerre ne peuvent pour ce qui regarde la navigation et le commerce, être étendus plus loin, que sur les propres Sujets des Belligérans et nullement sur des Etats et Peuples neutres, bien que leur navigation et leur commerce soit nuisible à l'un ou à l'autre de ceux qui se font la guerre. Dans toutes les entreprises d'un homme et même dans celles d'un Etat qui peuvent avoir des suites facheuses pour un troisième, tout se réduit à cette question : Si cet homme ou cet Etat est en droit de faire les entreprises qu'il a faites. Cela supposé, il ne fait tort à personne. Et quand même un troisième devroit en souffrir, cela lui est indifférent. Les Peuples neutres qui trafiquent sur mer, ne se servent que de leur droit, et cela dans un lieu libre, qui est la pleine mer, où les

Neutres et les Belligérans ont des droits parfaitement égaux, ceux-là pour le commerce et ceux-ci pour la guerre. Il s'ensuit, que l'un ne doit pas troubler l'autre dans l'exercice de ses droits, et qu'ainsi les Belligérans ne doivent nullement mettre des bornes à la navigation et au commerce des Nations neutres (§. XXIV.). La question: Si ce commerce est préjudiciable à l'une ou à l'autre des parties belligérantes ne doit pas être considérée ici. Il arrive très souvent que de certaines entreprises d'un Etat deviennent préjudiciables à l'autre. En Espagne p. ex: on a établi dans ces dernières années plusieurs fabriques, et des manufactures en laine et en soie, qui causent aux François aux Anglois et à d'autres Nations des pertes considérables, parce qu'ils ne peuvent plus tant débiter de leurs marchandises qu'auparavant dans ce Royaume. Mais qui voudra soutenir que les dites Nations ont par là acquis le droit d'interdire aux Espagnols l'établissement de ces nouvelles fabriques et manufactures? Car ceux-ci ne font tort à personne, en ne se servant que de leur droit. L'établissement des Compagnies Orientales en Danemarck et en Suède, est devenu très préjudiciable à celle de

Hollande, parce que celle-ci a perdu par là une partie considérable de son débit et de son grand profit. Néanmoins les Etats Généraux des Pais-Bas Unis n'en ont pu faire des querelles aux Danois et aux Suédois, ceux-ci n'ayant rien fait qui soit injuste. Et c'est par la même raison, que les Parties belligérantes ne peuvent interdire aux Nations neutres le commerce ni en général, ni pour quelques marchandises en particulier.

(IX. L.) §. LXII.

Une autre Objection qu'on fait en faveur des parties belligérantes et de leurs droits, est celle-ci : „Nous sommes en droit „de nous défendre contre un ennemi, et „par conséquent de l'affoiblir autant qu'il „est possible, en lui ôtant les moyens de „nous nuire. Or les Négocians neutres qui „lui fournissent des armes et des munitions de guerre, augmentent ses forces, „et ainsi lui facilitent les moyens de nous „nuire. Ils mettent donc obstacle à notre „droit de défense. Mais ce droit étant infini et sans bornes; il nous donne le pouvoir d'empêcher un tel commerce avec „notre ennemi.“ On voit aisément ici une conséquence illégitime tirée des prémisses

vagues et indéterminées. Car ce prétendu droit de défense infini, ne sauroit être infini que contre l'ennemi et ses Alliés, mais point du tout contre les Sujets des Etats neutres, ni contre leur commerce, celui-ci ne dépendant que du consentement des Souverains respectifs des Négocians qui le font, et nullement du bon plaisir d'un troisième (§. XXVIII.). Si ce commerce est nuisible à l'une ou à l'autre Partie belligérante, c'est ici hors de propos d'examiner par les raisons déjà développées ci-dessus (§. LXI.).

§. LXIII.

Enfin on croit soutenir la cause des Belligérans contre des Négocians neutres par cet argument: „Celui qui assiste notre ennemi est notre ennemi. Or ceux-là assistent „notre ennemi en lui fournissant des armes et „des munitions de guerre. Ils sont donc „de même nos ennemis, et nous avons le „droit de les traiter comme tels, en leur „enlevant ces marchandises, s'ils les portent à l'ennemi.“ Mais tout cela n'a lieu que contre un Etat ou un Souverain, qui secourt une Partie belligérante, en lui fournissant des troupes, chevaux, armes ou autres munitions de guerre; car il déclare

par là assez ouvertement son intention de l'assister préféablement. Il abandonne donc la neutralité et agit en ennemi de l'autre Partie. Celle-ci par conséquent le traite aussi en ennemi, en employant avec justice contre lui toutes les voyes de fait permises par le droit de la guerre. Il en est tout autrement des Négocians. Ceux-ci n'ont pas le dessein d'assister préféablement l'une des Parties belligérantes. Le gain est le seul motif de leurs entreprises, et ils le cherchent, où ils espèrent le trouver. Il est donc très naturel que pour leurs expéditions, ils choisissent ces sortes de marchandises qui leur font espérer le plus grand profit. Celui-ci dépend des besoins des acheteurs et de la disette de certaines denrées dans les païs étrangers. Le tems et les conjonctures causent quelque fois cette disette, et c'est aux Négocians d'en profiter. Et comme les armes et les munitions de guerre sont fort recherchées dans les états des Belligérans, et que cela en fait monter le prix, les Négocians les y portent par les mêmes motifs qui les engagent à envoyer des grains dans les païs où de mauvaises récoltes ou d'autres accidens leur ont donné plus de valeur. On suppose ici constamment, que ces Né-

gocians font Sujets des Etats neutres, et c'est par cette raison que les Parties belligérantes n'ont aucun droit de les traiter en ennemis, ou de troubler leur commerce, ou d'enlever et de confisquer leurs marchandises, quoi qu'elles consistent en munitions de guerre. Car comme à des neutres, il leur est libre de trafiquer aussi bien en guerre qu'en paix avec tout le monde, et en toutes sortes de marchandises (§. XXXI, XXXII). Il y a une bien grande différence entre eux et un ennemi déclaré. Les violences qui sont permises contre celui-ci, n'ont pas lieu envers eux. Et bien que la politique conseille aux Belligérans d'empêcher un commerce qui leur est nuisible, ou le peut devenir; elle a néanmoins d'autres moyens tous prêts, plus conformes à la justice et aux droits d'un tiers, dont ils peuvent se servir, sans procéder aux extrêmes qui ne sont justifiables que contre un ennemi. Le plus propre de ces moyens est celui d'obtenir du Souverain qu'il interdise à ses Sujets négocians le commerce de munitions de guerre, tant qu'elle dureroit (§. XLV.) En tout cas une Partie belligérante pourra acheter les marchandises qu'ils voudroient porter à son ennemi. Et cela

fera la dernière demande qu'on pourra raisonnablement leur faire. Car ils ne donnent pas leurs marchandises gratuitement, mais ils les vendent. Donc la Partie belligérante qui souhaite les avoir et en priver son adversaire, doit se contenter qu'elles lui soient cédées aux mêmes conditions que l'autre les auroit acquises. Par ce procédé, elle parvient à son but, sans empiéter sur les droits d'un autre, et sans l'offenser.

§. LXIV.

Je croi maintenant avoir assez prouvé les droits, qui selon les principes constans et immuables du Droit des Gens Universel, conviennent aux Nations neutres en ce qui regarde leur navigation et leur commerce en tems de guerre. Afin de les pouvoir repasser d'un coup d'oeil, j'en donnerai ici le précis.

I. Un Etat ne peut empêcher le commerce que les Sujets d'un autre avec le quel il est en paix, font avec un troisiéme (§. XXIX.).

II. Il est permis aux Sujets d'un Etat neutre de trafiquer avec tous les Peuples aussi bien en tems de guerre qu'en tems de paix, et par conséquent avec les Belligé-

rans, et en toutes sortes de marchandises (§. XXXI.).

III. Sous celles-ci, les armes et les munitions de guerre y sont aussi comprises (§. XXX, XXXII.).

IV. Les Belligérans n'ont aucunement le droit de prescrire des loix aux Négocians neutres pour leurs marchandises ni d'en excepter certaines espèces. Encore moins une Partie peut-elle interdire entièrement la navigation et le commerce aux pays de l'autre (§. XXXIV.).

V. En cas néanmoins qu'un Etat belligérant ait conquis par ses armes une province de son ennemi, il y peut mettre des bornes au commerce des Négocians neutres, et même s'il lui plait, l'interdire entièrement (§. XXXVII.).

VI. Aussi pourra-t-il l'empêcher par force, aux places investies bloquées ou assiégées par ses troupes (§. XXXVIII.).

VII. A l'exception de ces cas, il ne doit troubler nulle part le commerce des Neutres, et le moins en pleine mer (§. XXXIX.).

VIII. Il est pourtant libre aux Belligérans d'y poursuivre et attaquer leurs ennemis et leurs Alliés (§. XLI. XLII.).

IX. Mais point du tout d'y arrêter, vi-

fiter ni faifir les batimens et marchandifes des Nations neutres (§. XLIII.).

X. Les Négocians neutres ne font pas obligés d'obéir aux Ordonnances que les Belligérans ont fait publier au commencement de la guerre, et par lesquelles ils prétendent mettre des bornes au commerce avec les Païs ennemis, ou interdire certaines fortes de marchandifes (§. XLIV.).

XI. Un tel Interdit ne peut être donné aux Négocians, que par leurs Souverains, et c'est de ceux-ci que les Belligérans le doivent obtenir par la voye des négociations (§. XLV.).

XII. Mais il dépend de leur pure complaifance de l'accorder (§. XLVI.).

XIII. Les Belligérans n'ont aucunement le droit d'enlever du dedans des batimens neutres des marchandifes appartenantes à l'ennemi ou à fes Sujets (§. XLVII. XLVIII.).

XIV. C'est une injustice manifefte de charger le maitre d'un batiment neutre de la preuve que la cargaison eft propriété des Négocians neutres, et non pas celle des Sujets ennemis (§. XLIX.).

XV. Si dans un batiment marchand ennemi faifi il s'y trouve des marchandifes

d'un Négociant neutre ; elles lui doivent être rendues aussitôt qu'il en aura prouvé la propriété (§. L.).

XVI. Les vaisseaux de guerre et les Armateurs des Parties belligérantes ne sont nullement en droit de demander aux batimens marchands neutres l'exhibition de leurs Connoissemens ni d'autres papiers relatifs à la cargaison, et encore moins leur est-il permis de visiter les marchandises (§. LI.).

XVII. Tout ce qu'ils peuvent exiger revient à l'exhibition des Passeports ou des Lettres de Mer, pour s'en informer, s'il est actuellement un bâtiment neutre (§. LII.).

XVIII. Les Belligérans n'ont aucune juridiction sur les Négocians neutres, ni sur leurs batimens naviguans en pleine mer. Ils ne peuvent par conséquent établir des Tribunaux pour juger leurs causes (§. LIV.).

XIX. Ni déclarer tels batimens et les marchandises y trouvées confiscables, sous prétexte qu'elles sont de Contrebande, ou propriété ennemie (§. LV.).

XX. La perte que des Négocians neutres souffrent par là, vient à la charge de l'Etat qui a établi ces Tribunaux (§. LV.).

XXI. Il est obligé à une juste satisfaction et au dédomagement, ce qu'il ne peut pas décliner par l'exception que c'est une cause qui doit être décidée par ses Tribunaux, et selon les loix du païs (§. LVII.).

XXII. Le Souverain d'un tel Etat ne pourra non plus éluder les demandes d'un autre Etat dans ces sortes d'affaires, sous prétexte de la forme du gouvernement qui lui lie les mains, mais celui-là est en droit de s'en tenir seulement au dit Souverain (§. LVIII.).

Section VI.

Des marchandises prohibées en tems de guerre.

§. LXV.

Les Historiens de l'antiquité ne nous ont laissé que très peu de particularités du procédé des Etats belligérans par rapport à la navigation et au commerce des Peuples qui n'avoient point pris de part à la guerre. Quelques faits violens des Carthaginois, des Grecs et des Romains sont légèrement touchés dans l'histoire ancienne, par où l'on voit, qu'ils n'ont pas voulu permettre des convois pour les païs ennemis et pour les places assiégées. Lorsque des bateliers Romains portèrent d'Italie en Afrique des vivres aux ennemis des Carthaginois, ceux-ci les firent arrêter, mais ils leur rendirent la liberté à l'instance des Romains (a). Le Roi Démétrius surnommé Poliorcète ayant assiégé Athènes, et voulant réduire cette ville par la famine, fit prendre un vaisseau étranger, dont le Maître et le Pilote furent pendus par ses ordres (b). Pompée faisant la guerre à Mithridate, Roi de Pont, fit, pour lui couper les vivres, garder par quelques vaisseaux le Bosphore de Thrace et menacer de faire mourir les marchands qui y navigueroient (c).

(a) POLYB. Hist. Lib. I. chap. 83.

(b) PLUTARCH. *in* Demetrio. Oper. Tom. I. pag. 904. Edit. Francof. 1620. fol.

(c) Id. *in* Pompeio, l. c. p. 639.

§. LXVI.

Selon les loix Romaines, c'étoit un crime de Lézée Majesté, de pourvoir les ennemis de provisions, armes, chevaux, argent, et de ce qui pourroit d'ailleurs leur être utile (a). Les Empereurs Valens et Gratien firent défense de vendre aux Etrangers et aux Barbares des harnois, boucliers, arcs, flèches, épées ni d'autres sortes d'armes (b). Mais cette défense ne pouvoit avoir aucune force obligatoire, que pour les citoyens et Sujets de l'Empire Romain, et point du tout pour d'autres Peuples. Cependant comme dans les Siècles suivans, l'Evêque de Rome s'étant arrogé une domination universelle sur la Chrétienté qui fut partout reconnue, le Pape Alexandre III. fit au tems des guerres sacrées, appelées Croisades, une Ordonnance qui défendit de porter aux Infidèles et aux Sarrafins, ni armes, ni fer, ni bois pour la construction des galères. Les transgresseurs de cette Ordonnance furent condamnés à la peine de l'excommunication, de la confiscation de leurs biens, et de l'esclavage (c). C'étoit une Loi générale et obliga-

toire pour tous les Chrétiens de l'Eglise Latine, et elle a été ensuite renouvelée par Innocent III, Clement V. et plusieurs autres Papes (d). La validité de cette Loi fut d'autant moins révoquée en doute, que l'avantage de la Religion et de l'Eglise en sembloit être une suite certaine et nécessaire. C'est de là que les Papes Nicolas V. et Calixte III. en firent, de nouveau, usage, lorsque les Portugais sous le regne d'Alphonse V. découvrirent la Guinée et d'autres païs jusque-là inconnus en Afrique, et se flattèrent d'en découvrir d'autres. Ils défendirent dans leurs Bulles de 1454 et 1455, de porter aux habitans infidèles de ces contrées, ni fer, ni armes, ni bois pour la construction des vaisseaux, ni autres instrumens propres à l'attaque et à la défense, sous peine d'excommunication, si les contrevenans étoient des Individus; et sous celle de l'interdit, si c'étoit des Communautés ou des Villes (e).

(a) L. 4. D. ad Leg. Iul. Majest.

(b) L. 1. et 2. C. quae res export. non deb.

(c) C. 6. X. de Iudaeis.

(d) C. 2. Extravag. comm. eod. tit. *Vid. GONSALEZ TELLEZ* Commentar. in Decretal. tit cit.

(e) *Vid. Bullae ap. RAYNALD in Contin. Annal. BARONII* Tom. XVIII. ad a. 1454. n. 8. 9. et ad a. 1455. n. 7 - 9.

§. LXVII.

Comme le Pape, en qualité de Souverain spirituel de la Chrétienté, et en vertu de la puissance qu'il s'est attribué sous ce titre, a sévèrement défendu de pourvoir les Infidèles et les Mohammedans d'armes et de munitions de guerre, afin qu'ils ne les employassent pas contre les Chrétiens; de même l'usage s'est aussi introduit en Europe, que les Puissances belligérantes interdissent aux Nations neutres de porter à leur adversaire des marchandises, qui pourroient lui être nécessaires ou utiles dans la guerre, avec menace, qu'en cas de contravention, elles feroient saisir ces marchandises, et les confisqueroient comme de bonne prise. Et l'exercice de ce droit, quoique tout à fait contraire au Droit des Gens Universel, a rencontré d'autant moins d'obstacles, que les Nations Européennes l'ont adopté comme un principe général dans les Traités de commerce conclus entre elles dans des tems plus récents. Car on y trouve des specifications très exactes des marchandises qu'il est défendu de mener en tems de guerre dans les païs et dans les ports de l'ennemi de l'une ou de l'autre Partie, comme nous le verrons tout-à-l'heure.

*Section VII.***Des Traités de Commerce des Etats Européens.****§. LXVIII.**

Dans l'âge moyen, le commerce dans la Méditerranée étoit exposé à beaucoup de dangers par les hostilités et les déprédations que les Sarrafins d'Afrique y exerçoient contre les Chrétiens, et ceux-ci contre ceux-là. Afin d'y assurer la navigation et le commerce, l'Empereur Frédéric II. en qualité de Roi de Naples et de Sicile, fit avec le Prince des Sarrafins d'Afrique Abuissac, en 1230. un Traité de paix, en vertu duquel, une des Parties ne devoit exercer aucune violence ni exactions contre les Sujets de l'autre (a). Dans les Siècles suivans, les petits Etats de la côte Septentrionale de l'Afrique, ceux d'Alger, de Tunis, de Tripoli et la ville de Salée sujette au Roi de Maroc, ont usurpé une espèce d'empire dans la Méditerranée. Car lorsqu'au seizième Siècle, les Nations Européennes commencèrent à naviguer, et à trafiquer au Levant, les Corsaires armés par ces Etats pirates, saisirent les batimens marchands

Européens comme de bonne prise, et firent les équipages esclaves. Comme il étoit très difficile de domter ces pirates par la force, qui ne pouvoit être employée contre eux sans une grande dépense, les Etats Européens pour la sûreté de leur navigation, se virent dans la nécessité de faire avec eux des Traités, et de leur accorder, sous le nom de Présens, une espèce de Tribut. C'est sur ce pié-là que se fait la navigation et le commerce des François, des Anglois, des Hollandois, des Danois, des Suédois et des Vénitiens dans la Méditerranée et au Levant. Les autres Nations, comme les Espagnols, les Portugais, les Napolitains et Siciliens, les Génois, qui n'ont pas voulu se soumettre à des conditions si onéreuses, sont dans une guerre perpétuelle avec ces Pirates, et par-là exposés sans cesse à leurs attaques et à leurs déprédations.

(a) LEIBNITII Cod. Iur. Gent. Diplom. n. X.
p. 13. DYMONT Corps Diplom. Tom. I. P. I.
p. 168.

§. LXIX.

Les mers et les rivières de l'Europe n'étant pas ci-devant moins infestées par d'autres Corsaires, ç'a été une des raisons qui ont engagé les Souverains et les Etats

dans notre partie du monde à faire entre eux des Traités de commerce. Les plus anciennes de ces conventions contiennent cette condition principale, que les Sujets des deux Parties ne se feroient les uns aux autres point de dommage en leurs personnes, navires et marchandises, et qu'au contraire ils pourroient franchement et sûrement aller et passer par terre et par mer dans les villes et ports tant d'une part que de l'autre, et dans tous les autres Royaumes et païs ou il leur plairoit. C'est le contenu des Traités que le Roi d'Angleterre Edouard III. a conclus en 1351, avec les villes maritimes de Castille et de Biscaye, et en 1353, avec les villes Portugaises de Lisbonne et de Porto (a). Dans un autre Traité conclu en 1417, entre Henri V. Roi d'Angleterre et Jean, Duc de Bourgogne, il est y stipulé une condition semblable, et ensuite celle-ci, que si les bati-mens marchands de l'une Partie étoient par la tempête ou par la force des ennemis chassés, ils seroient sûrement reçus dans les ports ou havres de l'autre, et que les marchandises qui pourroient leur être prises par les Pirates, n'y devoient être amenées ou vendues, sous peine, si cela s'étoit fait,

de les restituer , ou d'en payer la valeur aux propriétaires (b). Le même se trouve dans beaucoup d'autres Traités de commerce de ce tems-là.

(a) RYMER Foeder. Convent. et Act. Publ. T. III. P. I. p. 70, 88.

(b) Ibid. Tom. IV. P. 3. p. 12.

§. LXX.

Lorsque les tems et les hommes furent devenus plus éclairés et policés , le commerce maritime en devint aussi plus sûr durant la paix. Mais dans une guerre maritime cette sûreté s'évanouit, les batimens marchands des Peuples neutres étant alors comme abandonnés aux violences et aux vexations des Belligérans. C'étoit donc une nécessaire et juste attention des Etats qui s'intéressoient à faire fleurir le commerce de leurs Sujets, de prévenir ces inconvéniens ou du moins de les diminuer. Voilà un autre motif qui a fait conclure tant de Traités de commerce. Ils contiennent ordinairement trois articles principaux: 1^o. la détermination des droits sur les marchandises , et les avantages qu'un Etat accorde quelque fois aux Négocians étrangers. 2^o. l'exception de certains effets dont l'introduction ou l'exportation est défendue , et

3°. les conditions sous lesquelles la navigation et le commerce doivent être permis en cas de guerre, où l'une ou l'autre Partie contractante pourroit être engagée. C'est le point essentiel de ces Traités, et c'est lui seul qui demande ici une discussion plus particulière.

§. LXXI.

En général on trouve établi dans tous les Traités de commerce, comme une condition principale, que la navigation et le commerce doivent être libres dans le cours de la guerre, même avec l'ennemi de l'une ou de l'autre des Parties contractantes. Mais cette liberté est réduite en des bornes si étroites, et chargée de tant de restrictions, qu'elle en a été presque annihilée, d'ailleurs fort diminuée. Une de ces restrictions très-incommodes aux Nations neutres est celle qui ne permet pas de trafiquer en toutes sortes de marchandises, et de la même manière en tems de guerre, qu'il est permis en tems de paix. Car 1°. les armes et munitions de guerre destinées pour les païs et les ports de l'ennemi, sont déclarées marchandises de Contrebande et confiscables; et 2°. le commerce avec l'ennemi de l'une ou de l'autre Partie par rapport aux marchan-

dites libres, est assujetti à une contrainte très préjudiciable aux Négocians. Nous allons considérer ces grands inconvéniens, l'un après l'autre.

§. LXXII.

Pour ce qui regarde, en premier lieu, les marchandises de Contrebande, sous lesquelles sont compris, les armes, le canon et toutes les munitions de guerre, les plus anciens Traités de commerce n'en contiennent rien de déterminé, mais seulement la clause, que les Parties contractantes ne doivent pas secourir ou assister l'ennemi de l'une ou de l'autre. Un des premiers Traités qui contient quelque chose de plus précis sur les marchandises de Contrebande, est celui qui fut conclu le 5^{me} Avril 1614. entre Gustave Adolphe Roi de Suède et les Etats Généraux des Païs-Bas Unis. Il y est dit: „Les uns ni les autres ne permettront „pas que les ennemis d'à présent ni ceux de „ci-après puissent jamais être assistés de con- „seil, gens, argent, munitions de guerre, „vivres ou semblables assistances de „leurs Sujets; mais ils concourront à dé- „fendre qu'ils soient aidés d'aucune chose „qui pourroit faire réussir leurs desseins, et

„qui seroit dommageable à sa dite Majesté
„ou auxdits Seigneurs Etats Généraux (a).“

(a) DV MONT Corps Diplom. Tom. V. P. 2.
Art. 5. p. 247.

§. LXXIII.

Dans le Traité fait en 1632, pour le rétablissement du commerce entre les Rois de France et d'Angleterre, il y est aussi fait mention des marchandises défendues, mais seulement en général, et sans y être particulièrement spécifiées (a).

(a) DV MONT Tom. VI. P. 1. Art. 3. p. 33.

§. LXXIV.

Un Traité conclu en 1642, entre les Couronnes d'Angleterre et de Portugal, ne déclare les armes et provisions de bouche, marchandises de contrebande, qu'en cas qu'elles fussent immédiatement exportées des ports et pays de Portugal à ceux de Castille, (comme alors ennemie du Portugal,) (a). Et cet Article est de nouveau répété dans une autre convention faite en 1654, entre le Roi de Portugal et la République d'Angleterre (b).

(a) RYMER Tom. IX. P. 3. Art. II. p. 90.

(b) DV MONT Tom. VI. P. 2. Art. 10. p. 83.

§. LXXV.

De la même manière le Roi d'Espagne dans le Traité de commerce fait en 1647,

avec les villes Hanféatiques, n'excepta du commerce d'ailleurs libre avec ses ennemis, que les marchandises qui pourroient servir à l'usage de la guerre, et qui seroient tirées des païs de l'Espagne même. Celles-ci ne pouvoient être portées aux ennemis de sa Majesté Catholique, particulièrement aux Provinces Unies des Païs-Bas, avec lesquelles l'Espagne étoit encore en guerre (a).

(a) DV MONT Tom. VI. P. I. Art. 3. p. 405.

§. LXXVI.

Dans un Traité de commerce conclu en 1646. entre la France et les Provinces-Unies, les marchandises suivantes sont spécifiées comme de Contrebande, savoir : „Poudres, Mousquets et toutes sortes d'armes, Munitions, Chevaux et équipages „servans à la guerre; même les Navires ne „pourront porter ni transporter des hommes pour le service des Ennemis, auquel „cas le tout sera de bonne prise, Navire; „Appareil et Marchandises (a).“

(a) DV MONT Tom. VI. P. I. Art. 1. p. 342.

§. LXXVII.

Un détail plus complet des marchandises de Contrebande est contenu dans le Traité de Marine que le Roi d'Espagne a

conclu avec les Provinces Unies en 1650. „Sous le dit nom,“ y est il dit, „seront
 „comprises toutes les armes à feu et assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissés, Affuts, Forchettes, Bandoulières, Poudre, Mèches, Salpêtre, Bâles — — toutes autres Armes, comme Piques, Epées, Morsions, Casques, Cuirasses, Halebardes, Javelots et autres semblables: est encore „prohibé sous le dit nom le transport des „Gens de guerre, de Chevaux, de Harnachements, Fontes de pistolets, Baudriers „et Assortimens façonnés et formés à l'usage de la guerre.“ Mais „sous le dit „nom de marchandises de Contrebande ne „seront compris le Froment, Bleds et autres grains, Sel, Vin, Huile, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture et sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme toutes autres „marchandises non comprises en l'article „précédent, et en sera le transport permis, „même aux lieux ennemis, sauf aux villes „et places assiégées bloquées ou investies (a).“ Les Traités de plus nouvelle date entre l'Espagne et les Provinces Unies de

1676. et 1714. sont en tout cela de la même teneur (b).

(a) D V MONT Corps Diplom. Tom. VI. P. 1. Art. 6, 7. p. 570.

(b) Ibid. Tom. VII. P. 1. p. 325. Tom. VIII. P. 1. p. 427.

§. LXXVIII.

Dépuis le milieu du 17^{ième} Siècle, il n'y a point de Traités de commerce conclus entre les Puissances de l'Europe, où il ne soit défendu le transport de Canons, Armes et de toutes autres Munitions de guerre aux Ports et villes des ennemis de l'une ou de l'autre Partie contractante. Mais sous cette défense il n'étoit pas compris des grains, légumes, provisions et toutes autres marchandises, à moins qu'elles ne fussent portées à des places assiégées, bloquées ou investies. Le Traité de commerce que le Roi de France a fait en 1655. avec les villes Hanseatiques (Lubec, Breme, Hambourg) contient une désignation des marchandises de Contrebande, qui, hors qu'il est ici encore ajouté des cordages et des toiles noyales, convient exactement avec celle du Traité entre l'Espagne et les Provinces Unies. En faveur des villes Hanseatiques, il y est encore ordonné, que si leurs bâtimens étoient forcés par les ennemis à por-

ter des grains, légumes et autres provisions aux Places attaquées par le Roi, les Commandans de les vaisseaux pouvoient retenir ces denrées en payant leur juste valeur suivant l'estimation qui en seroit faite. Mais qu'à faute d'estimation et de payement en deniers comptans, les vaisseaux Hanseatiques pouvoient se retirer librement avec leurs marchandises (a).

(a) DV MONT Tom. VI. P. 2. Art. 2. p. 103.

§. LXXIX.

Le Traité de paix conclu en 1655. entre la France et la République d'Angleterre, comprend sous le nom de Contrebande des poudres, pistolets, fusils et toutes sortes d'armes, des chevaux et tout appareil de guerre; il défend aussi le transport des gens de guerre pour le service de l'ennemi, sous peine de confiscation tant des batimens que des marchandises (a).

(a) DV MONT Tom. VI. P. 2. Art. 15. p. 122.

§. LXXX.

La désignation des marchandises de Contrebande qui se trouve dans le Traité de paix des Pyrénées conclu en 1659. entre la France et l'Espagne, est la même que celle que contient le Traité de commerce entre l'Espagne et les Provinces Unies de

1650 (LXXVII.). Les deux conventions s'accordent parfaitement, tant pour les marchandises défendues, que pour celles qui sont déclarées libres (a).

(a) D V MONT Tom. VI. P. 2. Art. 12, 13. p. 265.

§. LXXXI.

Le Traité d'alliance et de commerce fait en 1661. entre les Couronnes d'Angleterre et de Suède met au nombre des marchandises de contrebande non seulement toutes armes à feu et munitions de guerre, mais aussi argent, victuailles, chevaux, harnachemens, et vaisseaux de guerre (a). Un nouveau Traité de ces deux Puissances de 1666. convient exactement avec celui-ci (b).

(a) D V MONT Tom. VI. P. 2. p. 385. Ce Traité étant très remarquable, j'en ajouterai ici l'article XI. qui contient la contrebande. „Subintelligi,“ y est il dit „nullo modo debet, commercia et navigationem illi confœderato eiusque subditis ac „Incolis qui bello non est immixtus, cum Hostibus „illius foederati, qui in bello versatur, omnino denegata esse. Cautum tantummodo sit interim, „ne Merces ullae vocatae *Contrabundae*, et specialiter nec *Pecunia*, nec *Commentus*, nec *Arma*, „Bombardae cum suis Ignariis et aliis ad eas pertinentibus; Ignis missiles, Pulvis tormentarius; „Fomites alias Luntæ, Globi, Cuspides, Enses, „Lanceae, Hastae, Bipennae, Tormenta, Tubi castupularii vulgo Mortaria, Inductiles Sclopi vulgo „Petardae, Glandes ignariae missiles, vulgo Gae-

natae, Furcae scolopetariae, Bandoliers, Salpetrae, Scoloperi, Globuli seu Pilae, quae Scolopetris jaculantur, Cassides, Galeae, Thoraces loricateae, vulgo Cuirasses et similia armaturae generata, Milites, Equi, omnia ad instruendos Equos necessaria, Scolopothecae, Balthei, et quaecunque alia bellica Instrumenta, vti nec *naves bellicae* et *praesidiariae* hostibus suppeditandae devehantur ad alterius hostes sine periculo, si ab altero Confederatorum deprehendantur, quod praedae cedant absque spe restitutionis."

(b) DU MONT Tom. VI. P. 3. p. 83.

§. LXXXII.

Dans le Traité de confédération et de commerce que les Etats Généraux des Païs-Bas Unis conclurent en 1662, avec le Roi de France (a), on trouve verbalement le même détail des marchandises de Contrebande qui est contenu dans le Traité de marine fait en 1650, entre l'Espagne et les dits Païs-Bas Unis (§. LXXVII.). Et cette désignation est restée sans changement, dans tous les Traités de commerce qui ont été depuis conclus aux années 1678, 1697, 1713 (b), et 1739 (c), entre la France et les Provinces Unies.

(a) DU MONT Tom. VI. P. 2. Art. 28, 29. p. 414.

(b) Id. Tom. VII. P. 1. p. 357. P. 2. p. 386. Tom. VIII. P. 1. p. 377.

(c) ROUSSET Rec. d'Act. Mem. et Tr. Tom. XIV. P. 447.

§. LXXXIII.

Le Traité de commerce conclu en 1662, entre la France et le Danemarck défend, comme à l'ordinaire, le transport des canons, de toutes autres sortes d'armes à feu et de munitions de guerre aux lieux ennemis, et permet celui du froment, des légumes, du vin, de l'huile, du sel et de toutes les autres sortes de provisions, à l'exception néanmoins aux places assiégées ou bloquées (a).

(a) D V MONT Tom. VI. P. 2. Art. 25 et 26. p. 437.

§. LXXXIV.

De la même teneur est le Traité de paix fait en 1667. entre les Rois d'Espagne et d'Angleterre (a), et les Traités suivans de 1670 et 1713 y sont pleinement conformes pour ce qui regarde les marchandises défendues et permises (b).

(a) D V MONT Tom. VII. P. 1. p. 27.

(b) Ibid. p. 137. Tom. VIII. P. 1. p. 409.

§. LXXXV.

Dans le Traité de commerce de la Couronne de Suède fait en 1667. avec les Provinces Unies, nous trouvons la désignation ordinaire des marchandises défendues. Mais à l'égard de celles qui sont permises, il est

remarquable, qu'on y a expressement mis argent, froment, légumes, vin, huile et provisions, de même fer, cuivre, bronze et tout ce qui est nécessaire pour la construction et l'équipement des vaisseaux, comme chanvre, toiles noyales, goudron, poix, mats, poutres, planches, cordages, ancres (a). Ces articles sont confirmés par des Traités nouveaux de 1675 et 1679 (b).

(a) DV MONT Tom. VII. P. 1. p. 37. Art. 3 et 4. A l'occasion de la guerre qui se fit alors entre l'Angleterre et les Etats-Généraux des Provinces Unies, ceux-ci stipulèrent, que durant cette guerre, aucuns matériaux qui pourroient servir à la construction et à l'équipement des vaisseaux de guerre, ne devoient être portés aux ports d'Angleterre. *Art. separ. ibid. p. 38.*

(b) Ibid. p. 316, 437.

§. LXXXVI.

Les deux Etats rivaux du monde commerçant, l'Angleterre et les Provinces Unies, qui prétendent l'un et l'autre au commerce général, ont fait plusieurs Traités pour prévenir les différends qu'une telle rivalité ne pouvoit que trop souvent faire naître. Un Traité de 1668. assure aux Sujets de tous les deux un commerce libre avec les ennemis de l'une ou de l'autre Partie, à l'exception des marchandises de Contrebande

sous lesquelles sont compris toutes sortes d'armes à feu, poudres et autres assortimens servans à l'usage de la guerre. Mais les grains les légumes, et en général tous les vivres y sont déclarés permis (a). Dans un autre Traité de navigation et de commerce conclu en 1674, où le commerce libre de toutes les marchandises non défendues est stipulé aussi bien pendant la guerre, qu'en tems de paix, il y a, hors les effets susdits, beaucoup d'autres denrées mises au nombre de celles qui sont libres et permises, nommément les étoffes et manufactures de laine, lin, soye, coton, et de quelqu'autre matière que ce soit, toutes sortes d'habits et vêtemens et les étoffes et sortes desquelles on les fait, or et argent monnoyé et non monnoyé, étain, fer, plomb, cuivre, charbon, bleds, orges et autres, de chairs salées et fumées, poisson sec et salé, fromage, beurre, huile, vin, sucre, sels et tout ce qui appartient à la nourriture et sustentation de la vie, les cotons, chanvre, lin, poix, cordages, voiles, ancres, mats, planches, poutres et bois travaillé de toute espèce d'arbres, et qui peut servir à construire des vaisseaux, ou à les radoubler (b). Cette désignation des mar-

chandises permises est plus complete qu'on ne la trouve dans aucun des autres Traités faits jusqu'ici, et elle prouve la grande attention qu'on a eue d'obvier à la chicane. D'un motif semblable il paroît procéder la déclaration que les deux Parties se sont données l'une à l'autre en 1675, sur quelques passages relatifs à la navigation libre aux places ennemies. Elles y disent très-expressement, „que les navires et vaisseaux „apartenans aux Sujets de l'une ou de l'autre des Parties peuvent et pourront - - non „seulement passer, trafiquer et négocier „d'un port ou place neutre dans une place „ennemie, ou d'une place ennemie dans „une place neutre, mais aussi d'un port ou „place ennemie, dans un port ou place ennemie de l'autre Partie, soit que les dites „places appartiennent à un même Prince ou „Etat, ou à divers Princes ou Etats avec „lesquels l'autre Partie sera en guerre (c).“

(a) DV MONT Tom. VII. P. I. p. 74. Art. 3 et 4.

(b) Ibid. p. 283. Art. 2. et 4.

(c) Ibid. p. 319.

§. LXXXVII.

Le Traité fait en 1674. entre l'Angleterre et les Provinces Unies dont nous avons

vu le contenu, a servij de modèle à celui que la France et l'Angleterre ont conclu en 1677 (a). Il lui ressemble parfaitement en tout ce qui concerne aussi bien les marchandises défendues et permises en tems de guerre, que la navigation et le commerce libre aux places ennemies. Et tout cela est répété dans un Traité conclu en 1713. entre les mêmes Puissances (b).

(a) DU MONT Tom. VII. P. 1. p. 327. Art. 4.

(b) Id. Tom. VIII. P. 1. p. 345.

§. LXXXVIII.

Beaucoup d'autres Traités de commerce conclus en 1669, entre l'Angleterre et le Danemarc (a), en 1672, entre la France et la Suède (b), en 1701, entre le Danemarc et les Provinces Unies (c), en 1720, entre la Grande Bretagne et la Suède (d), en 1725, entre l'Empereur Charles VI. et le Roi d'Espagne Philippe V. (e), en 1734 et 1766, entre la Grande Bretagne et la Russie (f), en 1752, entre le Roi des deux Siciles et les Provinces Unies (g), et enfin en 1778, entre la France et les Etats Unis de l'Amérique Septentrionale (h), conviennent tous en cequ'en tems de guerre, la navigation et le commerce resteront libres avec les ennemis de l'une ou de l'autre Par-

tie contractante, et que seulement les marchandises de Contrebande, c'est à dire, toutes sortes d'armes et munitions de guerre en sont exceptées et confiscables. Et cela fait un des points des plus essentiels de tous les Traités de commerce récemment conclus,

(a) D V M O N T Tom. VII. P. 1. p. 126.

(b) Ibid. p. 166.

(c) D V M O N T Tom. VIII. P. 1. p. 32.

(d) R O V S S E T Rec. d'Act. mem. et Tr. Tom. II. p. 476.

(e) D V M O N T Tom. VIII. P. 2. p. 124.

(f) Ces deux Traités se trouvent ensemble dans les *Loisirs du Chev. D'ÉON DE BEAUMONT*, Tom. V. p. 324, 325.

(g) Merc. Hist. et Polit. 1753. Sept. p. 244. *ad 21.*

(h) Ibid. 1778. Oct. p. 386. Art. 13. *Nov. p. 502. N.*

§. LXXXIX.

Une exception remarquable contient le Traité de paix conclu en 1661, entre le Portugal et les Païs-Bas Unis. Il y est permis aux Sujets de ceux-ci de porter toutes sortes de marchandises, même des armes et munitions de guerre, non seulement de leurs Provinces, mais de tous les autres païs et ports à toutes les places, même à celles des ennemis du Roi de Portugal, pourvu que de telles marchandises n'y fussent pas transportées des ports Portugais (a). Une condition semblable se trouve dans les

Traités que l'Angleterre a fait en 1642 et 1654, avec le Portugal, et dans celui du Roi d'Espagne conclu en 1647, avec les villes Hanseatiques (b).

(a) D U M O N T Tom. VI. P. 2. p. 366. Art. 12.

(b) Voyez les §. §. LXXIV. et LXXV.

§. XC.

Par tous les Traités ci-dessus allégués, le droit est manifeste que les Puissances beligerantes en Europe ont acquis d'interdire, pendant la guerre, aux Sujets des Nations neutres le commerce et le transport des Armes, des Munitions de guerre et de tout ce qui est d'ailleurs compris sous le nom de contrebande aux places ennemies, et de les confisquer comme de bonne prise, en cas de contravention. Pour ce qui regarde les vaisseaux ennemis et les marchandises ennemies y chargées, il n'y a ici point de distinction entre des marchandises défendues et permises, les unes et les autres étant comme le vaisseau lui-même de bonne prise et sujettes à la confiscation. Mais comme les Négocians selon un usage très-commun expédient et reçoivent souvent leurs marchandises dans des batimens étrangers, il arrive quelque fois que dans un vaisseau neutre il y soit chargé des effets de l'enne-

mi, et à l'encontre dans un vaisseau ennemi des effets neutres. La question est donc : Quels droits ont les Belligérans dans ces cas ? Voyons ce que les Traités ont déterminé la dessus.

§. XCI.

Dans un vieux livre connu sous le titre du *Consolato del Mare* (a), qui est une Collection d'anciennes Loix Maritimes, ou plutôt de Coûturnes, ces règles y sont prescrites aux Armateurs. 1^o. „Si le bâtiment pris est la propriété d'un ami, et les marchandises sont celles d'un ennemi, l'Armateur peut forcer le Maître du bâtiment pris, à le conduire dans une telle place, où l'Armateur n'aura à craindre que le bâtiment ne soit repris par les ennemis. „Mais l'Armateur doit payer au Maître le fret entier qu'il auroit reçu, s'il avoit mené le bâtiment au lieu où il devoit être déchargé. Si le Maître refusoit sur le commandement de l'Armateur de mener le bâtiment à une place sûre, celui-ci pourra couler à fond le bâtiment pris, à la réserve néanmoins d'épargner les hommes. Toutes fois on entend par là, que toute la cargaison ou sa plus grande partie

„soit la propriété de l'ennemi. II°. Si le
 „batiment appartenoit à l'ennemi et la car-
 „gaison à un ami, les marchands qui sont
 „dans le batiment et propriétaires de la
 „cargaison ou entière ou en partie, doi-
 „vent faire un accord avec l'Armateur pour
 „un rançon raisonnable du batiment, com-
 „me qui est de bonne prise. Mais les mar-
 „chands ne voulant pas faire un tel accord,
 „le Capitaine de l'Armateur peut et doit
 „prendre avec lui le batiment et l'amener
 „au lieu ou il a été équipé, et les mar-
 „chands sont tenus de payer audit batiment
 „le frêt entier, et de la même manière que
 „s'il avoit porté la cargaison au lieu desti-
 „né, et ils ne pourront faire aucune pré-
 „tention à la charge de l'Armateur pour le
 „dommage qu'ils eussent souffert par cette
 „violence. Mais s'ils avoient voulu faire
 „l'accord avec lui, et qu'il l'eut refusé par
 „hauteur et pris avec lui par force les mar-
 „chands et la cargaison sur laquelle il n'a-
 „voit aucun droit, les marchands ne sont
 „nullement obligés de lui payer le frêt, et
 „il doit au contraire leur faire réparation
 „de tout le dommage qu'ils auroient souf-
 „fert ou pourroient encore souffrir par sa
 „violence (b).

(a) Le titre entier est: *Il Consolato del Mare, nel quale non solo si comprendono tutti gli Ordini e Statuti per ogni caso di Mercantia e di Navigatione, ma ancora quelli sopra l'armate di Mare, Sigurtà, Entrate et Uscite. Così a beneficio di Marinari, come di Mercanti e Patroni di Navi e Navilii. Con il Portolano del Mare. In Venetia 1637.* 4. L'Ouvrage est divisé en 294. Chapitres, dont les premiers 42. ont été faits dans le treizième Siècle, le reste dans l'onzième. L'Original est écrit dans le vieux langage Catalan ou Limousin, et traduit en langues Castillanne, Françoisse et Italienne. La traduction Italienne est la plus connue, et souvent imprimée à Venise. *Abraham Westerveen*, Avocat d'Amsterdam a aussi traduit ce livre en Hollandois et l'a fait imprimer à Leide en 1704. 4. avec l'Italien à côté. Il y a ajouté quelques remarques critiques pour l'émendation du texte Italien tirées de l'Original Catalan; et dans sa préface il a donné plusieurs notices littéraires concernant ce livre. Cette Edition est sans doute la meilleure qu'on en a.

(b) *Il Consolato del Mare. Cap. 273.*

§. XCII.

Selon ce Corps du Droit Maritime, dans le cas que les marchandises d'un ami se trouvent dans un bâtiment ennemi, et à l'encontre si les marchandises d'un ennemi sont chargées dans le bâtiment d'un ami, il y est seulement regardé la propriété des marchandises. Et de là s'ensuivent ces deux règles: I°. *Les marchandises d'un ennemi chargées dans un bâtiment ami, sont de bonne prise et confiscables;* et II°. *Les marchandi-*

ses d'un ami chargées dans un bâtiment ennemi sont libres. Ces règles semblent être adoptées et pratiquées le cas arrivant par les Nations commerçantes de l'Europe. Plusieurs Traités de commerce du quatorzième et quinzième Siècle en sont des preuves.

§. XCIII.

Dans un Traité qu' Edouard III. Roi d'Angleterre a fait en 1351, avec les villes maritimes de Castille et de Biscaye, il y est expressément stipulé, „que, si les „gens du Roi d'Angleterre prenoient en „Mer ou en Port des navires de ses ennemis, et si dans ces navires étoient trouvées des marchandises ou autres biens de „ceux du Royaume de Castille ou du Comté „de Biscaye, ils leur seroient rendus, sur „leur serment, ce qu'ils en cas semblable „ils observeroient aussi envers les Anglois (a).“ La même stipulation est faite dans un autre Traité conclu en 1353, entre le même Roi Edouard III. et les villes de Lisbonne et de Porto (b). Donc suivant ces Traités les marchandises d'un Ami dans le bâtiment d'un Ennemi étoient libres.

(a) RYMER Foed. Tom. III. P. 1. p. 71.

(b) Ibid. p. 83.

§. XCIV.

Un Traité d'Edouard IV. Roi d'Angleterre avec François Duc de Bretagne fait en 1468, ordonne néanmoins le contraire, „que, si les gens du Païs de Bré-
 „tagne mettoient leurs personnes, biens ou
 „marchandises en navires de partie d'enne-
 „mis du Roi d'Angleterre, non ayant sauf
 „conduit de lui, ni étant en trêve avec lui,
 „les Anglois les pouvoient prendre et ac-
 „quérir; ce qui seroit aussi dans des cas sem-
 „blables permis aux Brétons envers les An-
 „glois (a).“ C'étoit donc une exception
 de la règle susdite, et nous en remarque-
 rons ci-dessous encore une autre (CIV.).

(a) RYMER Tom. V. P. 2. p. 161.

§. XCV.

Henri V. Roi d'Angleterre et Jean Duc de Bourgogne sont dans leur Traité de commerce de 1417 convenus, „que les Mar-
 „chands et Maitres des navires Anglois et
 „Flamands n'amèneront par fraude, ni cou-
 „leur quelconque, aucuns biens ou mar-
 „chandises des ennemis de l'une ou de l'au-
 „tre partie contractante par mer, et qu'en
 „cas qu'ils en soient demandés par aucuns
 „Escumeurs ou autres gens Anglois ou Fla-
 „mands, ils en feroient juste et pleine con-

„fession (a).“ Une pareille disposition contiennent les Traités faits en 1478, entre Edouard IV. Roi d'Angleterre et les Ducs de Bourgogne Maximilien et Marie (b), et 1496, entre Henri VII. Roi d'Angleterre et Philippe Archiduc d'Autriche et Duc de Bourgogne. Dans le dernier de ces Traités, l'article sus-dit est répété et y ajouté: „que sur une telle confession et déclaration, on en demeurerait là pour cette fois, sans faire une ultérieure perquisition, mais que s'il paroîssoit ensuite que le Demandé auroit répondu faussement, il seroit obligé de payer au Demandant qu'il avoit trompé par sa fausse reponse, autant de ses propres biens qu'auroit été la valeur des marchandises ennemies par lui transportées et cachées (c).“ Selon ces Traités, les marchandises d'un Ennemi chargées dans le bâtiment d'un Ami étoient de bonne prise et confiscables.

(a) RYMER Tom. IV. P. 3. p. 12.

(b) Id. Tom. V. P. 3. p. 88.

(c) Ibid. P. IV. p. 85.

§. XCVI.

Si cette règle étoit établie dans un Traité, et que l'autre par laquelle les marchandises des Amis chargés dans les vaisseaux

des Ennemis étoient libres ; n'y étoit pas expressement ajoutée : elle étoit néanmoins reconnûe et avouée comme une conséquence naturelle de la première. Et sur ce pied-là, plusieurs Traités de commerce ont été ensuite conclus, dont les derniers sont ceux que l'Angleterre a faits en 1661, avec la Suède, et en 1669 et 1670, avec le Danemarck.

§. XCVII.

Par l'exercice du droit de saisir les effets ennemis dans les batimens amis, les Parties belligérantes s'étoient mises en possession du pouvoir de visiter les batimens marchands, sous prétexte de découvrir s'ils avoient chargé des marchandises appartenantes à l'Ennemi ou aux Sujets ennemis. Cette visite donna occasion à beaucoup de désordres, de violences et de déprédations, et devint par là très incommode et préjudiciable aux Peuples qui faisoient un grand commerce de mer, d'autant plus que les Parties belligérantes pouissoient quelque fois la rigueur trop loin, et jusqu'à déclarer confiscables et les marchandises ennemies et les batimens neutres où elles étoient trouvées. C'est ce qui arriva aux Négocians des Provinces Unies, dont les navires char-

gés de marchandises ennemies furent pris par les vaisseaux de guerre et Armateurs François, et incontinent jugés de bonne prise, suivant une Ordonnance du Roi Henri III. de l'an 1584. Les Etats Généraux s'en plainquirent à la Cour de France et effectuèrent par là, qu'elle fit avec eux en 1646, un Traité de commerce, en vertu duquel, „l'exécution de la dite ordonnance étoit „sursise pour quatre années (a), en telle „sorte que les batimens marchands des Sujets des Païs-Bas Unis devoient être libres „et rendre aussi toute leur charge libre, bien „qu'il y eut dedans de la marchandise, même des grains et légumes appartenans aux „Ennemis, sauf et excepté les marchandises de Contrebande. Et cela devoit réciproquement être observé par les Etats Généraux à l'égard des vaisseaux des Marchands François (b).“ De la même teneur est le Traité conclu en 1655, entre le Roi Louis XIV. et le Protecteur Cromwell (c).

(a) Les principes adoptés dans ce Traité ont depuis été toujours observés.

(b) *Du Mont* Tom. VI. P. 1. p. 342.

(c) *Ibid.* P. 2. p. 115. Art. 15. L'article 24 de ce Traité est, pour le dire en passant, très honorable à la Ville Imperiale de Hambourg, parceque les deux Parties ont remis certains différends, en cas

que leurs Commissaires n'en pourroient pas convenir, à son arbitrage.

§. XCVIII.

Dans le Traité de commerce conclu en 1650, entre le Roi d'Espagne et les Etats des Pais-Bas Unis, le procédé que les Parties contractantes vouloient observer l'une envers l'autre en tems de guerre à l'égard du commerce maritime avec les Ennemis de l'un ou de l'autre, y est encore plus clairement prescrit et exprimé en ces termes: „Tout ce qui se trouvera chargé par „les Sujets et Habitans des Provinces Unies „en un navire des Ennemis du Roi d'Espa- „gne, jaçoit ce ne fut marchandise de Con- „trebande, sera confisqué avec tout ce qui „se trouvera au dit navire, sans exception „n'y réserve. Mais d'ailleurs aussi sera li- „bre et affranchi tout ce qui sera dans les „navires appartenants aux Sujets des dits „Seigneurs Etats, encore que la charge ou „partie d'icelle fût aux ennemis du dit „Seigneur Roi, sauf les marchandises de „Contrebande. Les Sujets du dit Seigneur „Roi auront réciproquement mêmes droits „et libertés en leur navigation et trafiq au „regard des dits Seigneurs Etats Généraux „des Provinces Unies, que leurs Sujets au

„regard du dit Seigneur Roi d'Espagne (a).“ Les Traités faits ci-après en 1676 et 1714. entre les deux Parties, ont établi la même règle sans le moindre changement (b).

(a) D^U MONT Tom. VI. P. 1. p. 571. Art. 13-15.

(b) Id. Tom. VII. P. 1. p. 325. Tom. VIII. P. 1. p. 427.

§. XCIX.

Dans ces Traités on ne considéroit pas la propriété des marchandises, mais celle du vaisseau. De là il a été tiré cette règle; 1^o. *Le vaisseau libre rend les marchandises libres*, et 2^o. *Le vaisseau confisable rend les marchandises confisables*. Or les vaisseaux des Amis ou des Neutres étant libres, les marchandises des Ennemis y chargées seront aussi libres. Et comme à l'encontre les vaisseaux ennemis sont confisables, les marchandises des Amis ou des Neutres y chargées seront aussi confisables. C'est donc le vaisseau seul qui décide absolument du sort des marchandises.

§. C.

A l'égard des batimens neutres, la question n'étoit donc plus: si les marchandises étoient la propriété de l'Ennemi? mais seulement celle-ci: Si elles étoient permises

ou défendus? et pour constater cela, l'exhibition des Passe-ports et des Lettres de Mer y étoit réputée suffisante, et la visite du vaisseau et de sa cargaison étoit défendue. Ainsi cette nouvelle methode de procéder n'avoit pas tant d'inconvéniens que l'ancienne. Et c'est pourquoi on l'a établi comme une règle constante dans tous les Traités de commerce et de Marine depuis, à peu d'exceptions, près, conclus, comme le prouvent ceux du *Portugal* et de l'*Angleterre* de 1654 (a), de la *France* et de l'*Espagne* de 1659 (b), de la *France* et des *Pais-Bas Unis* de 1662, 1678, 1697, 1713 et 1739 (c), de la *France* et du *Danemarck* de 1662 (d), et de 1742 (e), de la *France* et de la *Suède* de 1672 (f), de la *France* et de l'*Angleterre* de 1677 et de 1713 (g), de l'*Espagne* et de l'*Angleterre* de 1667, le quel Traité est partout confirmé par ceux de 1670 et 1713 (h), du *Portugal* et des *Pais-Bas Unis* de 1661 (i), de la *Suede* et des *Pais-Bas Unis* de 1667, 1675 et 1679 (k), de l'*Angleterre* et des *Pais-Bas Unis* de 1668 et 1674 (l), de l'Empereur *Charles VI.* et du Roi d'*Espagne Philippe V.* de 1725 (m), de l'*Espagne* et du *Danemarck* de 1742 (n),

du *Danemarck* et du Roi des *deux Siciles* de 1748 (o), du *Danemarck* et de l'Etat de *Gènes* de 1756 (p), du Roi des *deux Siciles* et des *Pais-Bas Unis* de 1752 (q), et enfin celui de la *France* et des *Etats Unis* de l'*A-mérique Septentrionale* de 1778 (r).

(a) *DV MONT* Tom. VI. P. 2. p. 82. Art. 23.

(b) *Ibid.* p. 264. Art. 19.

(c) Voyez le §. LXXXII. où tous ces Traités sont allégués.

(d) *DV MONT* Tom. VI. P. 2. p. 436. Art. 27.

(e) Voyez *HUEBNER*, de la *Saisie des bâtimens neutres*, Tom. II. p. 185.

(f) *DV MONT* Tom. VII. P. 1. p. 166. Art. 29.

(g) *Id.* Tom. VII. P. 1. p. 327. Art. 8. et Tom. VIII. P. 1. p. 345. Art. 27.

(h) *Id.* Tom. VII. P. 1. p. 27. Art. 23 et 26. p. 137. et Tom. VIII. P. 1. p. 409.

(i) *Id.* Tom. VI. P. 2. p. 366. Art. 24.

(k) *Id.* Tom. VII. P. 1. p. 37. Art. 8. p. 316. Art. 8. p. 437. Art. 22.

(l) *Ibid.* p. 74. Art. 10. p. 282. Art. 8.

(m) *Id.* Tom. VIII. P. 2. p. 114. Art. 10.

(n) Voyez *HUEBNER* l. 2.

(o) *Id.* *ibid.* p. 186.

(p) *Ibid.* p. 188.

(q) *Merc. Hist. et Polit.* 1753. Sept. p. 244.

(r) *Ibid.* 1778. Oct. p. 378, et Nov. p. 496.

§. CI.

Les Traités que les Puissances maritimes de l'Europe ont fait avec les Etats barbaresques d'Alger, de Tunis et de Tripoli, sont aussi fondés sur la propriété des vais-

seaux (a). Par là les Hollandois, Danois, Suédois et autres ont acquis le droit de charger leurs navires de marchandises des Nations qui n'ont pas faits des Traités avec ces Pirates, et par conséquent sont considérés par eux comme Ennemis. Car le pavillon ou le vaisseau libre rend les marchandises libres.

(a) Voyez les Traités que l'Angleterre, la France, et les Provinces-Unies, en 1672, 1684, 1726. ont conclus avec ceux d'Alger. Du Mont Tom. VII. P. 1. p. 205. P. 2. p. 75. et Tom. VIII. P. 2. p. 136. De même les Traités faits en 1683 et 1689. entre les Provinces Unies et le Roi de Maroc ne sont fondés que sur la propriété des vaisseaux.

§. CII.

Cependant comme les Négocians neutres souffrent une perte très considérable par la saisie et la confiscation de leurs marchandises chargées dans des vaisseaux ennemis et des munitions de guerre destinées aux places ennemies, la justice demande qu'en cas que ce chargement ne soit pas fait par leur faute, la confiscation ne doive pas avoir lieu. Or un chargement fait avant la rupture, ou la déclaration de guerre, ne pouvant être considéré, que comme fait sans faute, un Négociant neutre est en plein droit de réclamer ses marchan-

dises qui ont été saisies. Et c'est aussi à ce cas que quelques Traités de commerce ont eu un juste regard. Le Traité fait en 1677. entre la France et l'Angleterre a fixé un certain délai, avant la fin du quel les effets des François et des Anglois chargés dans des vaisseaux ennemis ne devoient pas être confisqués, mais incessamment rendus aux propriétaires. „Ce délai étoit de *six Semaines* entre Thesoundings (les bas-fonds près de Plymouth) et Naz (le Promontoire de Lindenaes appelé ordinairement dans les Cartes géographiques *Terneuse*.) en Norvègue; de *deux mois* entre Thesoundings et Tanger; de *deux mois et demi* dans la Mer Méditerranée, et de *huit mois* par tout ailleurs (a).“ Dans le Traité de commerce et de navigation que la France et les Provinces Unies ont conclu en 1678, les termes pour les denrées des François et des Hollandois chargées dans des vaisseaux ennemis ont été fixes „dans la Mer Baltique ou dans celle „du Nord depuis Terneuse en Norvègue „jusqu'au bout de la Manche, à *quatre Semaines*; du bout de la Manche jusqu'au „Cap de St. Vincent à *six Semaines*, et de „là dans la Mer Méditerranée et jusques à

„la ligne à dix Semaines, et au delà de la
 „ligne et en tous les autres endroits du
 „monde à huit mois (b).“ Ces dispositions
 sont parfaitement conformes à la justice,
 comme au contraire il est une injustice ma-
 nifeste de déclarer confiscables les marchan-
 dises des Neutres chargées avant la déclara-
 tion de la guerre, et avant qu'elle fut con-
 nue, et par conséquent de punir des Hom-
 mes qui ignoroient qu'ils avoient péché.
 Pour les marchandises de Contrebande, il
 est aussi équitablement arrêté dans ces
 Traités, qu'elles devoient être rendues aux
 Propriétaires, sans néanmoins pouvoir être
 conduites dans les Ports ennemis.

(a) D V MONT Tom. VII. P. 1. p. 327. Art. 8.

(b) Ibid. p. 357. Art. 22.

§. CIII.

Ainsi, comme nous avons vu, dans
 tous les Traités de commerce conclus de-
 puis plus d'un Siècle, la propriété du vais-
 seau a été uniquement considérée, et de la
 cette règle nouvelle et générale adoptée:
*les vaisseaux libres rendent les marchandises
 libres.* Selon cette règle, les batimens mar-
 chands neutres avec ce qu'il y a dedans,
 encore que ce soit des marchandises enne-
 mies, à l'exception seule de celles de Con-

trebande, sont libres, et à l'encontre, les bâtimens ennemis et toutes leur cargaison quoiqu'elle appartint ou entière ou en partie à des Négocians neutres, sont confiscables. Seulement les Traités que l'Angleterre a faits en 1661. avec la Suède (a), et en 1670. avec le Dannemarc (b), sont fondés sur l'ancienne règle qui ne regarde que la propriété de la cargaison, et qui déclare les marchandises d'un Négociant neutre dans un bâtiment ennemi, libres, et celles d'un Ennemi dans un bâtiment neutre, confiscables. Les Traités de commerce conelus en 1734 et 1766. entre la Grande-Bretagne et la Russie, sont en ce point obscurs et douteux, étant incertain, si l'on y a adopté la règle ancienne ou la nouvelle (c). Cela dépendra donc de l'interprétation qu'elles en feront le cas existant.

(a) DU MONT Tom. VI. P. 2. p. 384. Art. 12.

(b) Id. Tom. VII. P. 1. p. 132. Art. 20.

(c) Voyez les deux Traités ensemble l'un à côté de l'autre dans les *Laisirs* du chev. DÉON DU BEAUMONT Tom. V. p. 324 et 325. et suiv. Dans celui de 1734. Art. 11. il y est dit: „Il est convenu que les Sujets de l'une ou de l'autre des Parties puissent librement aller, venir et commercer dans tous les Etats qui sont ou pourront être ci-après en inimitié avec aucune des Parties, excepté seulement les places qui sont actuellement blo-

„quées ou assigées, pourvu qu'ils ne portent point
 „de munitions de guerre à l'ennemi, avec tous au-
 „tres effets; les vaisseaux, les passagers et les ef-
 „fets seront libres et sans empêchement.“ L'autre
 Traité de 1766 convient essentiellement avec l'ar-
 ticle susdit, mais à la fin de l'article come il y est
 ajouté: „Quant à la recherche à faire sur les vais-
 „seaux marchands, les Commandans de vaisseaux
 „de guerre et les Armateurs se conduiront récipro-
 „quement avec autant de faveur que la raison de
 „la guerre existante pourra permettre de le faire,
 „envers les Puissances les plus amies qui ont adop-
 „té la neutralité, observant, autant qu'il se pourra,
 „de suivre les principes et les maximes que préseri-
 „vent les Loix des Nations qui sont généralement
 „avouées.“ Il n'est point exprimé ici, sur quelles
 marchandises cette recherche doit être faite, si
 c'est sur celles de Contrebande, ou sur celles des
 Ennemis, ou enfin sur toutes les deux ensemble.

§. CIV.

Deux autres Traités de commerce que
 la France a conclus en 1655 et 1710, avec
 les villes Hanseatiques, (celles de Lubec,
 Brème, et Hambourg) font une exception
 très remarquable aussi bien de la nouvelle
 règle que de l'ancienne. Car suivant le
 premier de ces Traités, „non seulement
 „leurs vaisseaux sont libres et rendent tou-
 „tes leurs charges libres, bien qu'il y eut
 „de la marchandise appartenante aux Enne-
 „mis, mais pareillement les marchandises
 „trouvées dans les navires ennemis qui se
 „justifieront appartenir aux habitans des di-

„tes villes, leur seront rendues (a).“ Cette disposition s'éloigne de la nouvelle règle, selon laquelle la cargaison d'un bâtiment neutre est libre, et celle d'un bâtiment ennemi confiscable, en ce qu'aux villes Hanseatiques, leurs marchandises chargées même dans des bâtimens ennemis, doivent être restituées. Cela convient parfaitement avec le Droit des Gens Universel (§. L.), et c'est un témoignage glorieux de l'équité et de la condescendance de la Cour de France en ce tems là. Mais l'autre Traité de 1716 est d'autant moins équitable, par ce qu'il assujettit à la confiscation, non seulement les effets ennemis, chargés dans des vaisseaux Hanseatiques, mais aussi ceux de celles-ci chargés dans des bâtimens ennemis (b). Cela contredit ouvertement à la règle ancienne, selon laquelle les marchandises d'un Ennemi dans un bâtiment ami ou neutre sont à la vérité confiscables, mais à l'encontre celles d'un Ami ou Neutre dans un vaisseau ennemi restent libres (§. XCII, XCVI.). Les marchandises des villes Hanseatiques qui pourroient être trouvées dans des bâtimens ennemis devroient donc à bon droit être libres. Néanmoins elles ont été dans ce dernier Traité décla-

rées confiscables; et cela paroît tout à fait répugner à l'égalité et à la justice. Mais il s'est fait ici ce qui se fait de tems en tems dans le cours ordinaire des affaires. On voit souvent que les droits de l'une partie sont trop étendus, et ceux de l'autre trop restreints. Le plus fort donne la loi au plus foible, et celui-ci est obligé de la recevoir, quelque préjudiciable qu'elle lui puisse être.

(a) *DV MONT* Tom. VI. P. 2. p. 103. Art. 13.

(b) *Id.* Tom. VIII. P. 1. p. 478. Art. 22, et 24.

§. CV.

Les Traités obligent parfaitement ceux qui les ont conclus. Mais c'est maintenant la question: s'ils ont une force obligatoire pour d'autres, que pour les Parties contractantes. La discussion s'en fera dans la section suivante.

Section VIII.

De la Liberté de la Navigation et du Commerce des Nations neutres, restreinte en tems de guerre par le Droit des Gens Européen.

§. CVI.

Dépuis que le commerce et particulièrement le commerce maritime des Peuples de l'Europe est devenu si grand et si étendu sur tout notre globe, l'intérêt général que tous les peuples y prirent, a donné naissance à plusieurs usages et coutumes, qui par un consentement tacite ont reçu force de loi, et font une partie considérable du Droit des Gens Européen. Ces usages ont donc imposé aux Nations commerçantes de l'Europe quelques nouvelles obligations, qui ne sont pas fondées sur le droit des Gens Universel. Les Traités de commerce nous font connoître ces usages et les obligations qui en résultent. Il est vrai que les Traités particuliers n'obligent que les Parties contractantes. Mais si tous les Traités de commerce dont il est ici seulement question, s'accordent en certains principes et usages, ceux-ci peuvent être considérés comme un

verfellement reconnu. On a déjà remarqué ci-deffus (§. XI.), que la convenance des Traités faits de tems en tems entre les Puiffances de l'Europe en certaines affaires qui y font réglées, tient lieu de preuve du Droit des Gens Européen. La convenance des Traités de commerce en certains principes et ufages pourra donc auffi fervir à prouver le Droit des Gens Européen dans les affaires de commerce. Et à cette fin les Princes allèguent eux mêmes ces Traités, dont nous verrons ci-deffous des exemples.

§. CVII.

Nous ne confidérons ici le commerce qu'en tems de guerre. Il faut donc voir, quels principes et ufages pourront être tirés d'un fi grand nombre de Traités de commerce pour en apprendre ce que le Droit des Gens Européen ordonne dans les affaires de commerce, et quelles loix il préfcriit là-deffus aux Peuples neutres pendant la guerre.

§. CVIII.

Le Droit des Gens Univerfel permet aux Sujets des Etats neutres un commerce entièrement libre, auffi bien en tems de guerre qu'en tems de paix, même avec les

Ennemis de l'une ou de l'autre des Parties belligérantes et pour toutes sortes de marchandises (§. XXXI, XXXII.). Ce n'est que dans les païs que l'un des Belligérans a conquis sur l'autre, et aux places assiégées ou bloquées par lui, qu'il a le droit de leur interdire le commerce (§. XXXVII, XXXVIII.). Mais le Droit des Gens Européen fondé sur des Traités, a mis des bornes plus étroites à cette liberté du commerce qui est beaucoup restreinte par ces Traités. En voici quelques règles générales qui en sont déduites.

I. Les Peuples neutres ont le droit de trafiquer en tems de guerre comme en tems de paix en toutes sortes de marchandises sans exception, mais seulement entre eux mêmes.

II. Le commerce avec l'Ennemi de l'une ou de l'autre des Parties belligérantes leur demeure aussi libre, mais à l'exception des munitions de guerre, de toutes sortes d'armes et en général de toutes les marchandises servant à la guerre. Celles-ci ne doivent être portées à des places ennemies, et sont pour cela appelées marchandises de Contrebande.

III. Grains, légumes et autres provi-

fions, sel, huile, vin, et en général tout ce qui sert à la nourriture et sustentation de la vie, et en général toutes les autres marchandises qui ne servent à la guerre sont réputées libres et permises.

IV. Néanmoins ni celles-ci ni celles de Contrebande ne peuvent être portées à des places assiégées, bloquées ou investies. Cela convient avec le Droit des Gens Universel (§. XXXVIII).

V. L'argent n'est pas compris sous le nom des marchandises de Contrebande, non plus que les mats, le bois et tous les autres matériaux nécessaires à la construction et à l'équipement des vaisseaux. Seulement les Traités conclus en 1661 et

1666, entre l'Angleterre et la Suède en font une exception, en comptant l'argent, les vivres et les vaisseaux de guerre, pour des marchandises défendues (§. LXXXI).

A l'encontre dans les Traités de la Suède et des Pays-Bas Unis de 1667, 1675 et 1679, on y trouve désigné comme des marchandises libres, l'argent les grains et autres provisions, et de même tout ce qui peut servir à la construction et l'équipement des vaisseaux. Le Traité fait en 1674, entre l'Angleterre et les Provinces

*en 1669
Libre entre
elle et la
D. n. m. n.*

Unies, et celui de 1677 entre la France et l'Angleterre mettent aussi tous ces effets, et expressement l'or et l'argent monnoyé et non monnoyé au nombre de ceux qui sont permis (§. LXXXV, LXXXVI, LXXXVII.).

VI. Les marchandises de Contrebande sont sujettes à la confiscation; le vaisseau et les autres marchandises permises y chargées demeurent libres. Mais si des gens de guerre sont transportés pour le service de l'ennemi, les navires avec tout leur appareil et toute la cargaison seront confisqués.

VII. Les bâtimens marchands des Nations neutres destinés pour des ports neutres, bien qu'ils fussent chargés de marchandises de contrebande, ne peuvent être arrêtés ni saisis;

VIII. Ni même dans le cas qu'ils fussent destinés pour des ports ennemis, pourvu qu'ils n'y portent des marchandises de Contrebande. Et s'ils étoient saisis, ils doivent être rendus avec dépens et dommages.

IX. Les Maitres ou Capitaines des bâtimens marchands neutres, doivent en tems de guerre être pourvus de *Passports*, de *Lettres de Mer* et d'autres papiers qui dans les Traités sont mentionnés sous les noms de *Certificats*, *Connoissemens*, *Chartes-partis*.

ties (a), pour rendre compte tant d'eux-mêmes et de l'équipage, que de la propriété du vaisseau et de la qualité de la cargaison.

(a) Je donnerai ici une explication de ces termes. Les *Passports*, sont des lettres patentes par lesquels au Maitre ou au Capitaine du navire, il est donné la permission pour son voyage. Il y est marqué son nom et celui du vaisseau avec le lieu d'où il part et celui où il est destiné. Les *Lettres de Mer* contiennent, outre les noms du Maitre, du bâtiment et de son propriétaire, sa dimension, et la désignation de sa charge. Dans les Traités de commerce il y a prescrit des formulaires des *Passports* et des *Lettres de Mer* qui sont souvent pris l'un pour l'autre. Sous le nom de *Certificats*, on entend d'ordinaire les preuves de la propriété d'un vaisseau, s'il est de construction étrangère et non de celle du domicile du Maitre. Les *Connoissemens* sont des *Récus* par lesquels le Maitre avoue la recette des marchandises chargées dans son bâtiment, et promet de les livrer exactement à celui à qui elles sont adressées. Les *Charte parties* (*Charta partita*) signifient les contrats faits entre les Fréteurs du bâtiment et le Maitre, où celui-ci s'oblige de transporter les marchandises au lieu de leur destination pour le paiement dont on est convenu. Tous ces papiers doivent être authentiques et véritables. S'ils n'ont pas cette qualité, ou qu'il existe plusieurs *Connoissemens* et *Charte parties* qui ne sont pas d'accord, le Maitre en devient suspect, et s'expose à beaucoup d'embarras; et c'est à quoi il doit aussi s'attendre, si l'un ou l'autre de ces papiers qu'on lui demande, manque entièrement.

X. Si les vaisseaux de guerre ou les Armateurs des Belligérans rencontrent des bâ-

timens marchands neutres ou dans les rades ou en pleine mer, ils ne doivent s'en approcher de plus près que de la portée du canon. Ils doivent envoyer au bord du bâtiment leur chaloupe, mais avec deux ou trois hommes seulement, aux quels le Maître, afin d'être assuré des lieux où il est parti, et où il est destiné, est obligé de montrer ses Passeports et Lettres de Mer, aux quels on donnera entière foi et créance, sans arrêter le bâtiment dans son cours.

XI. Encore que les marchandises de Contrebande chargées dans un bâtiment neutre destiné pour un port ennemi soient de bonne prise et confiscables, il est néanmoins défendu aux Capitaines des vaisseaux de guerre et aux Armateurs, d'ouvrir les balles, caisses ou tonneaux, ni de les enlever ni vendre, mais ils doivent amener le bâtiment dans un port de leur Souverain (a), où les marchandises seront déchargées en la présence des Juges de l'Amirauté, et après inventaire par eux en fait, confisquées par la sentence du Tribunal d'Amirauté ou d'autres Juges compétans. Mais si les marchandises de Contrebande ne faisoient qu'une partie de la charge d'un bâtiment neutre, et que le Maître trouveroit bon de

les livrer au Capitaine du vaisseau de guerre ou à l'Armateur, il ne pourra être nullement empêché de poursuivre sa route.

(a) Ou s'il est trop éloigné, en quelque port neutre, comme depuis peu, un Armateur Anglois conduisit une prise Françoise à Livourne. Mais l'ayant faite trop proche de la place, et violé par là la neutralité, le Grand Duc de Toscane le condamna à rendre sa prise avec dépens et dommages. Le Souverain du lieu est donc dans les cas de cette nature le Juge compétant.

XII. Les vaisseaux de guerre et les Armateurs des Belligérans ne doivent point exercer de violences contre les batimens neutres, et à cette fin les Capitaines et les Armateurs sont obligés, avant leur départ, de donner caution bonne et solvable, pour répondre des malversations qu'ils pourroient commettre dans leurs courses. Dans le Traité de Commerce fait en 1662, entre la France et les Pais-Bas Unis, la somme de cette caution a été fixée à 15000 Livres Tournois; dans celui de la France et de l'Angleterre de 1677 à 1500 Livres Sterlins ou 165000 Livres Tournois, et si l'équipage de l'Armateur se montoit à plus de 150 hommes, à 3000 Livres Sterlins ou 33000 Livres Tournois. Ce dernier Traité ordonne aussi qu'en cas que les Armateurs eussent traités les Maîtres et les Ma-

telots ou les Passagers des bâtimens saisis inhumainement et cruellement pour leur extorquer telles confessions et déclarations qu'ils demandoient, ils en seroient rigoureusement punis, et les bâtimens saisis relâchés avec leur cargaison sans ultérieure discussion judiciaire ou extrajudiciale.

XIII. La visitation des bâtimens neutres munis de bons Passeports et Lettres de Mer, n'a pas régulièrement lieu. Dans le Traité de Commerce que la France a conclu en 1632. avec l'Angleterre, elle a été tout à fait prohibée à cause de plusieurs violences exercées sous ce prétexte (§. LXXIII.). Par la même raison presque tous les Traités de commerce ne la permettent pas. Seulement dans le Traité de l'Angleterre et de la Suède, la visitation est permise en cas que les Passeports et Certificats ne fussent pas exhibés, ou d'ailleurs il y eut des soupçons urgens qui l'exigeassent.

XIV. Les Capitaines des vaisseaux de guerre et les Armateurs doivent être instruits du contenu des Traités de commerce conclus par leurs Souverains, afin de les observer d'autant plus exactement, et de ne pas donner occasion à des plaintes et griefs.

Cela est un Article de quelques Traités de commerce, quoiqu'il s'entende de soi même.

§. CIX.

La question reste encore à discuter: qu'est ce que le Droit des Gens Européen ordonne dans les cas que des marchandises neutres soient chargées dans un vaisseau ennemi, ou à l'encontre des marchandises d'un Ennemi dans un bâtiment neutre? Les anciens Traités de commerce contiennent la preuve, qu'il a été ci-devant une coutume générale, *de confisquer les marchandises d'un Ennemi et des Sujets ennemis, chargées dans un bâtiment ami, et de déclarer libres les marchandises des Négocians amis, trouvées, dans un bâtiment ennemi.* On y regardoit seulement la propriété de la cargaison, et en tiroit la règle: *Les marchandises de l'Ennemi dans un navire de l'Ami sont confiscales; les marchandises de l'Ami dans un navire de l'Ennemi sont libres* (§. XC — XCV.). Cette coutume établie d'un consentement général étoit donc dans ce point, le Droit des Gens Européen (§. IV, V.). Elle fournit aux vaisseaux de guerre et aux Armateurs un double prétexte d'arrêter les bâtimens marchands neutres et de

les visiter, 1°. pour *des marchandises de Contrebande*, et 2°. pour celles *des Ennemis*. Cela donna occasion à beaucoup de violences, au brigandage, au mauvais traitement des maitres et des matelots, et à des procès ennuyeux et de très longue durée devant les Cours d'Amirauté; ce qui étoit une grande incommodité pour les Négocians neutres.

§. CX.

C'est par cette raison, que les Nations de l'Europe ont abandonné depuis le milieu du Siècle passé cette ancienne coutume et l'ancien droit des Gens, et adopté de nouveaux principes et usages, suivant lesquels un bâtiment neutre, par ce qu'il est libre, rend libres les marchandises y chargées, quoiqu'elles soient propriété de l'Ennemi ou des Sujets ennemis; et à l'encontre un bâtiment ennemi par ce qu'il est confiscable, rend confiscables les marchandises des Négocians neutres trouvées à son bord. Voilà le nouveau Droit des Nations de l'Europe, selon lequel la seule propriété du vaisseau et non pas celle des marchandises est considérée. Ainsi dans un vaisseau neutre la cargaison est libre, et dans un vaisseau ennemi, elle est confiscable (§. XCV - XCIX.).

Par là, la navigation et le commerce des Nations neutres ont été délivrés d'une partie des incommodités de la guerre, les Armateurs des Belligérans n'ayant plus le pouvoir de rechercher des marchandises ennemies dans les bâtimens neutres.

§. CXI.

Dépuis l'an 1646 jusqu'aujourd'hui, les Puissances de l'Europe ont fait presque tous leurs Traités de commerce selon ce nouveau principe, comme la France, l'Espagne, l'Angleterre, le Portugal, le Danemarck, la Suède, le Roi des deux Siciles, les Provinces Unies, l'Etat de Gènes; et cela non seulement entre elles mêmes, mais aussi avec les Etats Ipiratiques de l'Afrique (§. XCIX—C), au lieu que l'ancien usage de confisquer la cargaison de l'Ennemi dans un bâtiment neutre, et de relacher la cargaison d'un neutre dans un bâtiment ennemi, n'a été conservé que dans les Traités que l'Angleterre a fait en 1661 avec la Suède, et en 1670, avec le Danemarck (§. CIII.).

§. CXII.

Il sembleroit que le Droit des Gens Européen par rapport aux marchandises ennemies dans des vaisseaux neutres, et aux

marchandises neutres dans des bâtimens ennemis soit douteux, par ce que les Traités de commerce contiennent sur ce point des principes et des usages opposés et contradictoires. Mais comme tous les nouveaux Traités ont adopté le principe, que la cargaison des vaisseaux neutres est libre, et celle des vaisseaux ennemis est confiscable, ceci doit être considéré comme la règle, et les deux anciens Traités, où il est retenu l'ancien principe suivant lequel des marchandises ennemies dans un vaisseau neutre sont confiscables, et des marchandises neutres dans un vaisseau ennemi sont libres, ne sauroient faire qu'une exception. Car il est évident que les Peuples de l'Europe ont peu à peu abandonné l'ancien usage en adoptant un nouveau, et par conséquent changé leur Droit des Gens (§. XII.). Ainsi entre l'Angleterre et la Suède, et entre l'Angleterre et le Danemarck l'ancien usage continué, par ce que ces Puissances l'ont retenu dans les Traités susdits. Mais ces Traités particuliers et uniques ne peuvent être allégués comme des preuves du Droit des Gens Européen, par ce qu'il a été changé par le nouvel usage établi dans tous les nouveaux Traités de commerce dont il y a

un si grand nombre. Cependant si deux Puissances n'en convenoient pas, c'est au Droit des Gens Universel à en décider.

§. CXIII.

Selon ce nouveau Droit des Nations Européennes, ce n'est donc que la seule propriété du vaisseau qui doit être regardée. Si celui-ci est neutre, il est libre avec toute sa cargaison, encore qu'elle appartienne à l'ennemi, ou toute ou en partie. A l'encontre si le bâtiment est ennemi, il est confiscable avec toute sa cargaison, quoique des Négocians neutres en soient les propriétaires. Néanmoins l'équité naturelle demande que les marchandises des Négocians neutres chargées avant la déclaration de guerre dans des bâtimens ennemis, restent libres et ne soient pas confisquées. Aussi cette équité a-t-elle été reconnuë dans les Traités faits en 1677, entre la France et l'Angleterre, et en 1678, entre la France et les Provinces Unies. Ces Puissances y ont fixé, en faveur des Nations neutres, certains termes qui devoient être observés après la déclaration de la guerre, à proportion de la moindre ou de la plus grande distance des païs. Une pareille exception a raisonnablement lieu pour des marchan-

dises de Contrebande chargées avant la déclaration de la guerre par des Négocians neutres, ou dans leurs propres vaisseaux ou dans ceux de l'Ennemi (§. CII.).

§. CXIV.

C'est un Article ordinaire des Traités de commerce qu'avant que les Cours d'Amirauté aient donné leur sentence sur les vaisseaux ennemis, ou les marchandises de Contrebande chargées dans des bâtimens neutres, saisis par les vaisseaux de guerre ou Armateurs des Belligérans, si ces vaisseaux et ces marchandises sont de bonne prise, ou non, les Capitaines des vaisseaux de guerre ou les Armateurs, ne doivent pas s'en attribuer la propriété (§. CVIII. XI.) Comme c'est une prétention fort extraordinaire et tout à fait opposée aux principes du Droit Public et de celui des Gens Universel, d'exercer la juridiction sur les Sujets d'un Etat étranger, et en des affaires dont la nature, et qualité ne la permet nullement (§. LIII — LVI.), la question est: Si les Cours d'Amirauté des Belligérans sont autorisées par le Droit des Gens Européen, et par conséquent si tous les Etats de l'Europe sont obligés de reconnoître cette juridiction étrangère, et considérée en

elle même, déstituée de tout fondement? On ne pourra disconvenir, que l'institution de tels Tribunaux est un usage établi il y a plus de deux Siècles, qui ne semble, pour ce qui regarde cette juridiction même, point du tout douteux. Néanmoins elle a été quelque fois contestée (a). Et d'autant que quelques Cours d'Amirauté observent une procédure fort différente de celle des autres Tribunaux, et très semblable au ~~procédé~~ ^{procédure} irrégulière de l'Inquisition d'Espagne, ce seroit peut-être trop exiger, que de prétendre que les Etats neutres se soumissent avec une entière résignation à une telle juridiction, s'ils n'y sont pas expressement obligés par des Traités. Comme c'est l'usage de l'Inquisition, quoique contraire à tous les principes connus de la Jurisprudence, de faire arrêter un homme souvent très simple et peu instruit dans la religion sur une dénonciation, qu'il est Hérétique ou Hétérodoxe, le procédé des Belligérans n'est pas moins étrange, en ce que leurs vaisseaux de guerre et leurs Armateurs arrêtent et saisissent les bâtimens neutres sur le seul soupçon que leur cargaison est ou contrebande ou ennemie. Et comme le prisonnier de l'Inquisition dès le

premier moment qu'il est mis en prison, se trouve avec tous ses biens que ce Tribunal impitoyable saisit aussitôt qu'il est arrêté, dans les mains de l'Inquisition, de même le Maître, avec son vaisseau et toute la cargaison est d'abord dans le pouvoir de l'Armateur, et puis dans celui du Tribunal, et même d'un Tribunal, qui n'a point de Jurisdiction sur lui. — Le pauvre prisonnier de l'Inquisition doit confesser son crime, sans savoir en quoi il consiste. Il est examiné à tort et à travers, pour le forcer à avouer ce qu'on désire; et il est pendant tout ce tems là toujours détenu prisonnier. D'une manière non moins étrange, les Tribunaux d'Amirauté font au Maître du bâtiment et aux Matelots plusieurs questions captieuses auxquelles il leur est souvent très difficile de répondre sans commettre quelques fautes, étant sans connoissance et de la langue et des loix du Païs. On impose au Maître le devoir de prouver que le bâtiment et les marchandises appartiennent à lui et à ceux qui l'ont expédié, au lieu que suivant tous les principes de la Jurisprudence, l'Armateur qui prétend le contraire, et qui par cette raison a saisi le vaisseau, devoit prouver le fondement de sa préten-

tion. Mais il en est dispensé, et cependant le bâtiment est souvent détenu plusieurs mois, et même une année entière avant que la cause soit décidée. — Le prisonnier de l'Inquisition quoiqu'innocent, ne sort jamais que bien déplumé du procès. Hors de ses souffrances dans la prison et d'autres grandes vexations, il est toujours dépouillé de son bien, ou tout ou du moins en partie, sous le titre de fraix judiciaires. Le sort du Maître et de son bâtiment saisi n'est pas plus heureux. Encore qu'après une très longue détention il soit enfin absous, les suites d'un procédé si irrégulier lui sont néanmoins très préjudiciables, comme la perte du tems, l'occasion d'une vente avantageuse perdue, ou le dépérissement de la cargaison, (ce qui tout, non obstant les dommages lui adjugés, n'est jamais entièrement réparé,) et non rarement les dépens du procès. En Angleterre, on a établi la règle dans les Cours d'Amirauté, qu'un bâtiment neutre saisi doit avec sa cargaison être réputé propriété ennemie, en cas que la propriété du bâtiment et des marchandises ne soit aussitôt prouvée par les papiers trouvés à bord, ou par le serment du Capitaine et des Officiers supé-

rieurs, et qu'en cas que d'autres preuves y fussent ensuite apportées, le Maître seroit condamné non seulement aux dépens du procès, mais même à ceux du saisissement, c'est à dire de la violence injustement exercée par l'Armateur (b). En France on est encore plus rigoureux. Selon l'Ordonnance du Roi publiée au commencement de la présente guerre, les papiers trouvés dans le vaisseau au tems de la saisie, doivent eux seuls être admis comme des preuves, et ceux qu'on pourroit ensuite apporter, n'avoir aucune foi. Les Cours d'Amirauté à en juger par ces procédures, semblent présupposer que celui aux biens du quel un autre prétendoit, devoit avoir les preuves de la propriété toutes prêtes. Ce principe est étrange et inoui. Dans aucun Tribunal le Défendeur (c'est ici le Maître du navire et les propriétaires de la Cargaison,) n'est obligé de produire incontinent ses documens, par ce que quelque fois la nature de la cause le rend impossible, mais on est content qu'il les produise aux termes fixés par les loix. Sa cause reste donc, si à la fin il est absous des prétentions injustes du Demandeur (qui est ici l'Armateur,) également bonne, soit qu'il ait produit ses preuves ou

dans le commencement du procès ou en-
 suite. Il n'y a donc ici point de raison va-
 lable de le condamner aux frais de la pro-
 cédure. Dans toutes les Cours de justice
 bien réglées, celui qui de propos délibéré
 malicieusement ou témérairement a intenté
 un procès, est condamné aux dépens, mais
 celui qui n'y est entré que dans une cause
 probablement juste, en est absous. Com-
 parons selon ces principes la conduite des
 deux parties, dans le cas présent. L'Ar-
 mateur saisit par force le navire et les mar-
 chandises y chargées, sur le seul soupçon
 ou sous le prétexte que celles-ci ou tous les
 deux ensemble sont propriété ennemie. Il
 demande à la Cour d'Amirauté l'adjudica-
 tion du navire et des marchandises, ou de
 celles-ci seulement, si le navire est neutre.
 Selon toutes les loix, il est obligé de prou-
 ver la vérité de sa présomption ou de son
 prétexte, la saisie du navire et des mar-
 chandises y étant uniquement fondée. Au
 lieu de cela le Maître du navire et les pro-
 priétaires de la cargaison, quoique leur
 possession soit une présomption légale pour
 eux, sont très injustement chargés de la
 preuve de leur propriété, et à cet effet,
 que, si cette preuve n'est incontinent pro-

duite au premier terme, les propriétaires sont condamnés aux dépens, et même au paiement de ceux de l'Armateur, qui pourtant n'est qu'un demandeur malicieux, ou du moins téméraire, tout ainsi qu'un Familier de l'Inquisition fait souvent le malicieux delateur. Ce procédé est donc tout à fait tumultuaire et parfaitement ressemblant à celui du terrible Tribunal de l'Inquisition. On voit par tout cela, à combien de vexations le commerce des Peuples neutres est exposé par des procédures si arbitraires. Car les Armateurs peuvent de même que les Familiers de l'Inquisition compter sur la faveur du Juge. Il est, dit-on, convenable aux intérêts de l'Etat et de l'Eglise d'encourager ces hommes, et non de les décourager.

(a) Voyez ci-dessous, §. CXXXVII et CXLIV.

(b) Voyez l'Observation du droit de la N. et des G. touchant la Capture et la détention des Vaisseaux et Effets neutres, par FR. BEHMER p. 36. et suiv.

§. CXV.

S'il y a des Traités de commerce entre deux Etats, la Jurisdiction des Cours d'Amirauté produit moins de différends, parce que les conventions établissent du moins un premier principe, selon lequel les sentences doivent être conçues. Mais au dé-

faut de ces conventions, les matières de contestation en naissent en abondance. Supposons le cas, que les Armateurs d'un Etat belligérant ayent saisi les vaisseaux des Sujets d'un Prince neutre. Le Tribunal qui doit prononcer sur la validité de la prise, déclare les marchandises y chargées confiscables par ce qu'elles sont propriété ennemie. Le Souverain dont les Sujets ont été condamnés, soutient au contraire que leurs vaisseaux, comme neutres, étant libres, les marchandises y trouvées devroient l'être de même, bien qu'elles fussent propriété ennemie. Toutes les deux Parties en appellent au Droit des Gens. Ainsi ils ne sont pas d'accord pour un premier principe en conformité duquel la sentence doit être renduë. Car l'une des Parties prétend qu'elle soit conquë selon le Droit des Gens Européen ancien, l'autre la veut prononcée selon le nouveau. Celle-ci a incontestablement le droit dans ce cas, de son coté, par ce que les loix anciennes sont abrogées par les nouvelles. Cependant c'est une suite nécessaire de cette contradiction quoiqu'ouvertement injuste d'une part, que le Droit des Gens Européen ne soit ici applicable. Par là la cause est dé-

voluë au Tribunal du Droit des Gens Universel (§. XIII.), et ne pourra être déniée que par des négociations de Cour à Cour.

§. CXVI.

C'est une ancienne coutume des Puissances maritimes de publier au commencement d'une guerre ou elles sont engagées, des Ordonnances ou Notifications par lesquelles elles prétendent prescrire aux Peuples neutres les loix que ceux-ci auroient à observer dans leur navigation et commerce, pendant la guerre. Le Droit des Gens Universel, comme on a déjà montré ci-dessus (§. XLIV.), n'autorise pas ces Ordonnances : cependant celui des Nations Européennes les a rendu en quelque manière valables, mais seulement pour les *marchandises réputées ordinairement de Contrebande* en tems de guerre. Car pour celles-ci toute l'Europe en est d'accord (§. CVIII. II.). Quant au froment, vivres, argent, bois et autres matériaux nécessaires à la construction et l'équipement des vaisseaux, et toutes les autres denrées qui d'ailleurs sont un objet du commerce, les Ordonnances des Belligérans ne pourront s'étendre jusqu'à ces effets, par ce qu'ils sont des mar-

chandises libres et permises (§. CVIII. III, V.), excepté le cas, que dans des Traités particuliers entre deux Souverains il fut défendu de porter l'une ou l'autre sorte de ces effets aux païs ennemis. Il en est de même des marchandises ennemies chargées dans des bâtimens neutres. Elles sont libres suivant le nouveau Droit des Nations Européennes ; et si les Ordonnances des Belligérans les menacent de la saisie et de la confiscation, cela ne pourra avoir lieu qu'envers les Sujets de ces Puissances, qui ont conclu avec l'une ou l'autre des Parties belligérantes des Traités de commerce, où l'ancien Droit des Gens Européen, qui permet une telle saisie et confiscation, a été retenu. A tout le moins les Belligérans sont en droit d'interdire le commerce tout entier avec les ennemis et les païs ennemis. Il est vrai que cela s'est fait quelque fois. Mais les autres Puissances se sont toujours opposées à de tels interdits, ou par des protestations, ou même quelque fois par des voyes de fait.

Section IX.

Abregé historique de quelques Différends remarquables entre les Puissances belligérantes et les Neutres à cause de la Liberté de la Navigation et du Commerce.

§. CXVII.

On voudroit pouvoir étaler ici des témoignages glorieux de la justice et de l'humanité des Peuples de l'Europe et de leurs Souverains. Mais hélas ! Ce ne sera qu'un tableau de beaucoup de faits par lesquels non seulement le Droit des Gens Universel et Particulier, mais même les Traités les plus solennels ont été violés. Nous trouverons ici un étrange contraste des principes qui ont fait agir les Princes et les Peuples en différens tems, quoique dans des cas égaux. Nous les verrons pèsér arbitrairement le droit et le tort, et uniquement à proportion de leurs intérêts, de leurs avantages et désavantages. Nous les verrons en qualité de Belligérans donner aux Neutres des loix pour leur commerce, sans les vouloir, comme Neutres, recevoir d'aucun autre Belligérant. Nous verrons enfin

les plus foibles sacrifiés à l'avidité ou au caprice des plus forts. Si l'on vouloit tirer des actions de quelques Puissances une maxime générale, ce pourroit être celle-ci : „Nous voulons que d'autres nous fassent „droit, mais nous ne nous croyons pas „obligés de faire droit à d'autres; ou, ce „qui revient au même : nous ne voulons „pas souffrir que d'autres nous traitent de „la même manière que nous les avons „traités.“

Id esse regni maximum pignus putant,
Si quidquid aliis non licet, solis licet (a).
Ils abolissent donc l'égalité naturelle en se mettant dans leurs affaires avec d'autres, au dessus du droit et de l'équité, et en rompant par là le lien le plus fort de la Société qui ne sauroit subsister sans la justice et sans des devoirs réciproques. Les suites de cette manière de penser paroîtront bientôt dans le grand nombre des différends que le commerce a fait naître, en tems de guerre, entre les Etats et les Peuples de l'Europe.

(a) SENECA in Agamemn. v. 287.

§. CXVIII.

Les trois Royaumes de Danemarck, de Suède et de Norvège étoient depuis l'Union de Calmar sous le gouvernement d'un

seul Roi. Les Suédois s'étant en 1501. revoltés contre Jean, alors Roi, et celui-ci les voulant réduire à l'obéissance par la force, demanda aux villes Hanséatiques de ne s'en pas mêler, ni de transporter en Suède des vivres et des armes. A cette fin il envoya une Ambassade à Lubec pour les en prier, mais avec la menace de les traiter en ennemis, en cas qu'elles portassent aux Suédois des provisions et d'autres denrées. Elles répondirent que cette affaire ne les regardoit pas, qu'étant neutres, elles faisoient leur commerce, et que personne ne pouvoit leur interdire la liberté de la navigation. Le Roi persista dans sa résolution. Il fit saisir et confisquer les bâtimens Lubéquois trafiquans en Suède comme de bonne prise, ce qui fit naître une guerre entre eux. Les Lubéquois en firent des plaintes à l'Empereur Maximilien I. et obtinrent en 1508. un Mandement Imperial à quelques Princes d'Allemagne, pour protéger les Lubéquois et refuser le passage sur leur territoire aux troupes levées pour le Roi. Aussi l'Empereur écrivit-il au Roi de ne point troubler les Lubéquois dans leur libre commerce dans la Mer Baltique (a). Mais les Suédois étant il y a quelques an-

nées, sur une demande des Conseillers du Royaume de Danemarck, mis par l'Empereur au Ban de l'Empire, et le Roi l'en faisant souvenir, cela le fit changer de sentimens, par ce qu'il ne sembloit pas convenable de protéger des gens qui étoient sous le Ban de l'Empire (b). Cependant il paroît de tout cela que de tels Interdits de commerce des Belligérans n'ont pas été reconnus par les Etats neutres.

(a) MEYERII Hist. Dan. sub *Christiano I. et Joanne*, Lib. II. p. 41, 49.

(b) HOLBERG Dan. Reichshist. Th. I. p. 321, 323.

§. CXIX.

Les Rois alliés de France et d'Espagne, Louis XII. et Ferdinand le Catholique, ayant conquis au commencement du XVI^eme Siècle le Royaume de Naples, la division de cette conquête produisit entre eux des querelles, et enfin une guerre où premièrement les Espagnols furent réduits à de grandes extrémités par ce qu'ils manquoient de tout, et particulièrement d'argent, de vivres et de munitions de guerre. Le défaut de ces dernières étoit pourtant en quelque manière réparé par la connivence du Sénat de Venise, qui ne défendoit pas l'achat de beaucoup de Salpêtre pour le

service des Espagnols. Le Roi de France en fit des plaintes au Sénat, qui répondit, „que cela s'étoit fait à son insçu par des „Marchands particuliers, et qu'à Venise, „comme ville libre, il n'étoit défendu à „personne d'exercer son commerce et son „négoce (a).“ Le Sénat fit ainsi une juste distinction entre ce qu'il avoit fait lui même, et ce qui s'étoit fait par des Négocians. Il soutint le commerce libre de ceux-ci, même en tems de guerre, et sans exception d'aucunes marchandises.

(a) GVICCIARDINI Hist. d'Italia lib. V. p. 145. 2.

§. CXX.

Le Roi de Suède Gustave I. à l'occasion d'une guerre qui étoit sur le point d'éclater entre lui et la Russie, 1556., fit prier par une Ambassade, Marie, Reine d'Angleterre, de défendre à ses Sujets la navigation par la mer Septentrionale en Russie, afin que cette Ennemie de la Suède ne fût pas tant enrichie, ni si abondamment pourvue de munitions de guerre. La Reine avec son Epoux le Roi Philippe, répondit „qu'elle ne pouvoit pas ôter à ses „Sujets la liberté de trafiquer ou ils pourroient de leur mieux; que néanmoins elle

„auroit soin, qu'en ne portât point de munitions de guerre aux ennemis de la Suède (a).“ Elles étoient donc seulement regardées comme des marchandises de Contrebande, et outre celles-ci la Reine ne voulut rien prohiber.

(a) DALIN *Suca Rikes Hist. del. II. B. 2. Cap. 8. §. 14.*

§. CXXI.

Au commencement des troubles des Pais-Bas d'où la République des Provinces Unies a pris son existence, la navigation et le commerce dans la Mer Germanique et dans la Manche étoient troublés en 1574-1575 par les violences et les pirateries des *Gueux de Mer*. C'est ainsi que l'on appelloit les mariniers d'une flotte que les Hollandois et les Zéelandois persécutés et exilés par le Duc d'Albe, au nombre desquels se trouvoient beaucoup de Gentils hommes et de Négocians, avoient équipée à leurs propres dépens, sous les auspices et avec des Commissions du Prince d'Orange. Le but de ces armemens n'étoit premièrement que de faire la guerre aux Espagnols et de prendre leurs navires. Mais l'avidité du butin fit bientôt oublier aux Gueux de Mer la distinction d'entre les amis et les ennemis,

qui souffrirent tous deux beaucoup de leurs brigandages. Plusieurs Nations qui naviguoient dans la Manche et dans la Mer Germanique, se virent par là obligés de payer une espèce de droit de leurs vaisseaux, pour les garantir contre le peril qui les menaçoit. Le Prince d'Orange avoit ses receveurs à Calais qui lévoient ces droits, et en récompense assûroient les bâtimens contre les attaques des Hollandois et Zéelandois; car c'étoit sous le nom de l'Assurance que ces droits furent payés. Les Espagnols donnèrent dix et les Portugais huit pour cent. La Cour de France permit non seulement que cela se fit, mais même qu'on demandât à ses Sujets cinq pour cent. C'étoit un revenu très considérable pour le Prince d'Orange et pour la nouvelle République de Hollande et de Zéelande. Ce revenu se monta dit-on à une somme plus grande, que celle de la Douane de tous les Pais-Bas ne raportoît, quoi qu'elle fût alors au delà d'un million par an. Mais ce profit fut de peu de durée. Les Gueux de Mer ne pouvant plus gagner autant qu'ils faisoient auparavant par la piraterie, recommencèrent leur ancien métier; et par là les assurances de Calais devoient naturel-

lement cesser (a). Il faut admirer la connivence du Roi de France à cette sorte de contribution, qui n'étoit nullement autorisée par le droit de la guerre. Le seul motif d'en permettre la levée, n'a vraisemblablement été que la haine contre l'Espagne et la compassion envers des peuples malheureux et opprimés.

(a) REID Belg. Annal. Lib. I. p. 18. GROTIUS Annal. Lib. II. p. 35, 46.

§. CXXII.

Les Anglois ne voulurent pas se soumettre à cette contribution. Ils soutinrent au contraire, et à bon droit, la navigation et le commerce libre avec les Espagnols et avec toutes les places de la domination d'Espagne, non obstant la guerre que les Hollandois et les Zélandois lui firent. Ceux-ci saisirent donc quelques bâtimens marchands Anglois, et les amenèrent aux ports de Zélande, sous prétexte qu'ils portoient des provisions à Dunquerque, et les marchandises de ceux d'Anvers et d'autres à l'Espagne, sous de faux noms. L'Amirauté de Zélande déclara les bâtimens saisis de bonne prise. Mais la Reine Elisabeth ne reconnut ni le procédé des Armateurs Zélandois, ni la sentence de l'Ami-

rauté de Zéelande. Elle fit arrêter à Plymouth 1576. quatre de ces Arimateurs, qui ne furent relachés, qu'après avoir obtenu la satisfaction qu'elle demandoit (a). On regardoit donc en Angleterre comme une grande injustice de la part des Belligérans, de vouloir prescrire des loix aux Neutres dans leur commerce et exercer la juridiction sur eux; ce qui étoit aussi tout à fait contraire au Droit des Gens Universel (§. XXXIV. LIV.).

(a) CAMDEN Annal. rer. Angliæ regn. Elizabethæ P. II. ad a. 1576. p. m. 273. V. METZGER, Niederl. Hist. B. V. p. 287.

§. CXXIII.

Mais on changea de langage et de sentimens 1589. après la rupture entre l'Angleterre et l'Espagne. Les Anglois firent une expédition à Lisbonne pour introduire Don Antonio qui avoit pris le Titre de Roi de Portugal, dans ce Royaume conquis par les Espagnols. L'entreprise échoua. Mais au retour de la flotte, les Anglois saisirent soixante navires appartenans aux villes Hanseatiques chargés de grains et de matériaux pour la construction des vaisseaux. Les villes s'en plainquirent comme d'une violence très injuste, et insistèrent sur la réparation

du dommage. Elles alléguèrent leur neutralité et la liberté du commerce. On les renvoya avec la réponse, que la Reine les avoit averti par des lettres avec menace de la perte des vaisseaux et des marchandises, de ne point porter de vivres ni de munitions de guerre en Espagne et en Portugal. Ces marchandises furent confisquées, ce qui, comme la Reine disoit dans une déclaration faite à l'Empereur qui s'intéressoit pour les villes, étoit conforme au droit de la guerre et aux loix du Royaume. Pour les vaisseaux, Elle les fit rendre. De l'un et de l'autre coté, plusieurs écrits ont été publiés pour et contre la justice de ce procédé. Mais cela ne changea pas l'affaire (a). Il ne resta aux villes point d'autre soulagement après leur perte que celui de la patience, par ce qu'elles n'étoient pas assez fortes pour prendre une revenge des Anglois, telle que ceux-ci l'avoient prise des Zélandois. Ce procédé des Anglois contre les villes Hanséatiques étoit très arbitraire et nullement justifiable, ni par le Droit des Gens Universel, ni par celui de l'Europe (§. XXXII, XXXIII, CVIII, III. V.).

(a) CAMDEN P. IV. ad a. 1589. p. 554. et ad a. 1595. p. 603. V. METZGER B. XV. p. 830.

§. CXXIV.

Alberic Gentilis fameux Jurisconsulte de son tems, et Professeur en Droit à l'Université d'Oxford, qui défendit la cause des Anglois dans cette quérelle, l'a traité très artificieusement et en vrai Sophiste. Il avouë, „que les villes Hanséatiques avoient „pour elles le droit étroit,“ mais il soutient en même tems, que l'équité combattoit pour les Anglois. „Il dit que les villes ne vouloient pas perdre le profit de leur négoce, et qu'à l'encontre, les Anglois ne vouloient rien permettre qui fût contraire à leur salut; que le droit du commerce étoit juste, celui de défendre son salut encore plus juste; que celui-là étoit le Droit des Gens, celui-ci le Droit de la Nature; que celui-là étoit le Droit des Particuliers, celui-ci le Droit des Rois. Que le commerce cède donc „l'écriture, „au Royaume, l'homme à la nature, l'argent à la vie! (a)“ Qui ne voit pas dans ce galimatias le mauvais raisonneur. C'est envain qu'il fait tant de vacarme de l'Equité. Si les Anglois regardoient les grains et les munitions navales comme des marchandises qui leur pouvoient être nuisibles ou même dangereuses;

ils avoient une voye très facile pour prévenir le dommage et le danger. Ils n'avoient qu'à acheter ces denrées. L'Equité et le Droit de la Nature ordonnent de préférer les moyens doux aux moyens durs. Les Anglois étoient donc dans l'obligation de se servir de ceux là , mais ils choisirent ceux-ci. Cela étoit-il équitable? Nous verrons bientôt ce même Auteur soutenir tout le contraire de ce qu'il a avancé ici.

(a) ALBERIC. GENTILIS de Iure Belli Lib. I. cap. 21.

§. CXXV.

La Reine Elisabeth avoit fait publier dans la guerre qu'elle fit à Philippe II. Roi d'Espagne, un Interdit général suivant lequel ni vivres ni armes ne devoient être transportées aux pays de son ennemi, par ce que selon le Droit de la guerre, dit-elle, il falloit le réduire par la famine à la paix (a). Cet Interdit du commerce de grains étoit très incommode à plusieurs Nations. Les villes commerçantes de la Prusse n'en avoient pas moins souffert que les autres villes Hanféatiques. Le Roi de Pologne Sigismond III. envoya 1597. un Ambassadeur à la Reine pour lui faire des plaintes, sur ce, que, contre le Droit des Gens, le

commerce avec les Espagnols étoit défendu aux villes Prussiennes, et que sous ce prétexte leurs marchandises avoient été confisquées. L'Ambassadeur représenta cela à la Reine dans une harangue latine, et demanda avec quelques menaces la restitution des effets saisis et la libre navigation en Espagne. La Reine en fut très offensée et lui répondit que puisqu'il babilloit tant du Droit des Gens, il devoit savoir que dans une guerre entre des Rois, il étoit permis à l'une des Parties d'intercepter les secours envoyés à l'autre, pour détourner par là ce qui lui seroit préjudiciable. Cela, dit-Elle, est le Droit des Gens, et c'est de cette manière que les Rois de Pologne et de Suède se sont conduits dans leurs guerres avec les Russes. Cependant les villes Hanseatiques ayant porté leurs griefs pour les marchandises qui leur avoient été enlevées par les Anglois en Portugal, et faisant des projets pour la ruine du commerce Anglois en Allemagne et en Pologne, la Reine par son Envoyé George Carew fit faire au Roi et aux Etats de Pologne et aux villes de Prusse la déclaration que *par grâce* elle permettoit le libre transport des grains et d'autres marchandises en Espagne, à la re-

*à l'Em
pereur et
à l'Emp
re,*

serve seulement des munitions de guerre, bien que selon le Droit de la guerre les effets qui étoient portés à l'ennemi, fussent confiscables (b). Comme les Danois avoient des griefs semblables à ceux des villes Hanseatiques pour leur commerce troublé, le Roi de Danemarck Christian IV. en fit aussi faire des plaintes à la Cour d'Angleterre, et on lui donna la même réponse satisfaisante, que les effets des Sujets Danois leur devoient être rendûs s'il y en avoit quelques uns de saisis, qu'on ne les arrêteroit pas à l'avenir, et qu'il seroit permis de porter en Espagne des grains et toute autre marchandise, excepté les munitions de guerre (c). Ainsi la Reine revint enfin de son injuste rigueur. Néanmoins ce n'étoit pas une grace; comme elle s'étoit exprimé, mais purement une reconnoissance des droits, que le Droit des Gens tant l'Universel que celui de l'Europe, donnoit à toutes les Nations neutres.

(a) GROT. Hist. Lib. VI. p. 236.

(b) CAMDEN. Annal. Elizab. P. IV. p. 692. et seqq.

(c) Id. l. c. p. 696. Vid. etiam PONTANVS Disquisit. Hist. Lib. I. Cap. 13.

§. CXXVI

Il y avoit une autre dispute de plus an-

cienne date entre l'Angleterre et le Danemark. Les Anglois avoient depuis l'an 1553. commencé à faire le commerce avec la Russie par la voye d'Archangel. Le Roi de Danemark, Frédéric II. se croyoit en droit d'interdire cette navigation, par ce qu'elle s'y faisoit entre l'Islande et la Norvègue, qui étoient toutes les deux sous sa domination. Les Anglois répondirent que la grande et pleine mer étoit ouverte à un chacun; et *Holberg*, fameux Historien Danois, reconnoit lui même que le droit y étoit pleinement de leur côté. „Car si l'on „pouvoit,“ dit-il, „interdire la navigation „à celui qui voudroit passer autour d'un „païs pour aller dans un autre, la France „et l'Angleterre seroient en droit de défen- „dre aux Peuples du Nord le passage par la „Manche, et l'Espagne en pourroit exclure „tout le monde dans la Mer Méditerranée „(a).“ En vérité la prétention d'interdire la navigation entre l'Islande et la Norvègue paroît un peu étrange. Car encore que tous les deux païs soient sujets à un même Souverain, il n'y a pourtant point de détroit entre eux, mais il y est le grand Océan qui dans la moindre distance des deux païs est large de 150 lieues géographiques, et

serve seulement des munitions de guerre, bien que selon le Droit de la guerre les effets qui étoient portés à l'ennemi, fussent confiscables (b). Comme les Danois avoient des griefs semblables à ceux des villes Hanseatiques pour leur commerce troublé, le Roi de Danemarc Christian IV. en fit aussi faire des plaintes à la Cour d'Angleterre, et on lui donna la même réponse satisfaisante, que les effets des Sujets Danois leur devoient être rendus s'il y en avoit quelques uns de saisis, qu'on ne les arrêteroît pas à l'avenir, et qu'il seroit permis de porter en Espagne des grains et toute autre marchandise, excepté les munitions de guerre (c). Ainsi la Reine revint enfin de son injuste rigueur. Néanmoins ce n'étoit pas une grace; comme elle s'étoit exprimé, mais purement une reconnaissance des droits, que le Droit des Gens tant l'Universel que celui de l'Europe, donnoit à toutes les Nations neutres.

(a) GROT. Hist. Lib. VI. p. 226.

(b) CAMDEN. Annal. Elizab. P. IV. p. 692. et seqq.

(c) Id. L. c. p. 696. Vid. etiam PONTANVS Disquisit. Histor. Lib. I. Cap. 13.

§. CXXXVI

Il y avoit une autre dispute de plus au-

cienne date entre l'Angleterre et le Danemarck. Les Anglois avoient depuis l'an 1553. commencé à faire le commerce avec la Russie par la voye d'Archangel. Le Roi de Danemarck, Frédéric II. se croyoit en droit d'interdire cette navigation, par ce qu'elle s'y faisoit entre l'Islande et la Norvegue, qui étoient toutes les deux sous sa domination. Les Anglois répondirent que la grande et pleine mer étoit ouverte à un chacun; et *Holberg*, fameux Historien Danois, reconnoit lui même que le droit y étoit pleinement de leur côté. „Car si l'on „pouvoit,“ dit-il, „interdire la navigation „à celui qui voudroit passer autour d'un „païs pour aller dans un autre, la France „et l'Angleterre seroient en droit de défen- „dre aux Peuples du Nord le passage par la „Manche, et l'Espagne en pourroit exclure „tout le monde dans la Mer Méditerranée „(a).“ En vérité la prétention d'interdire la navigation entre l'Islande et la Norvegue paroît un peu étrange. Car encore que tous les deux païs soient sujets à un même Souverain, il n'y a pourtant point de détroit entre eux, mais il y est le grand Océan qui dans la moindre distance des deux païs est large de 150 lieues géographiques, et

sur lequel une souveraineté ne peut point du tout avoir lieu (§. XXI. XXII.). Néanmoins le Roi Christian IV. renouvela 1598. au commencement de son règne cette contestation après avoir été longtems assoupie. Le vrai motif de faire une telle prétention étoit la diminution des droits du Sund, occasionnée par l'usage du nouveau passage à la Russie; ce qu'on alleguoit aussi de la part du Danemarck (b). Dans cette querelle qui continua encore longtems, l'Angleterre a toujours soutenu la Liberté de la Mer, quoique d'ailleurs elle ne l'admit qu'avec de grandes restrictions.

(a) HOLBERG Dan. Reichshistor. Th II. p. 497. etc.

(b) Ibid. p. 577.

§. CXXVII.

L'Angleterre a eu plusieurs différends sur la liberté du commerce avec d'autres Etats. J'en vais rapporter deux qui semblent être particulièrement remarquables. Un vaisseau Anglois chargé, hormis d'autres marchandises, d'une quantité de poudre à canon et de munitions de guerre et destiné pour Constantinople, fut pris par les Chevaliers de Malte, et les Sardes, qui, comme Sujets du Roi d'Espagne, alloient

en course contre les Turcs. Les Anglois en firent des plaintes et demandèrent la restitution du vaisseau et des marchandises. Alberic Gentilis dont j'ai parlé ci-dessus, soutint leur prétention. Il allégué premièrement, pour faire la décision suivant la méthode ordinaire des Jurisconsultes, beaucoup de passages du Droit Romain et Canon contraires à la cause des Anglois, comme des raisons de douter, et en tire à la fin la conclusion, „que comme les Anglois „n'étoient pas assujettis aux loix des Rois „mais ni à celles du Pape, et que leur „Roi (Jaques I.) ne leur ayant pas défendu „le commerce avec les Turcs, aucun autre Prince ne pouvoit les punir comme „coupables d'une transgression de ces loix „(a).“ Cette raison de décider qu'Alberic Gentilis emploie ici en faveur des Anglois, est aussi bien applicable à la cause des villes Hanseatiques dont les Anglois, dans leur guerre contre l'Espagne, avoient saisi et confisqué les grains et munitions navales. Car aussi peu que les Anglois étoient soumis aux loix Romaines et Papales, les villes Hanseatiques n'étoient pas plus obligées d'obéir aux Ordonnances de la Reine d'Angleterre; et par la même rai-

son que les Chevaliers de Malte et les Sardes ne pouvoient punir les Anglois, ceux-ci n'avoient aussi pas le droit de punir les Négocians Hanseatiques. La Jurisprudence de Gentilis ressembloit à une girouette qui tourne à tout vent. Il étoit toujours prêt à déclarer aujourd'hui juste, ce qu'il avoit reconnu hier injuste. Mais nous allons voir aussitôt un autre trait de sa manière de penser et de juger.

Jacq.

(a) ALBER. GENTILIS. Advocat. Hispan. Lib. I. Cap. 20.

§. CXXVIII.

Un vaisseau marchand Anglois revenant de la Turquie avoit quelques Négocians Turcs à son bord. Etant rencontré par un vaisseau de guerre Toscaïn, qui étoit en croisière contre les Turcs, celui-ci lui donna par deux coups de canon le signal d'amener, ce que l'Anglois refusa de faire. Il attaque au contraire le Toscaïn, mais il fut vaincu, pris et déclaré de bonne prise, tant le vaisseau que la charge. La raison décisive des Juges étoit, que l'Anglois avoit résisté et fait l'attaque. Mais celui-ci demanda la restitution du vaisseau et une juste satisfaction. Gentilis défendit la cause de l'Anglois par ces argumens: „que les

„Toscaïns avoient eu le dessein de visiter
 „le vaisseau et de troubler par là son com-
 „merce et sa navigation, et que comme un
 „chasseur faisoit une injustice en entrant
 „dans le territoire d'un autre, contre l'In-
 „terdit du propriétaire, et comme il n'étoit
 „pas permis de faire la guerre à son enne-
 „mi dans un païs étranger, de même les
 „Toscaïns n'avoient pas eu le droit d'atta-
 „quer leurs ennemis, les Turcs, étant dans
 „un vaisseau Anglois, et par conséquent
 „dans un territoire étranger; que par cette
 „raison les Anglois avoient protégé juste-
 „ment les Turcs dans leur vaisseau par ce
 „qu'une injure faite à quelqu'un dans notre
 „maison, étoit faite à nous mêmes, et que
 „le vaisseau, étant Anglois et bâti en An-
 „gleterre, devoit être regardé comme une
 „maison où ceux qu'on y reçoit, doivent
 „être surs.“ De là il décida, „que les
 „Toscaïns étoient obligés de restituer aux
 „Anglois tout ce qu'ils leur avoient ravi
 „avec dépens et dommages jusqu'au der-
 „nier denier (a).“ Cette Décision est sans
 doute très juste, selon le Droit des Gens
 Universel, mais non pas selon celui de
 l'Europe, car celui-ci permettoit alors d'en-
 lever du dedans des navires neutres les per-

sonnes et les marchandises ennemies. Et c'est ce que firent les Anglois eux mêmes toutes les fois que l'occasion s'en présentoit.

(a) ALBERIC. GENTILIS Advocat. Hispan. Lib. I. Cap. 27. coll. 25.

§. CXXIX.

C'étoit alors l'usage de visiter sous prétexte de marchandises ennemies ou de Contrebande, les bâtimens neutres. Mais le Roi de France Henri IV. qui après avoir conclu 1598. la paix de Vervins avec l'Espagne, étoit devenu neutre, étant prié par la Reine d'Angleterre qui continua la guerre, „de permettre que les vaisseaux „François allans en Espagne fussent visités, „afin d'empêcher qu'ils n'y portassent clandestinement des munitions de guerre,“ le „refusa „par ce que,“ dit il, „cela donneroit occasion au brigandage.“ En France les loix étoient dans ce tems-là assez équitables. Elles permettoient, ist est vrai, d'enlever les munitions de guerre trouvées à bord des bâtimens neutres; et de les retenir, mais il y étoit aussi ordonné d'en payer la valeur (a). Cela sert de preuve que le droit des Belligérans de visiter les bâtimens neutres n'étoit pas si universellement reconnu en Europe, et qu'on a bien voulu

soustraire les munitions de guerre à l'ennemi, mais non pas les enlever sans paiement à l'ami.

(a) Vid. GROT. de Jure Belli et Pacis Lib. III. Cap. I. §. 5. n. 4. e.

§. CXXX.

Jean de Roi de Suède, étant engagé dans une guerre avec la Russie, trouva bon d'interdire aux Nations étrangères la navigation et le commerce au port de Narva, par ce que les Russes y recevoient beaucoup de convois et de secours. Pour obtenir des Etats commerçans leur consentement à cet Interdit par une négociation à l'amiable, il dépêcha en 1572. des Envoyés à Lubec, Hambourg, Bruxelles, (au Duc d'Albe, alors Gouverneur Espagnol des Pais-Bas) en Hollande, et à la Cour de France. Mais ces négociations furent pour la plus-part sans effet. Le Roi fit néanmoins saisir dans la Mer Baltique tous les bâtimens marchands étrangers qui ne vouloient pas se soumettre à son Interdit. Les Hollandois usèrent de représailles en faisant arrêter dans leurs ports quelques vaisseaux Suédois (a). Et comme le Roi avoit aussi fait à la Cour Impériale la demande que la navigation à Narva fût défendue, à ceux de Lubec, et aux autres

villes Hanséatiques Allemandes, l'Empereur fit donner à l'Envoyé Suédois en 1577: cette réponse, „que la navigation dans la „Mer Baltique et Germanique, comme un „Regal du Saint Empire, étoit libre et ouverte à tout le monde, et que, le commerce des villes de la Mer Baltique étant „déjà, pour faire plaisir au Roi, restreint „par une convention de 1570, à des marchandises notoirement libres et innocentes, on se promettoit, que le Roi en demeurerait là, et qu'il ne troubleroit non „seulement pas les dites villes dans leur „commerce, mais qu'il leur rendroit aussi „leur effets saisis (b).

(a) DALIN Suea Rikes Hist. Del. III. B. 2. Cap. 1. §. II.

(b) MARQVARD de Jure Mercator. et Commerc. Lib. I. Cap. 16. n. 39. p. 149.

§. CXXXI.

De la même manière le Roi de Suède Charles IX. dans la guerre qu'il fit 1610. à la Pologne, avoit interdit tout le commerce à Riga (étant alors sous la domination de la Pologne) et en Courlande, sous peine de confiscation des bâtimens et des marchandises. Les Danois en souffrirent comme d'autres; et s'ensuivant bientôt (1611.) après une rupture entre le Dane-

marc et la Suède, le Roi Danois Christian IV. dans sa déclaration alléguait aussi comme une cause de la guerre, le dommage fait du côté de la Suède aux Navigans dans la mer Baltique, et aux bâtimens qui alloient à Riga et à la Courlande (a). Néanmoins le même Roi fit interdire dans cette guerre tout le commerce avec la Suède, particulièrement aux Lubéquois et aux autres villes Hanséatiques, dont les bâtimens furent en conséquence saisis. Sur des plaintes que celles-ci en firent, le Roi, pour justifier ces violences, prétextait, qu'elles en avoient été averties par des Notifications et par des Lettres patentes imprimées. Mais l'Empereur Matthias écrivit là-dessus au Roi, „que ces Interdits et Avertissemens „étoient tout à fait contraires à la liberté „naturelle, au Droit des Gens et aux usages „des Princes Chrétiens voisins, et qu'à l'exception des munitions de guerre, que les „Lubéquois s'étoient déjà offerts de ne pas „transporter à la Suède, le commerce avec „ce Royaume leur devoit rester libre (b).“ Ainsi de tels Interdits généraux de commerce ont toujours rencontré des contradictions. Les cas rapportés le prouvent, mais ils prouvent en même tems que les

Princes ont eu peu d'égard à ce qui est juste ou injuste, si leur intérêt y intervenoit: Nous verrons bientôt de semblables transgressions des loix et de la justice.

(a) HOLBERG Dan. Reichshist. Th. I. p. 617. 618. 622.

(b) MARQVARD de Jur. Mercat. Lib. I. Cap. 16. n. 37. vid. etiam HENR. Com. A. BUENAV. Dissert. de Jure Imperat. et Imp. R. G. circa Maria §. XXXII.

§. CXXXII.

L'Etat des Pais-Bas Unis est fondé sur le commerce; et sans le commerce il ne sauroit absolument subsister. Et quoique les Hollandois et les Zélandois eussent en 1572. la guerre avec l'Espagne, néanmoins presque aussitôt qu'elle eut commencé, ils permirent de porter de leurs provinces des marchandises à des places ennemies sous condition d'en payer un certain droit, appelé *Licent* (a). La navigation en Espagne et de même en Portugal, après que ce Royaume fut tombé sous la domination Espagnole, continua au milieu des armes et des hostilités. Philippe II. y conniva, par ce que toutes les deux parties y trouvoient leur compte (b). Mais après sa mort son fils et successeur Philippe III. prit d'autres mesures en 1598. Les riches-

ses que le commerce et particulièrement
 celui d'Espagne accumula dans les Provin-
 ces Unies, les mirent en état de fournir
 aux dépens de la guerre. La Cour d'Es-
 pagne pensa donc, qu'en leur ôtant les mo-
 yens de la guerre, on feroit cesser la guer-
 re elle même. Tous les matelôts Hollan-
 dois et Zéelandois furent recherchés en Es-
 pagne, quelques uns exécutés et d'autres
 condamnés aux prisons ou aux galères.
 Dans les Pais-Bas Espagnols le commerce
 avec les Provinces Unies y étoit pareille-
 ment défendu. Ce procédé qui y fit per-
 dre à beaucoup d'hommes leur subsistan-
 ce, porta ^{en} 1599. les Etats à la résolution
 d'équiper une nombreuse flotte pour atta-
 quer l'Espagne et les Possessions Espagno-
 les. A cette fin ils interdirent non seule-
 ment aux habitans des Provinces Unies,
 mais aussi à toutes les autres Nations le
 commerce avec l'Espagne, les menaçans
 de les traiter en ennemis, comme étant
 amis des ennemis. L'Ordonnance fut im-
 primée et envoyée aux Cours étrangères.
 Le Roi de France fit notifier à ses Sujets
 que s'ils trafiquoient pendant les six pre-
 miers mois avec les Espagnols, ce seroit
 à leur risque. D'autres Princes ne se dé-

clarèrent pas là-dessus (c). Mais le Roi de Danemarck refusa nettement de faire publier l'Ordonnance, quoique les Etats l'en eussent fait prier par un Ambassade (d). Il n'y fit rien d'injuste. Le consentement à la prière étoit un effet de complaisance, et non pas un devoir (§. XLIV, XLVI). En vérité c'étoit une prétention très étrange de ceux, qui ayant trafiqué si long tems avec les Espagnols étant leurs ennemis, maintenant, cela ne leur étant plus permis, vou-
droient forcer d'autres à ne plus trafiquer avec eux comme leurs amis.

(a) Vaderlands Hist. Deel VI. B. 24. Cap. 7.

(b) Ibid. Deel VII. B. 27. Cap. 16.

(c) GROT. Hist. Lib. VIII. p. 371.

(d) Vaderlands Hist. Deel IX. B. 33. C. 25.

§. CXXXIII.

Les Anglois n'y trouvèrent rien à redire étant alors eux-mêmes en guerre avec l'Espagne. Et lorsqu' après plusieurs années, le Roi Charles I. fit en 1625. une alliance avec les Provinces Unies contre l'Espagne, on y étoit convenu, „que toutes marchan-
„dises de Contrebande, comme munitions
„de bouche et de guerre, navires, armes,
„voiles, cordages, or, argent, cuivre,
„fer, plomb et semblables, de quelque

„part qu'on les voudroit porter en Espagne,
 „et aux autres païs de l'obéissance du Roi
 „d'Espagne et de ses adhérens, seroient de
 „bonne prise avec les navires et hommes
 „qu'ils porteroient; que le Roi d'Angleter-
 „re feroit instance envers les autres Rois,
 „Princes, Etats, Villes et Communautés
 „neutres, de faire défendre à leurs Sujets de
 „trafiquer tant que la présente guerre dure-
 „roit, avec les Royaumes et autres posses-
 „sions du Roi d'Espagne et de ses adhérens,
 „et cela ne venant à s'obtenir de leur gré,
 „que les navires qui se trouveroient à la
 „mer suspects de prendre leur route devers
 „l'Espagne, les Isles ou autres Etats du
 „Roi d'Espagne et de ses adhérens, seroi-
 „ent obligés de s'arrêter pour être recon-
 „nus et visités, sans pour ce les pouvoir
 „retarder ou endommager, et que le né-
 „goce ou commerce, seroit cependant ou-
 „vert et permis partout ailleurs aux Royau-
 „mes, Villes, Terres et Païs des Alliés et
 „des Princes et amis neutres, sans inter-
 „ruption ni destourbier (a).“ Mais en
 France on fit peu de cas de cet Interdit de
 commerce qui étoit en vérité trop étendu,
 et par là bien injuste. Les Anglois saisirent
 donc les bâtimens marchands François qui

alloient en Espagne ou qui en revenoient. En revenge les François arrêterent dans leurs ports quelques navires Anglois, et déclarèrent les marchandises confiscables (b). Cela fut, entre autres, la cause ou plutôt le prétexte d'une guerre entre la France et l'Angleterre en 1627; quoique le Duc de Buckingham, principal Ministre et Favori de Charles I. en ait été par d'autres motifs très étranges, le véritable Auteur.

- (a) DU MONT Tom. V. P. 2. p. 478. Art. 20, 23.
 (b) Florus Anglicus subiunct. THOMAE WOOD
 Notitiae Angliae p. 194.

§. CXXXIV.

Quelques tems après (1652.) la République d'Angleterre ayant fait la guerre aux Provinces Unies des Païs-Bas, les Etats Généraux prohibèrent non seulement aux habitans de leurs Provinces tout le commerce avec l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande, et avec tous les ports, villes ou places de la domination du Gouvernement d'Angleterre, mais „ils avertirent aussi tous leurs „Alliés, Amis et Neutres, et généralement „tous les Peuples et Nations, les requérant „de ne point entreprendre, durant les présens differends, de mener ou transporter „hors de quelques Païs, Royaumes, places

„ou villes, directement ou indirectement,
 „dans aucuns Havres, Places ou villes
 „d'Angleterre, Ecosse ou Irlande aucunes
 „munitions de guerre ou autres choses ser-
 „vant à l'équipement des vaisseaux.“ Ils y
 ajoutèrent la menace „de réputer de bonne
 „prise toutes ces munitions de guerre et
 „navales (a).“ En conséquence de cet In-
 terdit tous les bâtimens étrangers et neutres
 furent visités et saisis par les Hollandois,
 quelquefois pillés, et les matelots traités
 inhumainement. Cela étant aussi arrivé
 aux bâtimens Suédois, la Reine Christine
 en fit faire des plaintes aux Etats Généraux
 et demander l'abrogation de cet Interdit ri-
 goureux et si préjudiciable au commerce de
 la Suède. On leur reprocha aussi que des
 Négocians Hollandois portoient eux mê-
 mes, quand l'occasion s'en présentoit, des
 marchandises défenduës en Angleterre.
 Mais ces représentations ne produisant au-
 cun effet, la Reine prit la résolution d'user
 de représailles et de s'unir plus étroitement
 avec l'Angleterre (b). C'est une nouvelle
 preuve, que ces sortes d'Ordonnances n'ont
 pas toujours été respectées par les Puissan-
 ces neutres.

(a) Dv MONT. Tom. VI. P. 2. p. 35. Art. 2.

(b) PUFENDORF Commentar. de Reb. Suec.
Lib. XXV. §. 39. et sqq.

§. CXXXV.

Mais depuis ce tems-là, les Etats Généraux des Provinces Unies ont adopté des sentimens plus modérés par rapport au commerce des Nations amies ou neutres, en tems de guerre. Car dans leur declaration de guerre contre la France 1689, ils n'interdirent que le transport des armes et munitions de guerre (a), ne jugeant pas équitable de donner une plus grande étendue à leur Interdit; ce qui paroît par les negociations sur le Traité d'alliance qu'ils firent avec le Roi d'Angleterre Guillaume III. Les Plénipotentiaires Anglois proposerent de saisir pendant la guerre, et sans distinction, tous les bâtimens étrangers trafiquans aux ports de France, et de les déclarer de bonne prise. Les Plénipotentiaires des Etats représentèrent qu'un tel procédé irriteroit extrêmement les Suédois et les autres Peuples qui ne prenoient point de part à la guerre, et que d'ailleurs il étoit aussi contraire aux Traités faits avec quelques uns de ces Peuples. Néanmoins les Anglois persisterent dans leur principe de traiter l'ami et l'ennemi sur le même pié.

Les Ministres des Etats s'opposèrent vivement à cet article, et particulièrement l'un d'eux, Nicolas Witsen, Bourguemaitre d'Amsterdam et fameux par quelques écrits qu'il a publiés, refusa longtems de signer le Traité. Mais le Roi Guillaume le pressa tellement, qu'il fallut enfin qu'il cedât: quoique ce Prince reconnût très bien lui-même, qu'il n'étoit pas juste de procéder avec une telle rigueur contre les bâtimens neutres. *Il faut, dit-il, que cela soit ainsi; c'est le droit Canon* (b). C'est de cette manière que ce Traité très injuste fût conclu. En voici le contenu quant au commerce des Nations neutres: „Il est convenu, entre „S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et les „Etats Généraux, que si pendant cette guerre, les Sujets d'un autre Roi, Prince ou „Etat entreprendront de trafiquer ou de „faire aucun commerce avec les Sujets du „Roi T. C., ou si leurs vaisseaux ou bâtimens seront rencontrés faisant voile vers „les ports, havres ou rades de l'obéissance „du dit Roi T. C. sous un soupçon apparent de vouloir trafiquer avec les Sujets „du dit Roi, — et si les vaisseaux appartenans aux Sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Etat seront trouvés en quelque en-

„droit que ce soit, chargés de marchandises ou denrées pour la France ou pour les Sujets du Roi T. C., ils seront pris et faits par les Capitaines des vaisseaux de guerre, Armateurs ou autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne et des Seigneurs Etats, et seront réputés de bonne prise par les Juges compétans. Le dit Roi de la Grande-Bretagne et les dits Seigneurs Etats notifieront au plûtôt ce Traité, à tous les Rois, Princes et Etats de l'Europe qui ne sont pas en guerre contre la France, qu'ils soient en même tems informés, que si leurs vaisseaux ou bâtimens de leurs Sujets sortis en mer avant cette Notification, seront trouvés faisant voile vers les ports, havres ou rades de l'obéissance du Roi T. C., ils seront obligés par des vaisseaux du Roi de la Grande-Bretagne et des Etats de rebrousser chemin incessamment, et que si les vaisseaux ou bâtimens des dits Rois, Princes ou Etats ou de leurs Sujets seront rencontrés faisant voile desdits ports, chargés de marchandises ou denrées de France, les dits vaisseaux et batimens seront obligés de s'en retourner aux dits ports et d'y laisser les dites marchandises à peine de confisca-

„tion, et qu'en cas que les vaisseaux et bâ-
 „timens des dits Rois, Princes et Etats ou
 „de leurs Sujets, sortis en mer après la noti-
 „fication, seront trouvés faisant voile vers
 „les ports, havres ou rades de l'obéissance
 „du Roi T. C. ou des ports du dit Roi, ils
 „seront saisis et confisqués avec leurs mar-
 „chandises et denrées comme de bonne
 „prise.“ Dans un article séparé il y est en-
 „core ajouté, „qu'en cas que l'une ou l'au-
 „tre Partie vint à être incommodée ou trou-
 „blée à cause de l'exécution de ce Traité,
 „le Roi de la Grande-Bretagne et les Etats
 „se promettent et s'obligent de se garantir
 „l'une et l'autre à cet égard.“ Les motifs
 de ce Traité sont dans le préambule telle-
 ment exprimés, „qu'il importoit au Roi et
 „aux Etats Généraux de faire le plus de
 „dommage qu'il seroit possible, à l'ennemi
 „commun, pour le réduire à une paix juste
 „et raisonnable, et à des conditions qui
 „pourroient rétablir le repos et la tranqui-
 „lité de la Chrétienté, et que pour cela il
 „seroit nécessaire, qu'on employât toutes
 „ses forces, et particulièrement qu'on fassé
 „en sorte que tout le commerce et trafiq
 „avec les Sujets du Roi T. C. fût effective-
 „ment rompu et interdit pour ôter audit

„Roi et à ses Sujets les moyens de fournir
 „à une guerre qui pourroit autrement par
 „sa durée être très nuisible et causer une
 „grande effusion de sang Chrétien (c).

(a) D V MONT Tom. VII. P. 2. p. 213.

(b) Vaderlands Hist. Deel XVI. B. 61. C. 6.

(c) D V MONT Tom. VII. P. 2. p. 238.

§. CXXXVI.

Ce Traité qui déclaroit les bâtimens et les marchandises confiscables sans distinction, si celles-ci étoient de Contrebande ou non, est trop remarquable pour n'en pas faire ici mention. Du premier coup d'oeil il sembleroit que les Parties contractantes eussent été les Souverains de l'Europe par ce qu'elles ont donné une Ordonnance générale sans s'être souciées du consentement des Princes et Etats qui y pourroient être intéressés. C'étoit beaucoup d'entreprendre une affaire de cette conséquence en face de toute l'Europe, et de procéder comme elles firent aussitôt au commencement de la guerre, à l'exécution de leur Traité. Quelques navires Hambourgeois et d'autres des villes d'Allemagne qui avant la déclaration de la guerre de la part de l'Empereur, comme Allié de l'Angleterre et des Provinces Unies, étoient allés en

France, furent à leur retour amenés en Angleterre, où l'on agitoit la question, s'ils devoient être déclarés confiscables ou non ? Les Ambassadeurs des Etats Généraux, qui n'avoient donné leur consentement au Traité que contre leur gré, y étant forcés par l'autorité du Roi, jugèrent qu'il falloit relâcher ces navires. Mais les Ministres Anglois et le Roi même étoient d'un autre avis. On les déclara de bonne prise, parce que le Roi le vouloit ainsi. A l'encontre quelques bâtimens Suédois et Danois qui étoient dans le même cas, furent déclarés libres, et on se contenta d'en enlever seulement les effets ennemis (a). Les Hambourgeois avoient donc tort, par ce qu'ils étoient sans protection; les Danois et Suédois étoient en droit, par ce que leurs Rois pouvoient les protéger.

(a) Vaderlands Hist. Deel XVI. B. 61. C. 6.

§. CXXXVII.

Aussi ces deux Rois montrèrent-ils bientôt qu'en dépit du Traité susdit, ils vouloient maintenir la liberté du commerce de leurs Sujets, et ne point recevoir là-dessus de loix d'un autre. Le Roi de Suède retint les douze vaisseaux de guerre que dans le Traité d'alliance fait avec les Etats Gé-

généraux des Provinces Unies, il avoit promis d'envoyer à leur secours; celui de Danemarck fit arrêter plusieurs bâtimens Hollandois dans le Sund, par ce que quelques uns de ses Sujets faisant voile vers la France avoient été pris et amenés en Zéelande (a). Les deux Rois conclurent 1691, 10 Mars, une alliance pour la défense de la libre navigation de leurs Sujets. Il y étoit convenu entre autres d'user de représailles contre les Belligérans (b): sur quoi s'ensuivit une Transaction entre le Roi de Danemarck d'une part, et le Roi d'Angleterre et les Etats Généraux des Provinces Unies de l'autre, où le commerce avec les François fut permis aux Danois sous quelques restrictions (c). Mais les violences, ou comme on disoit, les pirateries contre les bâtimens Suédois et Danois continuant, non obstant toutes les représentations faites là-dessus aux Belligérans, les Rois de Suède et de Danemarck, en conformité d'un nouveau Traité conclu entre eux 1693, 17 Mars, résolurent „de demander, encore une fois aux „Puissances engagées dans la guerre une „entière et juste satisfaction pour leurs Sujets, de faire en même tems instance, que „de semblables violences cessassent à l'ave-

„nir, et de plus, de donner à connoître,
 „qu'ils ne sauroient plus souffrir qu'on trou-
 „blât sous divers prétextes le trafiq de leurs
 „Sujets contre les Traités et la Neutralité,
 „et qu'on se fit juge des causes dont il ne
 „leur appartenoit pas de juger. Si cette ré-
 „quisition n'étoit pas promptement suivie
 „d'une entière satisfaction, les deux Rois
 „s'obligeoient de faire arrêter et saisir, cha-
 „cun chez soi, pour le dédommagement
 „de ses Sujets, autant de vaisseaux de la
 „Nation, dont on demandoit la satisfacti-
 „on, qui suffiroient à suppléer aux dom-
 „mages, de n'en relâcher aucun qu'ils
 „n'eussent obtenu tous deux la satisfaction
 „requise, et en tous cas de passer à d'au-
 „tres expédiens (d).“ Les Etats Généraux
 firent bientôt après 1693, 25 Nov., une con-
 vention avec le Roi de Suède suivant la-
 quelle ils rendirent quelques bâtimens ou
 promirent d'en payer la valeur (e). Les
 différends avec le Danemarc continuèrent
 cependant par la détention réciproque de be-
 aucoup de vaisseaux, et ils seroient deve-
 nus plus grands, si l'Empereur, le Roi de
 Suède et l'Electeur de Brandebourg n'avo-
 ient pas par leur médiation ramené l'affaire
 à un accord (f). Tant de querelles et de

troubles résultèrent de cet injuste Interdit général du commerce.

(a) *Vaderlands Hist. D. XVI. B. 63. C. 1.*

(b) Le contenu paroît dans un autre traité fait en 1693. qui sera bientôt allégué.

(c) *Du Mont Tom. VII. P. 2. p. 293.*

(d) *Ibid. p. 325. Art. 1, 2, 9.*

(e) *Ibid. p. 332.*

(f) *Vaderl. Hist. D. XVI. B. 63. C. 12.*

§. CXXXVIII.

Le Roi de Danemarc Frédéric IV. entrant 1701. au commencement de la guerre de Succession d'Espagne, dans une alliance défensive avec l'Angleterre et les Provinces Unies, stipula expressement la liberté du commerce pour ses Sujets durant cette guerre (a). Aussi les deux dernières Puissances n'ont-elles pas défendu le commerce aux Peuples étrangers et neutres de la même manière qu'elles l'avoient fait dans la guerre précédente. Peut-être que les inconvéniens et les querelles qui furent la suite de leur Interdit, les en ont détournées. Il semble même qu'au commencement de la nouvelle guerre en 1702, elles n'ont pas interdit à leurs propres Sujets le commerce avec l'ennemi. Du moins les Etats Généraux n'ont publié un tel interdit qu'un an après (1703), et cela principalement sur

les instances réitérées de leurs Alliés, l'Empereur et la Reine d'Angleterre, qui alors ordonnèrent aussi à leurs Sujets de s'abstenir du commerce avec la France et l'Espagne. A l'égard des marchandises de Contrebande, parmi lesquelles il étoit aussi nommé des cordages, voiles et autres munitions navales, les Etats prièrent, dans leurs Notifications, les Princes neutres d'en empêcher le transport aux ports de France et d'Espagne. Surtout ils défendirent à leurs Sujets, et le même se fit aussi en Angleterre, le négoce de Change avec la France et l'Espagne. On jugea cela nécessaire, par ce que les Armées Françaises en Italie, en Allemagne et dans les Païs-Bas étoient payées moyennant des lettres de Change des Banquiers Anglois et Hollandois. Cette défense rencontra des difficultés auprès de ceux de Hollande, qui alléguoient que dans la guerre précédente le négoce de Change n'avoit pas été interdit (b). N'étoit ce donc pas une grande injustice de la part des Belligérans, de prohiber aux Etrangers le commerce avec les ennemis pendant que leurs propres Sujets en faisoient par connivence, une partie si considérable? En effet ce n'étoit qu'une pratique ordinaire

des Hollandois, qui depuis la fondation de leur République, ont toujours entretenu le commerce avec leurs ennemis; et il étoit même permis à ceux qui en payoient un certain impôt (§. CXXXII.). Cet usage a été depuis bien souvent abrogé et néanmoins toujours retenu, par ce que l'intérêt public y étoit uni avec le particulier (c). Ils portèrent des armes et des munitions de guerre aux Espagnols dans le tems même qu'ils étoient les plus acharnés contre eux, pour la défense de leur liberté, et firent par là échouer quelquefois les entreprises de leurs propres Armées. Le Prince d'Orange Frédéric Henri voulant assiéger Anvers (1638) eut avis qu'à Amsterdam quatre flûtes destinées pour Anvers, étoient chargées de poudre, de mousquets et de piques. Un certain Marchand qui les avoit frêtées, ne le désavoua pas, disant, *que si pour gagner dans le commerce il falloit passer par l'enfer, il hazarderoit de brûler ses voiles* (d). Pour des gens nourris dans ces sentimens les Interdits de commerce ne fauroient être d'un grand poids, et ils ne l'étoient pas non plus dans la guerre de Succession d'Espagne. Vingt et un vaisseaux d'Amsterdam et de Rotterdam revenans

(1705) de la France chargés de vins, furent arrêtés par les Anglois. Les Etats demandèrent qu'ils fussent relâchés, alléguans pour raison que la République ne subsistoit que par le commerce, sans lequel ils ne pouvoient pas fournir aux dépens de la guerre, et que ni les Anglois ni les Ecoissois ne s'abstenoient non plus du commerce avec la France, mais qu'ils y trafiquoient sous les deux ouvertement. Là-dessus les vaisseaux arrêtés furent relâchés (e), et les deux Nations étant ici également coupables, il semble que d'un côté et de l'autre on a permis par connivence un commerce libre tant en France qu'en Espagne. Dans cette situation des affaires, il étoit fort mal féant de vouloir interdire le commerce avec l'ennemi aux Peuples neutres.

(a) DU MONT Tom. VIII. P. I. p. 1.

(b) LAMBERTY Mémoires pour l'Hist. du XVIII^{me} Siècle Tom. II. p. 306. *et suiv.*

(c) GROT. Annal. Lib. II. p. 42.

(d) Lettre du C. D'ESTRADES du 29. Avr. 1638. dans ses lettres et Négociat. Tom. I. p. 28. (Edit. de 1743.)

(e) LAMBERTY Tom. III. p. 466, 467.

§. CXXXIX.

Il n'y a donc eu aucuns ou très peu de différends sur le commerce entre les Par-

ties belligérantes et les Etats neutres pendant la guerre de Succession d'Espagne, mais d'autant plus dans celle du Nord qui avoit commencé sur la fin du XVIII^{eme} Siècle (1700) entre la Suède, la Pologne et la Russie et dans laquelle le Roi de Danemarck fut après aussi engagé (1709.) Les habitans des Provinces Unies firent un grand commerce dans la Mer Baltique dans les païs dont les Souverains étoient ennemis de la Suède. Leurs batimens marchands, et de même ceux des Anglois furent arrêtés et saisis par les Armateurs Suédois, sous prétexte d'être chargés de marchandises ou ennemies ou de contrebande (a). Ils furent traités de la même manière qu'ils avoient traités les Peuples neutres dans la guerre qui avoit été terminée par la paix de Ryswyk, ce que néanmoins en souffrant par là eux-mêmes, ils réputerent une criante injustice. Les plaintes qu'ils en firent à la régence de Suède demeurèrent sans effet. Le Roi Charles XII. déclara au contraire 1715. par une nouvelle Ordonnance, tous les navires de bonne prise qui alloient trafiquer aux païs pris sur lui par les Russes; savoir la Livonie, l'Esthonie et Fingremannie. C'est ce qui déterminna

le Roi de la Grande-Bretagne et les Etats Généraux des Provinces Unies à envoyer une flotte de 32. vaisseaux de guerre dans la Baltique pour y protéger leur commerce (b). Néanmoins ces disputes semblent avoir duré plus longtems, et même jusqu'à la fin de la guerre.

(a) Vaderlands Hist. D. XVII. B. 63. C. 25.

(b) La-même D. XVIII. B. 69. C. 21.

§. CXL.

La navigation en Suède étoit cependant sujette aux mêmes inconvéniens, et troublée d'un autre coté. Un vaisseau Hollandois revenant (1712) de Stockholm avoit à son bord dix sept Turcs, comme Passagers. A la rade de Copenhague, les Danois visitèrent le navire, et en enlevèrent les Turcs, quoiqu'ils eussent des Passeports des Ministres de la Grande-Bretagne et des Etats Généraux à la Cour de Suède. Le Secrétaire de l'Envoyé des Etats à Copenhague, en porta des plaintes au Conseil Royal et alléguait, que c'étoit un navire libre des Etats qui étoient en amitié avec la Porte Ottomane, avec laquelle la Couronne de Danemarck pareillement n'étoit point en inimitié. On répondit au Secrétaire, que ces Turcs étoient déserlés de Pétersbourg, et

qu'on vouloit attendre là-dessus l'avis du Czar comme Allié du Danemarck. A cette réponse, il y fut ajouté cette autre raison, que les Turcs étant ennemis communs des Chrétiens, on auroit par là occasion de délivrer de l'esclavage quelques Chrétiens. On étoit surpris, dit-on encore, au Secrétaire, qu'il se mêlât de parler pour de semblables canailles. Toute-fois il ne l'étoit point que de l'affront qu'on avoit fait à un navire de ses Souverains. Aussi regarda-t-on en Hollande le fait comme fort irrégulier, et le représenta à la délibération des Etats, dont il méritoit les réflexions, d'autant plus que comme leurs Sujets trafiquoient aux Echelles du Levant, les Turcs pourroient s'en prendre aux gens de leurs navires pour faire réclamer les 17 Musulmans arrêtés à Copenhague (a).

(a) LAMBERTY Tom. VII. p. 617.

§. CXLI.

Une nouvelle guerre entre la Suède et la Russie en 1741. devint aussi préjudiciable au commerce des Hollandois que la précédente. Dans l'Ordonnance publiée par la Cour de Suède pour les Armateurs Suédois, elle avoit mis au nombre des marchandises de Contrebande, des cordages,

toiles à voiles, gaze à pavillons, provisions et vivres, ce qui étoit contre l'usage commun, et même contre les Traités faits avec les Etats. Cette Ordonnance assujettit donc beaucoup d'effets et de marchandises qui d'ailleurs étoient libres, à la confiscation. C'est pourquoi les Etats pour protéger le commerce de leurs Sujets envoyèrent en 1742 et 1743, une escadre de vaisseaux de guerre dans la mer Baltique, ce qui mécontenta fort la Cour de Suède (a). Mais la paix promptement rétablie fit bientôt cesser ces armemens.

(a) Vaderlands Hist. Deel XIX. B. 76. C. 7.

§. CXLH.

Mais déjà quelque tems avant cette dernière guerre du Nord, il s'en étoit allumé une entre l'Espagne et la Grande-Bretagne sur une dispute qui intéressoit aussi les Provinces Unies. La navigation et le commerce immédiat aux établissemens Espagnols en Amérique avoient été interdits à tous les Etrangers tant par les loix d'Espagne, que par des Traités faits avec quelques autres Etats. Malgré ces prohibitions, des Négocians avides dans les Colonies Angloises et Hollandoises y firent un commerce clandestin, qui leur fut très pro-

fiable. Pour l'empêcher la Cour d'Espagne stationna sur ses côtes en Amérique quelques vaisseaux de guerre appelés Gardes côtes. Mais ceux-ci abusèrent du pouvoir qui leur avoit été donné, en visitant en pleine mer les vaisseaux Anglois et Hollandois, et même les pillant ou saisissant sous prétexte du commerce clandestin. Après plusieurs représentations et plaintes inutiles, les Anglois procédèrent aux représailles, et enfin à la guerre. Les Etats Généraux qui obtinrent, pendant ces démêlés, quelque satisfaction de la part de l'Espagne, restèrent neutres. Le principal motif de cette résolution, étoit le grand profit qu'ils se promirent du commerce d'Espagne (a). Mais au lieu du profit, les Négocians Hollandois eurent des pertes immenses à essuyer, les Anglois saisissant un grand nombre de leurs vaisseaux, sous prétexte de marchandises Espagnoles ou défendues y chargées, et déclarant même les bâtimens où ces dernières se trouvoient, de bonne prise, quoique ce procédé fut diamétralement contraire aux Traités de commerce faits entre l'Angleterre et les Etats, et particulièrement à celui de 1674. subsistant encore. Sur des plaintes souvent réitérées

les Ministres Britanniques firent entendre que les loix du Royaume, (qui autorisoient un tel procédé) avoient la préférence sur les Traités. Ainsi les griefs continuèrent autant que la guerre continua (b), à la fin de la quelle les Négocians Hollandois formèrent un compte de dommages montant à dix huit millions de Florins (c).

(a) Vaderlands Hist. D. XIX. B. 74. C. 30. 31.

(b) Là-même B. 75. c. 17.

(c) Neue Europ. Fama Th. 183. p. 632.

§. CXLIII.

A cette guerre des Espagnols et des Anglois il en survint, à l'occasion des Disputes sur la Succession d'Autriche, une nouvelle entre la France et la Grande-Bretagne, qui produisit entre celle-ci et les Puissances neutres de nouveaux différends sur le commerce. Les plus remarquables furent ceux avec la Prusse, par ce que les deux Parties pour la défense de leur cause ont publié des écrits, où quelques points controversés dans cette partie du Droit des Gens ont été discutés. Par cette raison je trouve à propos de donner ici un abrégé de ce qui est le plus essentiel dans cette dispute et dans ces écrits.

§. CXLIV.

Au commencement de la dite guerre

entre la France et la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse avoit fait demander en 1744. par son Ministre résident à la Cour Britannique : „qu'est ce que c'étoit que l'on y re-
 „gardeoit proprement comme des marchan-
 „dises de Contrebande, et si sous ce nom
 „il étoit aussi compris des grains, bois,
 „planches, chanvre, semences et toiles de
 „lin, pour instruire ses Sujets comment ils
 „devoient se conduire dans leur commér-
 „ce.“ La réponse du Lord Carteret alors
 Secrétaire d'Etat étoit dans l'essentiel celle-
 ci, „que seulement les bâtimens étoient
 „exceptés qui porteroient des munitions de
 „guerre aux ennemis de la Nation Angloi-
 „se.“ Sur une demande réitérée, „il dé-
 „clara marchandises libres, bois et autres
 „matériaux servans à la construction des
 „vaisseaux, cordages, voiles, chanvre, se-
 „mences de lin etc.“ Il ajouta, „que les
 „Sujets Prussiens ne seroient pas empêchés
 „dans leur commerce, à moins qu'ils ne
 „portassent des munitions de guerre, spé-
 „cialisées dans tous les Traités de commerce,
 „aux ennemis de la Nation Angloise, ni
 „des munitions de bouche aux places assié-
 „gées ou bloquées; et que pour le reste,
 „la liberté du commerce à l'égard des Puiss.

sances neutres, demouroit sur le même
 pié qu'elle avoit été en tems de paix.
 Non obstant ces déclarations positives d'un
 Ministre Britannique, confirmées quelque
 tems après (1747) en quelque manière par
 une autre, du Comte de Chesterfield, aussi
 Secrétaire d'Etat, les Armateurs Anglois avo-
 ient pris dix huit bâtimens Prussiens, et
 trente trois autres, tant Danois, Suédois,
 Hollandois, que Hamburgeois, tous en-
 semble neutres, qui étoient frettés ou tout
 ou en partie par des Sujets Prussiens. Ces
 bâtimens furent arrêtés en pleine mer et
 amenés en Angleterre, où quelques uns
 furent détenus deux, trois, quatre jusqu'à
 dix mois, et même plus d'une année, et
 après être enfin relachés, les dépens adju-
 ges aux Armateurs, par le quel procédé
 aussi bien que par la confiscation des mar-
 chandises trouvées à bord de quelques uns,
 (deux cargaisons de bois et une de seigle,)
 sous prétexte qu'elles étoient ou de contre-
 bande, ou propriété ennemie, ou au risque
 d'un propriétaire ennemi, les Sujets Prus-
 siens avoient souffert un dommage très con-
 sidérable, et qu'outre tout cela, quelques
 navires avoient été pillés par les Armateurs,
 et les Matelots horriblement bastonnés. Ce

procédé, disoit-on, étoit contraire au Droit Naturel et à celui des Gens, selon lequel la navigation et le commerce maritime restoit libres à toutes les Nations. Aux Armateurs Anglois il n'étoit donc permis rien de plus que de demander aux bâtimens destinés pour la France ou l'Espagne, rencontrés par eux, s'il y avoit des marchandises de Contrebande, au quel effet l'exhibition des Lettres de Mer et des Connoissemens suffisoit, et il n'étoit point du tout nécessaire de visiter le navire, ni de l'amener à un port Anglois. — Etant permis aux Sujets Prussiens de trafiquer en Espagne et en France, et le commerce se faisant ordinairement par achat, ou par changement ou par commission, tout cela leur devoit aussi être permis. Selon le Droit des Gens Universel, un ennemi ne pouvant attaquer son ennemi dans un lieu neutre, ni y saisir ses biens, et les bâtimens Prussiens étant un tel lieu neutre, les Armateurs Anglois n'y pouvoient saisir aucuns effets, étant la même chose de les enlever d'un país neutre ou d'un bâtiment neutre. Cela étoit aussi établi par les Traités entre l'Angleterre et les Provinces Unies, suivant lesquels *le vaisseau libre rend les marchandises libres.*

Le Roi de Prusse demanda donc une satisfaction convenable pour ses Sujets lésés par un tel procédé injuste, déclarant en même tems qu'il ne s'arrêteroit pas à la question : si les Négocians François avoient envoyés les marchandises en commission aux places neutres, ni s'ils s'étoient chargés du risque? Et comme sur ces plaintes on avoit toujours répondu en Angleterre que ces sortes d'affaires étoient du ressort des Cours d'Amirauté, qui les décidoient selon les loix du païs, et que ni le Roi ni ses Ministres n'y pouvoient faire le moindre changement, on remarqua là-dessus „que la „*Régence d'Angleterre n'étoit pas en droit de „s'attribuer la juridiction sur un Souverain „neutre, ni sur ses Sujets, ni sur leurs vais- „seaux dans un lieu non sujet à la Couronne, „et où les Prussiens avoient autant de droit „que les Anglois ;* que, deux Puissances „étant en dispute, les loix du païs ne pou- „voient y être alléguées ni d'une part ni de l'autre, par ce que l'une n'y étoit pas „assujettie, mais que toutes les deux en „devoient traiter de Cour à Cour, et terminer l'affaire d'un commun consentement selon le Droit des Gens ou par des „moyens y fondés. Que le Roi de Prusse

„n'étoit pas obligé de reconnoître les Tri-
 „bunaux incompetens de l'Angleterre ni de
 „s'assujettir à leurs decisions. Que com-
 „me malgré toutes ses protestations, on le
 „renvoyoit continuellement aux Tribunaux
 „et aux loix d'Angleterre, il avoit en con-
 „sédération de ses droits égaux à ceux de
 „la Cour Britannique, établi une Com-
 „mission pour examiner judiciairement et
 „selon le Droit des Gens Universel les
 „griefs de ses Sujets, et pour former une
 „juste liquidation de leurs demandes.“ Cel-
 „les-ci avec les intérêts jusqu'au 10me Juil-
 „let 1752 montant à 194725 écus, le Roi
 à l'instance de ses Sujets, mit arrêt sur les
 Capitaux, qu'à cause de la Silésie, il avoit à
 payer à quelques Particuliers Anglois, pour
 dédommager par là ses Sujets de leurs per-
 tes (a).

(a) C'est là le Contenu d'un Ecrit que la Cour
 de Prusse a fait publier sous le titre: *Exposition des*
motifs fondés sur le Droit des Gens universellement
reçu, qui ont déterminé le Roi, sur les instances réi-
terées de ses Sujets, à mettre arrêt sur les Capitaux
que S. M. avoit promis de rembourser aux Sujets de
la Grande-Bretagne en vertu des Traités de paix de
Breslau et de Dresde, et à procurer sur les dits Ca-
pitales à ses Sujets susmentionnés le dédommagement
des pertes que leur ont causé les déprédations et les
violences des Armateurs Anglois exercées contre eux
en pleine mer. à Berlin 1752. 4. Voyez aussi Obser-

ration du Droit de la Nature et des Gens, touchant la capture et la détention des vaisseaux et effets neutres en tems de guerre, par FREDERIC RHEMER P. I - 8.

§. CXLV.

Le Roi de la Grande-Bretagne remit les griefs et les demandes de la Cour de Prusse à une Consultation de quatre des premiers Jurisconsultes Anglois, et leur avis fut ensuite communiqué par une lettre du Duc de Newcastle, alors Secrétaire d'Etat, à Mr. Michell Secrétaire d'Ambassade de S. M. Prussienne, pour servir de réponse à l'*Exposition des Motifs* ci-dessus alléguée. Selon le sentiment de ces Jurisconsultes, la déclaration donnée par les Ministres Britanniques à celui de Prusse ne releva rien. „Les vaisseaux de guerre et les Armateurs,“ disent-ils: „ne pouvoient pas se dispenser „de faire des captures en vertu des déclarations verbales de Milord Carteret, vû „qu'ils n'en avoient jamais eu ni pû avoir „connoissance. Les déclarations verbales „d'un Ministre faites en conversation, peuvent bien faire connoître ce qu'il étoit lui-même être de Contrebande selon le Droit „des Gens, mais elles ne peuvent jamais „être entendues comme ayant la force d'un „Traité fait pour déroger au dit Droit des

„Gens.“ Les Jurisconsultes Anglois ne désavouèrent pas, que les bâtimens Prussiens et les autres navires neutres frettés par des Sujets Prussiens, avoient été arrêtés dans la Mer, visités, amenés dans des ports d'Angleterre et détenus longtems; que de plus les marchandises de quelques uns avoient été confisquées comme de Contrebande (bois pour la construction des vaisseaux) ou propriété ennemie, et quelques uns de ces batimens étant déclarés libres, avoient été condamnés aux dépens; que néanmoins cela s'étoit fait très justement, „par ce qu'un „bâtiment et sa charge dont les preuves de „la propriété ne sont pas à bord au tems de „la saisie, doit non seulement porter ses „propres fraix, mais aussi selon les circon- „stances, payer à l'Armateur, ceux qu'il „a fait lui-même (§. CXIV.); ce qui avoit „été le cas de beaucoup de bâtimens Prus- „siens.“ De quelques uns on remarqua, qu'ils avoient été rendus par les Armateurs eux-mêmes, et les Sujets Prussiens si pleinement satisfaits, qu'ils n'en avoient point porté de plaintes à aucun Tribunal Anglois. Les Jurisconsultes n'avouënt pas la Liberté de la Mer et de la Navigation qu'on allé- guoit de la part de la Prusse, mais ils sou-

tiennent plutôt que le Droit des Gens per-
 mettoit aux Belligérans d'enlever les mar-
 chandises de l'ennemi du dedans de bâtiment
 d'un ami, et ils alléguent pour preuve, le
 livre Italien appelé *Il Consolato del Mare*,
 et les opinions de Grotius, Voetius, Locce-
 nius et d'autres, comme aussi les Traités
 faits par l'Angleterre en 1661, avec la
 Suède, et en 1669, avec le Danemarck.
 Ils déclarent donc ce principe: *le vaisseau
 libre rend les marchandises libres*, que les
 Prussiens étaloient comme une loi des Na-
 tions, faux et inadmissible. Au contraire
 ils prétendent que le pouvoir d'enlever des
 marchandises ennemies du dedans des bâti-
 mens neutres est le Droit des Gens indubi-
 table, et la règle que rien ne prouvoit
 mieux et plus fortement que les exceptions
 y faites par plusieurs Traités de commerce,
 dont ils en alléguent deux que l'Angleterre
 avoit conclus avec la France, deux faits en-
 tre elle et les Provinces Unies, et entre elle
 et le Portugal, et un de la France avec les
 Provinces Unies. A l'Objection que l'An-
 gleterre ne pouvoit s'arroger aucune juris-
 diction sur les Sujets et les vaisseaux d'un
 Souverain neutre, en pleine mer, comme
 un lieu où les Anglois et les Prussiens euf-

sent des droits égaux, ces Jurisconsultes répondent que selon le Droit des Gens, le seul Tribunal compétant pour ces jugemens étoit le Tribunal du Souverain de celui qui avoit fait la capture; qu'en Angleterre, on ne procédoit pas dans ces affaires selon les Loix d'Angleterre, mais selon le Droit des Gens, en conformité duquel le Maître du bâtiment et les propriétaires étoient obligés de prouver leur propriété, qu'en cas que l'on crût la sentence de la Cour d'Amirauté injuste, ou erronée, l'appel à un Tribunal supérieur pouvoit être interjeté, et que si cela n'étoit pas fait, les Parties faisoient par là connoître que la sentence étoit juste. Ici les Jurisconsultes Anglois donnent de grands éloges à l'administration de la justice impartiale de leurs Cours d'Amirauté, puisque, disent-ils, les Sujets Prussiens à l'occasion de leurs bâtimens saisis, n'avoient interjeté l'appel que dans un seul cas, et que par conséquent ils avoient été bien convaincus en leurs consciences, de la justice de la première sentence. Ils y ajoutent que cette manière de la procédure judiciaire dans ces sortes d'affaires étoit indiquée, confirmée et autorisée par un grand nombre de Traités, dont ils en allèguent

quinze, que toute autre méthode seroit manifestement injuste, absurde et impraticable, et, qu'ainsi les Sujets Prussiens qui avoient des prétentions à la charge de quelque habitant d'Angleterre, ne pouvoient pas pour cela s'adresser au Roi leur Maître, mais aux Tribunaux Anglois. Enfin ces Jurisconsultes déclarèrent injuste l'arrêt mis par voye de représailles sur l'argent hypothéqué sur la Silésie. Il est, disent-ils, hors de dispute que le refus du payement de cette dette seroit une infraction manifeste des engagemens de S. M. Prussienne, et une renonciation avérée de sa part aux Traités où le payement a été promis (a).

(a) Lettre du Duc de Newcastle écrite par ordre de Sa Majesté Britannique à Mr. Micbell, Secrétaire d'Ambassade de Sa Majesté Prussienne, en réponse à l'exposition des motifs du Roi de Prusse etc. à la Haye 1753. 4.

§. CXLVI.

La Cour de Prusse fit publier une réplique dans laquelle elle se plaignit qu'on ne vouloit pas reconnoître la validité de la déclaration verbale donnée d'abord par un Ministre Anglois, bien qu'on n'osât la désavouer, ce qui étoit, disoit-on, un faux-fuyant bien malséant. On représenta de nouveau les grandes injustices faites aux Su-

jets Prussiens par la confiscation de leurs marchandises non défendues (bois, Seigle) et des effets appartenans aux Négocians François, par la longue détention de leurs bâtimens, et par la condamnation irraisonnable aux dépens. On remarqua que les Armateurs après avoir pris à leur fantaisie aux bâtimens Prussiens rendus par eux-mêmes, ce qui leur convenoit, les avoient à la vérité relachés, ne trouvant rien à redire à leurs documens, mais après une détention de près de deux mois; que les Maîtres de ces vaisseaux après de telles pertes, avoient naturellement mieux aimé se remettre en mer et continuer leur route que de traduire les Armateurs en justice, et plaider non sans frais énormes contre eux, et que c'étoit par des motifs semblables que les Sujets Prussiens n'avoient pas appelé des sentences injustes des Cours de justice Angloises; qui, presque dans tous les cas, même de la plus manifeste injure de l'Armateur, l'avoient déchargé de tous les frais en les mettant à la charge du propriétaire du vaisseau pris injustement. On soutint une fois comme l'autre que le principe suivant lequel, *le vaisseau libre rend les marchandises libres*, étoit la règle du Droit des Gens aux

quel répugnoit diamétralement l'usage de charger le Maître du bâtiment et les propriétaires des marchandises de la preuve de leur propriété, ce qui étoit une injustice évidente. On alléqua plusieurs cas, où les Cours d'Amirauté Angloïses avoient donné des sentences entièrement arbitraires et partiales, en déclarant marchandises de contrebande et confiscables, celles qui notoïrement ne l'étoient pas, (bois, Seigle,) et en favorisant les Armateurs auxquels les frais de procédure et autres avoient été adjugés malgré la saisie ouvertement injuste des bâtimens. On fit enfin voir, que les Sujets étrangers n'étoient pas si absolument obligés de porter leurs plaintes aux Cours d'Amirauté étrangères, mais qu'ils pouvoient les faire, sur tout quand ils avoient, comme dans le cas présent, souffert de très grands dommages et injures, auprès de leur Souverain, qui avoit un droit parfait de faire examiner la cause, et si elle paroïssoit être juste, d'en demander satisfaction. Aux griefs concernant l'arrêt mis sur les sommes dûes à quelques Anglois, hypothéquées sur la Silésie, on opposoit à la Cour Britannique un cas semblable, où elle avoit observé le même procédé envers

les Provinces Unies, que le Roi de Prusse avoit fait envers elle (a). Ce seroit un ouvrage trop diffus que de dire quelque chose de plus de cette fameuse querelle. J'y ajouterai seulement que l'affaire en est demeuré là quelques années entre la Grande-Bretagne et la Prusse, et que la dispute a été enfin terminée par une transaction à l'occasion d'un Traité d'alliance conclu entre les deux Cours en 1796, en vertu duquel pour le dédommagement des Sujets Prussiens étoient accordés vingt mille livres Sterlins que le Roi de Prusse leur a fait distribuer (b).

(a) *Replique générale au Rapport des Commissaires Anglois touchant les déprédations des Armateurs Anglois*, dans l'Observation de Mr. BENMER p. 66. Cet Ecrit fut aussi publié en Anglois, en forme d'une Lettre sous le titre suivant: *An impartial Foreigner's Remarks upon the present dispute between England and Prussia, in a Letter from a Gentleman at the Hague to his Friend in London*, avec une Traduction Allemande à côté de l'Anglois. Imprimé en 1753. 4.

(b) BENMER l. a. p. 10.

§. CXLVII.

Les Ecrits publiés de part et d'autre dans cette affaire fournissent un exemple très remarquable d'une contestation où les Parties n'étoient pas d'accord, ni ne pou-

voient le devenir sur le principe selon lequel la décision sur la justice ou l'injustice de la saisie des bâtimens et des marchandises devoit être faite. Toutes les deux alléguent, chacun en sa faveur, le *Droit des Gens*. Les Ecrivains Prussiens l'appellent le plus souvent *Universel et Naturel*, les Anglois le nomment simplement *Droit des Gens*, sans déterminer, s'ils entendent sous ce nom, le *Droit des Gens Universel* ou le *Particulier de l'Europe*; quoique comme il semble, ils ne parlent que de celui-ci. Les Prussiens défendent à l'égard des bâtimens neutres le principe: *Le vaisseau libre rend les marchandises libres*, ce qui convient avec le *Droit des Gens Universel* (§. XLVIII.). Aussi le nouveau *Droit des Gens Européen* l'a-t-il adopté, mais avec cette addition que *les marchandises chargées dans des vaisseaux ennemis, sont confisquables comme le vaisseau lui-même* (§. CX.). Et ce principe est pareillement reconnu par les Prussiens. Ils soutiennent donc suivant le *Droit des Gens Universel* et celui de l'Europe que la cargaison de leurs bâtimens, comme neutres, doit être libre, quoiqu'elle soit propriété ennemie; et en échange, ils avouent aussi que leurs

effets chargés sur des bâtimens ennemis sont confiscables. Les Jurisconsultes Anglois nient absolument que le principe: *le vaisseau libre rend les marchandises libres*, soit fondé sur le Droit des Gens. Ils prétendent au contraire qu'il n'est établi que dans quelques Traités, (dont ils en allèguent cinq) comme une exception de la règle générale, selon laquelle *les marchandises de l'ennemi trouvées dans un vaisseau ami sont confiscables*. Celui-ci, disent-ils, est le Droit des Gens, et pour le prouver, ils s'en rapportent au *Consolato del Mare*, à l'autorité de Grotius et d'autres Savans, et enfin à deux Traités de commerce faits entre la Couronne d'Angleterre et celles de Danemarck et de Suède. Les deux Parties sont donc dans une contradiction manifeste. Voyons maintenant laquelle des deux assertions opposées l'une à l'autre est la plus conforme à la justice et à la vérité. La première preuve que les Jurisconsultes Anglois étalent pour la défense de leur opinion est le *Consolato del Mare*. — Mais ce livre n'a jamais été une loi pour les Nations de l'Europe. Car bienque dans les tems plus reculés elles aient adopté la règle y contenue, *que les effets de l'ennemi peuvent*

être saisis dans le vaisseau d'un ami, elle n'a point été reçue comme une Loi, et par ce qu'elle se trouve dans ce livre, mais comme une Coûtume qui s'est insensiblement et d'un consentement tacite introduite par ce que les Peuples Européens l'ont établie dans leurs Traités de commerce (§. XCII.). Cette Coûtume étoit donc le Droit des Gens Européen dans ces sortes d'affaires. Cependant comme une Coûtume peut de la même manière tacitement être abrogée et une nouvelle y substituée, cela a aussi été le sort de celle-ci, et elle fut changée par des raisons très suffisantes (§. CIX. CX.). Depuis l'année 1646, pour prévenir beaucoup d'inconvéniens qui étoient une suite nécessaire de l'ancienne coûtume, on a établi une autre règle, suivant laquelle *le vaisseau libre rend les marchandises libres*, c'est à dire que *dans un vaisseau neutre aussi les marchandises ennemies sont libres*, et dans *un vaisseau ennemi, aussi les marchandises neutres confiscales*. Cela est donc le nouveau Droit des Nations Européennes qui est reconnu et reçu par presque tous les Etats de l'Europe. Les Jurisconsultes Anglois sont donc avec leur prétendu Droit des Gens en arrière près d'un Siècle entier.

Car alors ils auroient pû raisonner et écrire de la façon qu'ils ont fait. Ils ne se sont pas souvenus que l'ancienne Coûtume et avec elle l'ancien Droit des Gens a été abrogé. La face des affaires étant ainsi entièrement changée, le *Consolato del mare* ne sauroit être d'aucun poids ni d'aucune autorité, et les Opinions de *Grotius*, *Lortenius*, *Voetius*, *Zoucheus*, ne pourront pas non plus être ici décisives. Car comme au tems qu'ils écrivoient, on suivoit encore l'ancienne règle, selon laquelle les marchandises de l'ennemi étoient de bonne prise dans le vaisseau d'un ami, ils ne pouvoient que la soutenir dans leurs écrits. Les sentimens de ces Hommes illustres et d'autres Savans, feront donc aussi peu propres à prouver le Droit des Gens dans ce point, que le *Consolato del mare*. La preuve que les Jurisconsultes Anglois cherchent enfin dans les Traités est à la vérité plus relevante ; mais ici ces Traités sont évidemment contre eux, non pour eux. Ils en allèguent seulement deux que l'Angleterre a conclus avec la Suède et le Danemarck, et où l'on voit l'ancienne règle établie. Mais de l'autre coté parmi les Traités de commerce faits depuis 1646. et en partie par

l'Angleterre elle-même, il y en a du moins trente, où la nouvelle règle : *Le vaisseau libre rend les marchandises libres*, y est adoptée (§. C.). Il y en a donc ici trente, (ceux qui ont été faits avec les Etats barbaresques non comptés) contre deux, et par conséquent un très-grand nombre contre un très-petit. Il faut donc de toute nécessité que ceux-là fassent la Règle, ceux-ci l'Exception, d'autant plus que ceux-là sont nouveaux, et ceux-ci anciens. Car cela prouve bien clairement l'intention que les Etats Européens ont eu, d'abandonner, dans ces sortes d'affaires, l'ancien Droit des Gens et d'en introduire un nouveau (§. XII.). De tous les nouveaux Traités qui ont été rendus publics, on n'en trouve aucun où l'ancienne règle soit retenue, à moins qu'on ne place ici celui que la France a conclu en 1716. avec les Villes Hanseatiques, et qui contient d'une manière très-irrégulière, un article de l'ancien Droit des Gens, et un autre du nouveau (§. CIV.). Puisque donc à l'égard des Etats, entre lesquels et les Belligérans il n'existoit point de Traités de commerce, on observoit dans les tems passés *l'ancienne règle*, il faut à présent que la *nouvelle* dont l'usage est par tout

reçu, soit observé de même. Et c'est ce que le Roi de Prusse demanda pour ses Sujets. Mais la Cour Britannique le refusant, et procédant contre eux selon l'ancienne règle, c'étoit un Sujet de griefs très justes, par ce qu'aucun Etat n'a le droit de forcer un autre à se soumettre à une loi qu'il ne reconnoit pas.

§. CXLVIII.

La perte des Sujets Prussiens dont ils furent pourtant indemnifiés en quelque manière, n'étoit à beaucoup près pas si grande que celle que les Négocians Hollandois ont souffert dans la guerre qui commença en 1755, entre la France et la Grande-Bretagne. Les François voyant leur commerce avec leurs Iles dans les Indes Occidentales en grand danger, résolurent (ce qui en tems de paix ne se fit jamais) de le faire par des bâtimens étrangers, et particulièrement par ceux des Hollandois qui alloient quérir les marchandises dans les Iles, et les portoient ou aux ports des Provinces Unies, ou à ceux de France. Mais les Anglois troublèrent bientôt cette navigation, par ce que, disoient-ils, c'étoit faire le commerce des François sous le nom de neutralité, et le protéger contre les vaisseaux de guerre des

Anglois et leurs Armateurs. Ceux-ci étant Maitres de tout l'Océan faisirent non seulement un très grand nombre de vaisseaux Hollandois revenans des Indes Occidentales ou même des Colonies Hollandoises, et destinés aux ports de France et de Hollande, mais aussi ceux qui alloient des ports de France et des Provinces Unies aux Indes Occidentales. Ils prirent aussi beaucoup de bâtimens faisans voile vers l'Espagne, le Portugal et d'autres païs neutres ou en revenans. Plusieurs furent pillés en pleine mer par les Armateurs Anglois, et les Capitaines et Matelôts très-maltraités. Dans les deux années de 1757 et 1758 seulement, jusqu'à 300 bâtimens Hollandois ont été dans les Mers de l'Europe et de l'Amérique, ou pillés, ou amenés aux ports Anglois, où après une longue détention, ils étoient condamnés comme de bonne prise, en partie avec la cargaison, en partie celle-ci seule. On en publia en Hollande quatre listes. Selon la première contenant 100 bâtimens pour la plupart pillés, le compte des dommages montoit à 439190 Florins; selon les trois autres où il y en avoit un grand nombre de confisqués et beaucoup de pillés, les dommages

étoient estimés à plus de 11 Millions (a). Avec cela les Négocians Hollandois se plaignirent des grandes injustices des Cours d'Amirauté Angloises , surtout en Amérique , de leurs procédures étranges et irrégulières , de la longue détention de leurs vaisseaux , de leur confiscation et de celle de beaucoup de marchandises libres sous prétexte de propriété Française (b). Presque toutes les villes de la Hollande présentèrent requête sur-requête aux Etats Généraux , à ceux de Hollande et à la Princesse Gouvernante d'alors. Elles implorèrent la protection du Gouvernement pour la sûreté de la navigation et du commerce. Des remontrances fréquentes et réitérées furent faites à la Cour Britannique , tant par l'Envoyé Ordinaire des Etats que par une Ambassade extraordinaire. Tout fut vain. Les captures continuèrent une fois comme l'autre. On voyoit tous les jours des vaisseaux Hollandois saisis et condamnés tantôt sous un titre , tantôt sous un autre. Ce procédé irrita et aigrit tout le public dans les Provinces Unies , et particulièrement dans celle de Hollande. On commença à parler de représailles. Mais en Angleterre on ressentit cela très vivement , et par

cette déclaration menaçante, „qu'en cas
 „que la Province de Hollande ou les villes
 „commerçantes y situées, pour la preten-
 „due protection de leur commerce, équi-
 „passent et missent en mer 18 jusqu'à 25
 „vaisseaux de guerre, (ce qu'elle n'étoit
 „pas en Droit de faire en vertu de leur
 „union avec les autres Provinces,) on trai-
 „teroit ces vaisseaux comme pirates, et que
 „si les Etats Généraux équipotent à cette
 „fin une flotte, on regarderoit cela com-
 „me une déclaration de guerre (c).“ Ce
 procédé semble avoir été un peu irrégulier
 contre un Etat libre qui, en faisant cet ar-
 mement naval, n'auroit rien fait d'illégi-
 time. Car le transport des produits des
 Iles Françoises aux ports de France et des
 Provinces Unies, n'étoit pas la seule cause
 de ces differends. Il y en avoit beaucoup
 d'autres. Les violences des Armateurs An-
 glois et leur déprédations, la navigation
 des Hollandois à leurs propres Colonies et
 aux païs neutres troublée, la saisie injuste
 de leurs bâtimens marchands qui ne faisoient
 qu'un commerce permis sur le pié des
 Traités subsistans entre les deux Puissances,
 étoient des raisons suffisantes pour se garan-
 tir contre ces sortes d'entreprises et pour op-

poser la force à la force. Et néanmoins les vaisseaux de guerre Hollandois qui étoient destinés à protéger le commerce contre les pirateries, devoient être traités comme des pirates. La cause prétendue que la Province de Hollande, en vertu de l'Union des Sept Provinces, n'avoit pas pour elle-même, le pouvoir de mettre une Flotte en mer, ne sauroit être valable. C'étoit une affaire purement domestique, qu'en tout cas, la Hollande avoit à démêler avec les Etats Généraux, mais qui n'étoit pas de la compétence d'un troisieme, aucun droit du monde ne lui ayant donné le pouvoir d'en juger. Mais considérons pour un moment ce qui est le plus essentiel dans cette Dispute, et les raisons dont les deux Parties se servirent pour la défense de leur cause.

(a) *Mémoires pour servir à l'Histoire de notre tems par rapport aux dissensions présentes entre la Grande Bretagne et la République des Provinces Unies au sujet des déprédations Angloises sur mer. (à Francf. et Leipz. 1759. 8.)* p. 108. 109 — 152. 195. 228.

(b) *La-même passim.*

(c) TINDAL'S *Continuat. of Rapin's Hist. of Engl.* Vol. IX. p. 577, 578.

§. CXLIX.

Le noeud très difficile à résoudre étoit celui-ci : que les Hollandois faisoient un

commerce, qui leur étoit bien profitable, aux Iles Françoises de l'Occident, et qu'ils en transportoient les produits en France, comme les marchandises Françoises à ces Iles. De cette manière la meilleure partie du commerce de France étoit tombé dans les mains des Hollandois, et se faisoit par des vaisseaux Hollandois. C'est ce que les Anglois réputèrent illégitime par ce qu'il leur étoit préjudiciable, les vaisseaux et effets des François étant par là soustraits à l'attaque et à la poursuite des vaisseaux de guerre et des Armateurs Anglois. Ils coupèrent donc ce noeud. Ils saisirent tous les bâtimens Hollandois employés à ce commerce, et les déclarèrent de bonne prise. Sur les plaintes des Hollandois, et pour justifier ce procédé, ils alléguoient le Traité conclu en 1674. entre la Couronne d'Angleterre et les Provinces Unies, suivant lequel „la liberté de la navigation et „du commerce d'aucune sorte de marchandises ne devoit pas être interrompue à „cause d'une guerre, mais qu'elle devoit „s'étendre à toutes les marchandises qui „étoient transportées *en tems de pais*, celles „de Contrebande seulement exceptées (a).“ Cela signifioit, disoient-ils, „que le com-

„merce pouvoit être continué pendant la
 „guerre de la même manière qu'il s'étoit
 „fait en tems de paix. Or,“ continuoient-
 ils, „le commerce des Hollandois aux Iles
 „Françoises n'a été commencé que tout ré-
 „cemment, et après le commencement de
 „la guerre (car en tems de paix il étoit re-
 „streint uniquement à la France), et ainsi
 „il ne pouvoit pas être entendu dans le
 „Traité de 1674. Et comme les vais-
 „seaux Hollandois ne font ce commerce
 „qu'avec une permission spéciale des Fran-
 „çois, ils ne peuvent être considérés que
 „comme navires de cette nation, qui a elle-
 „seule le droit de donner une telle permis-
 „sion, c'est à dire, comme navires Fran-
 „çois, et par conséquent ils peuvent être
 „saïs et confisqués (b).“ Les Hollandois
 alléguoient le même Traité de 1674. et le
 principe y adopté: *Le vaisseau libre rend les*
marchandises libres, selon lequel les mar-
 chandises des François chargées sur des vais-
 seaux Hollandois qui étoient libres, n'y
 pouvoient pas être saïs. Pour la liberté
 de naviguer des ports de la France aux Iles
 Françoises, et de celles-ci à la France, ils
 crurent pouvoir la prouver par la Déclara-
 tion du dit Traité fait d'un commun accord

en 1675, par ce que suivant elle, „les
 „vaisseaux des Sujets de l'une et de l'autre
 „des Parties pouvoient non seulement pas-
 „ser et trafiquer d'un port ou place neutre
 „dans une place ennemie, ou d'une place
 „ennemie dans une place neutre, mais aussi
 „d'un port ou place ennemie dans un au-
 „tre port ou place ennemie, soit que les
 „dites places apartinssent à un même Prince
 „ou à divers Princes, avec lesquels l'autre
 „Partie seroit en guerre (c).“ Cette Décla-
 ration semble être favorable aux Hollan-
 dois et mettre le droit de leur coté. Mais
 il étoit trop foible contre une Nation qui
 dominoit sur l'Océan. La saisie et la con-
 fiscation des bâtimens Hollandois continua
 donc comme elle avoit commencé, jusqu'
 à la fin de la guerre; et la perte des Négo-
 cians monta enfin à une Somme exorbi-
 tante, que quelquesuns vouloient estimer
 à 100 Millions (d).

(a) Art. 2. du Traité de 1674.

(b) *Reponse au Mémoire concernant la prise et
 détention des vaisseaux Hollandois allant ou venant
 des Iles Françoises. à Londres 1758. Voyez le
 Monthly Review for Dec. 1758. p. 578.*

(c) *Mémoire pour la Défense du Commerce et de la
 Navigation des Hollandois aux Indes Occidentales,
 dans les Mémoires. pour servir à l'Histoire de notre*

sems au Sujet des déprédations Angloises p. 359 et suiv. Voyez aussi ci-dessus §. LXXXVI.

(d) La Richesse de la Hollande Tom. II. p. 319. de la traduction Allemande.

§. CL.

La révolte des Colonies Angloises dans l'Amérique Septentrionale étoit pour la France une occasion aussi opportune que désirée de porter un coup très sensible à la Puissance qui avoit triomphé dans la dernière guerre ; et elle ne fut pas négligée. Louis XVI. soutint les Américains révoltés ; il fit une alliance avec eux , et les reconnut comme Etats libres et indépendans. Ce procédé devoit nécessairement allumer le flambeau d'une nouvelle guerre , qui ne pouvoit pas manquer d'exposer la navigation et le commerce des Nations neutres à beaucoup de difficultés et de dangers. La Cour de France fit publier 1778 26 Juill., une Ordonnance , où il étoit défendu à ses Armateurs de saisir et d'amener aux ports de France des vaisseaux neutres, quoique venant des ports ennemis ou y allant, excepté seulement les marchandises de Contrebande qui devoient être arrêtées et confisquées. Mais elle se réserva de révoquer cette liberté, en cas que la partie ad-

verfa ne fit pas une pareille Declaration dans le terme de fix mois. Cette Ordonnance étoit très rigoureuse en quelques articles. Elle portoit entre autres, qu'un vaisseau chargé de contrebande destinée pour l'ennemi, devoit être confisqué avec toute la cargaison, si les marchandises de contrebande en faisoient la troisième partie (a), et que le même devoit avoir lieu, si dans un vaisseau neutre se trouvoit un Commis ou un Officier ennemi. Il étoit aussi ordonné, que les seuls Papiers trouvés à bord, devoient être reçus comme preuves, et que ceux qu'on apporteroit ensuite, n'auroient aucune foi (b).

(a) Cela est contraire à l'usage établi dans presque tous les Traités de commerce.

(b) Cela est aussi rigoureux, et même injuste, étant contraire aux principes généraux de la Jurisprudence et à l'usage ordinaire.

§. CLI.

La guerre commença par des actes d'hostilité, sans aucune déclaration formelle. Les Armateurs Anglois saisirent non seulement des vaisseaux François, mais aussi beaucoup de neutres sous prétexte d'être chargés au compte des François, et les amenèrent aux ports d'Angleterre. Les Envoyés de Danemarck, de Suède, de Prusse et

des Provinces Unies en firent aussitôt des plaintes. Des Gens de sentimens modérés même en Angleterre, avoient que la guerre n'étant pas déclarée, ces navires n'avoient pu être saisis sous aucune couleur. Plusieurs de ceux furent aussi rendus avec dépens et dommages. Les marchandises de Contrebande, au nombre desquels on mit le bois pour la construction des vaisseaux et autres munitions navales, furent achetés pour le compte de l'Amirauté, et le frêt en fut payé, par ce que, disoit-on, les frêteurs de ces bâtimens n'avoient pas été instruits de la rupture, mais qu'à l'avenir cette raison ne pouvoit plus être valable. Le Roi de la Grande-Bretagne fit aussi publier une Ordonnance, où il étoit très sérieusement défendu aux Armateurs d'attaquer ou d'arrêter sous aucun prétexte, si ce n'étoit qu'à cause des munitions de guerre ou navales, des bâtimens ou effets appartenans à des Princes ou Etats amis ou à leurs Sujets, à moins qu'ils n'eussent des preuves certaines et non équivoques de la fausseté des Passeports et Connoissemens à eux montrés. Tout cela devoit aussi être particulièrement observé envers les vaisseaux des Provinces Unies, mais pareille-

ment avec l'exception des munitions de guerre et navales. Les Armateurs Anglois continuèrent donc à prendre des bâtimens Hollandois chargés de matériaux servans à la construction des vaisseaux, et souvent ils amenèrent les navires sans distinction aux ports Anglois. Ils furent à la vérité enfin relachés avec dépens et dommages ; mais avec tout cela les propriétaires, ayant perdu par une longue détention l'occasion d'une vente avantageuse, ne restèrent pas sans perte. Les villes d'Amsterdam, de Rotterdam et plusieurs autres de Hollande, de West-frise et de Frise s'adressèrent aux Etats de Hollande, aux Etats Généraux, et au Prince Stadhouder, demandant leur protection pour la conservation de la libre navigation et du commerce. Les Etats Généraux ne manquèrent pas de faire des remontrances par leur Envoyé à Londres sur les violences des Armateurs, et de demander le redressement des griefs, desquels un des plus grands étoit l'inobservation des Traités de commerce subsistans entre les deux Etats, beaucoup de bâtimens Hollandois étant saisis dont la cargaison n'avoit été que du bois de construction de vaisseaux ; ce qui étoit tout à fait contraire au

Traité de 1674 qui met expressement le bois et tous les autres matériaux servans à la construction et à l'équipement des vaisseaux, au nombre des marchandises permises. On remarqua aussi que bien que le bois fût payé, cela ne se faisoit qu'à un prix fixé arbitrairement.

§. CLII.

Mais il sembloit qu'en Angleterre on ne vouloit pas se régler si scrupuleusement sur ce Traité, quoique conçu en Termes très clairs et simples. Cela paroît par une Sentence rendue par la Cour d'Amirauté au sujet d'un bâtiment Hollandois chargé de bois propre à la construction des vaisseaux. L'un et l'autre étant propriété Hollandoise, fut réclamé en vertu du Traité de 1674. L'Armateur soutint que la cargaison étoit propriété Françoise. Par la Sentence il fut ordonné, „que le vaisseau fût restitué comme propriété Hollandoise, le frêt payé, la perte de tems, causée par le retardement bonifiée et la cargaison vendue aux Commissaires de l'Amirauté à juste prix, au profit des propriétaires.“ Les Juges publièrent les raisons de leur décision qui sont bien remarquables, par ce qu'ils y étoient de nouveau la Distinction d'entre la

Lettre et *l'Esprit* employée autrefois par Louis XIV. et alors tant sifflée en Angleterre même. On doit, „dirent-ils, considérer et interpréter autant *l'Esprit* que la „*Lettre* du Traité allégué de 1674. en le „comparant avec d'autres Traités qui subsistent entre les deux Etats, particulièrement avec ceux de 1670 et de Breda. „Que quoique les articles des chanvres, des „mats etc. soient spécialement nommés entre les marchandises non défendues dans „le Traité de 1674, les Traités d'une date „plus ancienne portoient expressement, „qu'aucune des deux Puissances ne pourroient donner du secours à l'Ennemi de „l'autre, en lui fournissant des armes, des „munitions et des vaisseaux. Qu'il n'y „avoit aucune différence qu'on fournit des „vaisseaux entièrement armés, ou qu'on le „fit en envoyant des parties dont on puisse „bientôt composer des vaisseaux; que sans „cela l'intention du Traité pourroit être „éludée, si un Hollandois fournissoit des „Mats, un second des Voiles, un troisième des Cordages; ce qui anéantiroit la „prohibition du secours, au sujet duquel „on croyoit s'être mis en sûreté. Que l'usage ou la coutume, continuoient-ils, se

„lon laquelle on a expliqué les Traités,
 „formoit en second lieu un argument très-
 „fort, d'autant que dans les deux guerres
 „précédentes entre la France et l'Angleter-
 „re, les Etats Généraux avoient été tenus
 „par les mêmes décisions, savoir qu'on à
 „détenu tous les matériaux servant à la ma-
 „rine et qui se trouvoient à bord des bâti-
 „mens Hollandois destinés pour la France;
 „et que présentement c'étoit le même cas.
 „Que d'après tous ces motifs la Cour avoit
 „donné le jugement ci-dessus qui ne portoit
 „aucun préjudice au propriétaire Hollan-
 „dois, puisqu'on lui payoit la juste valeur
 „de la cargaison, le frêt et les dommages
 „intérêts causés par la capture et la déten-
 „tion (a).“

(a) *Merc. Hist. et Polit.* 1779. Janv. p. 89. et suiv.

§. CLIII.

Dans les Provinces Unies on ne convint
 pourtant pas de cette interprétation nou-
 velle et d'ailleurs inusitée; on insista plutôt
 sur la lettre du Traité de 1674. Cepen-
 dant les Armateurs Anglois ne disconti-
 nuèrent pas de saisir les bâtimens Hollan-
 dois et de les amener dans les ports d'An-
 gleterre, où ils étoient souvent déclarés de
 bonne prise, ou du moins leurs proprié-

taires jettés dans des procédures aussi longues que dispendieuses. Hors de cela les Négocians qui en souffroient, se plaignirent que les Arimateurs Anglois s'arrogéient le droit de se faire exhiber, et même avec effraction, le chargement; que quelque fois ils en emportoient ce qu'ils jugeoient à propos, ou ce dont ils croyoient avoir besoin, et en enlevoient enfin les équipages, en les contraignant de servir sur leurs vaisseaux. Les Etats Généraux résolurent la-dessus de faire convoyer leurs bâtimens marchands par des vaisseaux de guerre. Afin de les en détourner, l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne leur représenta, „que l'apparente irrégularité dans la con-
 „duite de l'Angleterre, à l'égard des vais-
 „seaux des Puissances neutres navigans vers
 „les ports de France étoit occasionnée par
 „la nécessité de se défendre contre un en-
 „nemi qui avoit toujours agi par surprise;
 „que la guerre continuant et l'ennemi actif
 „n'oubliant rien de la pousser, le Roi étoit
 „mis dans l'obligation de se précautionner
 „contre ses desseins dangereux, et de son-
 „ger à sa propre défense et à la conserva-
 „tion de ses Royaumes; qu'il désiroit sin-
 „cèrement de respecter les Traités pour

„autant qu'ils ne tendoient pas directement
 „à l'exposer à un danger imminent, et que
 „c'étoit nullement son intention de troubler
 „le commerce des Hollandois usité avec la
 „France, à l'exception des munitions de
 „guerre et *Navales*, et cela avec toute l'é-
 „quité et même toute la générosité possi-
 „ble.“ Il proposa, „de se concerter sur
 „les moyens de régler à l'amiable ce qu'il
 „conviendrait de faire pour l'avenir à l'é-
 „gard des articles, lesquels sans vouloir
 „s'abandonner à la discrétion de son enne-
 „mi, il n'étoit pas possible de lui permet-
 „tre de recevoir tranquillement.“ Il s'of-
 frit pour cette fin à une négociation, et se
 flatta, ajoutoit-il, „que les Etats n'autorise-
 „roient point leurs Sujets de transporter sous
 „convoi en France des munitions navales
 „(a).“ L'effet de cette représentation étoit
 une Déclaration des Etats Généraux, suivant
 laquelle, les bâtimens chargés de ces sortes
 de marchandises, n'auroient pas à jouir de
 la protection des vaisseaux de guerre.

(a) *Merc. Hist. et Polit.* 1778. Dec. p. 702. et suiv.

§. CLIV.

Sur ces entrefaits la Cour de France y
 intervint. Elle fit représenter (1778, 7 Dec.,)
 aux Etats Généraux, „que le Roi, dans
 la persuasion qu'ils se conformeroient dans

„les circonstances actuelles aux principes
 „de la plus absolue neutralité, ayant com-
 „pris les Provinces Unies dans le Régle-
 „ment fait au mois de Juillet dernier con-
 „cernant le Commerce et la Navigation des
 „Neutres, il leur demandoit une explica-
 „tion claire et précise sur leur détermin-
 „tions ultérieures, et qu'il se décideroit
 „d'après leur réponse à maintenir ou à an-
 „nuller, en ce qui concernoit leurs Sujets,
 „les Réglemens. Que comme le Roi se
 „flattoit, les Etats procureroient à leur Pa-
 „villon et à leur Commerce toute la liberté
 „qui étoit une suite de leur indépendance,
 „et que le Droit des Gens et les Traités lui
 „assuroient; que la moindre dérogation à
 „ces principes caractériseroit une partialité
 „dont les effets entraineroient la nécessité
 „de faire cesser non seulement les avanta-
 „ges assurés à leur Pavillon par le Régle-
 „ment en faveur des Neutres, mais encore
 „les faveurs essentielles et gratuites dont le
 „commerce des Provinces Unies jouissoit
 „dans les ports de France.“ Le contenu
 de ce mémoire a été bientôt répété (19 Dec.)
 dans un autre Ecrit, remis au Conseiller-
 Pensionnaire de Hollande, et y ajouté:
 „que la liberté du Pavillon de la Républi-
 „que et de son Commerce deviendrait il-

„lusoire, et seroit altérée, si les Etats ne la
 „maintenoient pas par une protection con-
 „venable, et s'ils consentoient à priver
 „leurs Sujets des Convois, sans lesquels
 „ils ne pouvoient jouir de leurs droits. Une
 „résolution de quelque nature qu'elle soit,
 „dont l'effet les frustreroit d'une protection
 „si légitime, soit pour toutes les branches
 „de leur commerce en général, soit en
 „particulier pour celles des provisions na-
 „vales de toutes espèces, seroit regardée
 „dans les circonstances présentes comme
 „un acte de partialité dérogative aux prin-
 „cipes d'une absolue neutralité, et entraî-
 „neroit inévitablement la conséquence an-
 „noncée dans le Mémoire précédant (a).“

(a) *Merc. Hist. et Polit.* 1779. Fevr. p. 242. 246.

§. CLV.

Les Etats Généraux ayant cependant
 sur les instances de la Cour Britannique éxi-
 mé de la protection des Convois les vais-
 seaux chargés de bois et d'autres matériaux
 servans à la construction des vaisseaux l'Amb-
 assadeur de France leur fit connoître (1779,
 Janv.), par une troisième Memoire, „que
 „le Roi son Maître étoit dans la ferme ré-
 „solution de regarder cette restriction, qui
 „ne pouvoit devenir avantageuse qu'à ses
 „ennemis, comme un témoignage de par-

„tialité dérogatoire aux principes d'une
 „neutralité absolue.“ Il déclara en même
 tems aux Etats, „que s'ils persisteroient à
 „refuser aux Négocians toute la protection
 „qu'ils sollicitoient, et s'ils continuoient à
 „modifier en faveur des ennemis du Roi,
 „l'exercice de leurs Droits, Sa Majesté
 „étoit décidée de faire publier incessam-
 „ment un Règlement nouveau relativement
 „au commerce et à la navigation des Su-
 „jets de la République.“ Aussi étoit-il déjà
 fait et l'Ambassadeur en remit une Copie
 aux Etats (a).

(a) *Merc. Hist. et Polit.* 1779. Fevr. p. 246. et suiv.

§. CLVI.

Beaucoup de Négocians, Propriétaires,
 Assûreurs et Maîtres de vaisseaux dans la
 Hollande et dans les autres Provinces, sur-
 tout à Amsterdam, firent de jour en jour
 de nouvelles plaintes sur les Armateurs An-
 glois ; et on en vint enfin à de sérieuses
 délibérations, tant dans l'Assemblée des
 Etats Généraux, que dans celle des Etats
 particuliers des Provinces. Dans l'Assem-
 blée de ceux de Hollande, la ville d'Am-
 sterdam insista fortement sur une protection
 indéfinie des bâtimens marchands des Pro-
 vinces Unies par des vaisseaux de guerre,
 et sans distinction de leurs chargemens.

Mais dans celle des États Généraux, la pluralité des voix étoit pour le maintien des résolutions antérieures. Là-dessus le Roi de France fit aussitôt publier son Règlement relatif aux batimens des Sujets des Provinces Unies, qui étoit déjà fait le 14eme Janvier au Conseil d'Etat. Il contenoit, „que „la République des Provinces Unies, n'ayant „pas obtenu de la Cour de Londres une liberté pour la navigation, égale à celle „que le Roi avoit promise à son Pavillon, „et que ses Traités avec l'Angleterre lui assuroient, il révoquoit à l'égard des Sujets „de la République les Avantages annoncés „par le Règlement concernant le Commerce et la Navigation des bâtimens neutres, et qu'en outre il assujettissoit les bâtimens des Provinces Unies et leurs denrées à quelques droits dont ils avoient „d'ailleurs été libres; excepté la ville d'Amsterdam, aux bâtimens de la quelle il conservoit la liberté promise par le Règlement et l'exemption des nouveaux droits, „par ce qu'elle avoit fait les efforts les plus patriotiques pour la conservation de la liberté illimitée du Pavillon de la République (a). (L'un et l'autre de ces avantages a été depuis accordé aussi à la ville de Haarlem, par le même motif). Sur cette

Déclaration, il s'en suivit bientôt une Contre-déclaration de la Cour de Londres, portant qu'on feroit arrêter les vaisseaux d'Amsterdam destinés pour la France, et ne troubleroit pas les autres dans leur cours, pourvu qu'ils ne fussent pas chargés de marchandises de Contrebande.

(a) *Merc. Hist. et Polit.* 1779. Fevr. p. 229.

§. CLVII.

Ces Déclarations des deux Cours n'embarassèrent pas peu les Etats Généraux. Celle de la Grande-Bretagne avoit désiré qu'il leur plût de faire une exception à l'égard de l'article du Traité de 1674, par lequel le bois et autres matériaux servans à la construction et l'équipement des vaisseaux, étoient déclarés libres, et ils y avoient en quelque manière consenti par la Déclaration, que les bâtimens de leurs Sujets chargés de ces sortes d'effets n'auroient pas à jouir de la protection des Convois. La France au contraire demanda aux Etats d'insister absolument sur l'accomplissement du dit article, et de donner à cette fin des Convois à leurs bâtimens marchands. Du coté de l'Angleterre on y remarqua, que c'étoit empiéter sur les Droits de Souveraineté d'un Etat libre auquel aucune Puissance étrangère ne pouvoit donner des Loix.

Et en vérité, si l'affaire est considérée en elle même, et sans les circonstances particulières y intervenantes, les Etats étoient sans doute pleinement en droit de faire selon leur bon plaisir l'exception sus-dite. C'étoit une affaire qui ne touchoit en rien un troisieme, et où personne n'avoit rien à leur prescrire. Mais l'exception s'étant faite dans un tems de guerre, entre la France et l'Angleterre, à l'avantage de celle-ci, et au désavantage de celle-là, cette conjoncture donna occasion à la Cour de France de faire aux Etats une telle demande, qui en elle-même sembloit être impérieuse.

§. CLVIII.

Les Etats Généraux s'étoient donc attirés par leur complaisance envers l'Angleterre des désagréments de la part de la France, et les Amsterdamois et Haarlemois favorisés par la France, avoient d'autant plus de vexations à craindre des Anglois. Maintenant les Négocians Hollandois firent de nouveau de grands mouvemens, ayant perdu par le nouveau Règlement du Roi de France, les avantages et les exemptions de certains droits dont ils avoient joui dans leur commerce François par une concession gratuite du Roi, sans qu'il y fut obligé

par aucun Traité. Cela fit enfin résoudre les Etats Généraux (1779, 26 Avr.), à donner indistinctement des Convois aux bâtimens marchands des Provinces Unies, et à faire armer à cette fin 32 vaisseaux de guerre et fregates. Mais cette résolution n'étoit pas prise unanimement, les Etats de Zéelande ayant refusé leur consentement aux Convois pour les bâtimens chargés de munitions navales, par ce qu'ils crurent, dans les conjonctures présentes, cette démarche trop delicate; et c'est pourquoi la Résolution des Etats Généraux n'a pas été pleinement mise en execution. Antérieurement à tout cela, les Rois de Danemarck et de Suède, avoient déjà résolu de faire convoyer leurs bâtimens marchands pour les protéger contre les insultes des Armateurs des Puissances belligérantes, et pour faire respecter leur Pavillon. Tous les deux ont mis pour cela en mer un bon nombre de vaisseaux de guerre, ce qui à cette même fin a aussi été fait par la Russie. Ainsi un empressement général semble être éveillé pour la défense de la navigation libre et du commerce maritime des Nations neutres. Il faudra donc attendre les suites de ces mesures vigoureuses.

Section X.

Remarques miscellanées sur le Commerce libre des Sujets des Puissances belligérantes quelque fois permis, et sur la Conservation des Droits des Etats neutres relatifs au Commerce en tems de guerres.

§. CLIX.

La navigation et le commerce des Sujets des Puissances maritimes belligérantes sont toujours exposés à un danger imminent, le droit de la guerre donnant et leurs bâtimens et la cargaison en proie à l'ennemi. Mais le commerce maritime des Peuples neutres ne se trouve pas dans une situation moins précaire et désavantageuse, par ce que les vaisseaux de guerre et les Armateurs des Parties belligérantes, sous prétexte de marchandises de Contrebande ou ennemies, arrêtaient et saisissent leurs batimens en pleine mer, ce qui comme nous avons vû a pour eux des suites très facheuses et dommageables. Et même on peut dire vraiment que les bâtimens marchands des Etats neutres ont plus à craindre, que ceux des Belligérans, ceux-ci n'étant en proie qu'à

leur Partie adverse, ceux-là se voyant pour-
suivis et pris par toutes les deux Parties;

§. CLX.

Tous ces inconvéniens sont des effets
de la guerre que le Droit de la Nature n'au-
torise aucunement, et qu'une injustice ma-
nifeste a introduits comme un usage sous
le nom de Droit des Gens. La guerre est
un mal nécessaire, qui non obstant tant de
Systèmes et de Projets faits pour l'établisse-
ment d'une Paix perpétuelle dans l'Europe
Chrétienne, n'en pourra jamais être ban-
nie. Cependant c'est un devoir des Peu-
ples et de leurs Souverains de diminuer le
mal autant qu'il est possible, et de le ren-
dre au moins plus supportable. Aussi les
mœurs peu à peu adoucies et des sentimens
plus humains et généreux y ont-ils déjà fait
un changement très considérable. Les
guerriers barbares des Siècles passés se cru-
rent permis tout ce qu'ils avoient la force
d'exécuter. Ils dévastèrent les païs, ils
saccagèrent et brûlèrent les villes et les vil-
lages, ils massacrèrent les Habitans, ils
violèrent les femmes et les vierges, ils com-
mitent, en un mot, tous les excès dont
la pétulance et la brutalité étoient capables.
Un usage si cruel dominoit encore dans la

guerre Allemande de trente ans. Cette fureur de ruiner les païs et les hommes a depuis cessé si non entièrement, du moins en quelque manière. La dernière Scène d'une dévastation inhumaine et barbare a été le Palatinat et les Païs confins ou les François en 1688 et 1689, mirent tout à feu et rendirent par là ces belles et fertiles contrées, pour un tems, inhabitables pour l'espèce humaine. A présent le fardeau le plus accablant de ceux que le sort des armes a fait tomber sous la puissance de l'ennemi, sont les contributions et les livraisons immodérées qui leur sont imposées et exigées avec trop de rigueur. Il seroit bien à souhaiter qu'on fit cesser ou du moins qu'on amoindrit ces calamités par lesquelles les païs et les villes sont ruinés pour plusieurs années et réduits à la dernière indigence. Cela seroit un objet très digne de la considération de ces Princes, qui font leurs *propres guerres*, et non pas celles de *leurs Peuples*. S'ils faisoient réflexion sur ce qu'ils font pour le peuple, et que le peuple n'est pas pour eux, ils y trouveroient des motifs de compassion et de ménagement de tant de milliers d'innocens, et même une argente obligation de les faire

souffrir le moins qu'il seroit possible. Ils devroient étant devenus Maitres des païs de la Partie adverse, se contenter de l'acquisition de son Domaine, de ses Droits, et de ses Revenus, et laisser ses Sujets dans la possession et jouissance de leurs biens, et ne les point troubler dans l'exercice de leur profession et de leur negoce.

§. CLXI.

A l'effet d'augmenter le bon-heur des Peuples, et de diminuer le malheur de la guerre, ce seroit un événement très désirable de voir les Puissances maritimes, étant en guerre, laisser la navigation et le commerce libres entre leurs Sujets. Toutes les deux Parties y gagneroient infiniment, et surtout celle dont le commerce seroit le plus étendu et le plus florissant. Car ayant plus de bâtimens marchands en mer que son ennemi, celui-ci pourroit lui en enlever un nombre d'autant plus considérable. L'expérience a prouvé cela dans les deux grandes guerres terminées par les Traités de paix de Ryswyk et d'Utrecht. Même alors que la marine de Louis XIV. étoit déjà en décadence, de petites Escadres Françoises, commandées par un du Bart, du Gue-Trouin, de Pointis, de Forbin, ont fait aux Anglois et aux Hollandois par

la prise d'un nombre infini de leurs bâtimens, un dommage immense qui surpassoit de beaucoup celui qu'ils avoient fait aux François. En général la guerre, Corfaire n'a point d'autres suites que la destruction du commerce de l'une et de l'autre Partie; ce qui est une véritable perte pour toutes les deux. Et bien que quelques Particuliers s'enrichissent par ces sortes d'entreprises, en récompense beaucoup de Négocians qui ont perdu leurs navires et leurs effets, en deviennent insolubles et banqueroutés. Enfin l'Etat lui-même ne gagne rien par les captures les plus nombreuses et les plus heureuses. Il seroit donc fort avantageux à toutes les deux Parties de laisser même en tems de guerre, le cours libre au commerce de leurs Sujets.

§. CLXII.

Aussi ces avantages réciproques et d'autres considérations d'humanité ont-ils été quelque fois des motifs de permettre le libre commerce et l'exercice d'autres professions au milieu de la guerre. Charles V. et François I. firent à cet effet (1521, 2 Octob.), dans leur première guerre, un Traité, où il est dit, entre autres, „qu'ayant été „fait de part et d'autre de fréquentes de „prédations et incursions à l'occasion de

„cette guerre, par mer et par terre, au
 „grand et intolérable détriment des Sujets
 „innocens, et qu'à cause de cela même, la
 „pêche donnée par la bonté de Dieu pour
 „appaîser la faim des pauvres, devant ces-
 „ser, on étoit convenu de laisser libre (pour
 „un certain tems) aux Sujets de l'une et de
 „l'autre Puissance la pêche d'harang et de
 „toutes sortes de poissons (a).“ Dans la
 guerre entre Louis XIV. et les Provinces
 Unies il a été de même accordé (1675, 17
 Août.), „que la pêche seroit libre pour les
 „François aux côtes de Hollande, pour les
 „Hollandois à celles de France, et pour
 „tous les deux à celles d'Angleterre et d'E-
 „cosse (b).“

(a) DV MONT Tom. IV. P. 1. p. 352.

(b) ROUSSET Suppl. Tom. II. P. 1. p. 352.

§. CLXIII.

Les Etats Généraux des Païs-Bas Unis
 ayant déclaré en 1675. la guerre au Roi de
 Suède à cause de l'invasion faite dans les
 païs de l'Electeur de Brandebourg, leur Al-
 lié, ils conclurent néanmoins bientôt après
 (26 Nov.) un Traité avec lui, en vertu du-
 quel la navigation et le commerce entre eux
 devoient rester libres aussi bien pendant la
 guerre qu'ils l'avoient été avant (a).

(a) DV MONT Tom. VII. P. 1. p. 316.

§. CLXIV.

Au milieu de la guerre de la France avec l'Espagne et les Provinces Unies il a aussi été fait une convention (1675, 25 Oct.), par la quelle il étoit stipulé, „que le „trafic seroit ouvert et libre de France en „Hollande et d'Hollande en France sur les „rivières de Meuse et de Sambre et autres, „comme aussi par terre dans les villes et sur „le plat país de France, d'Espagne et de „Liège; et ce pour toutes les marchandises permises, et pour toute sorte de grains, „sans en excepter d'autres que les marchandises de contrebande (a).“ Et c'est de la même manière qu'en la guerre suivante commencée en 1688, la ville de Bayonne et le País de Labourt d'une part, et la Province de Guipuscoa de l'autre ont conclu avec le consentement des Rois de France et d'Espagne, (1694, 24 Août.) un Traité, suivant lequel „tous les actes d'hostilité par mer et „par terre devoient cesser, et la libre navigation et commerce permis à toutes les „deux Parties.“ De semblables Traités avoient été déjà faits entre elles dans les guerres passées, aux années de 1653 et de 1668 (b).

(a) DV MONT Tom. VII. P. 1. p. 313.

(b) Ibid. P. 2. p. 342.

§. CLXV.

Dans les dernières guerres d'Allemagne, les Parties belligérantes ont aussi promis et donné une pleine sûreté aux villes commerçantes, où se tenoient des foires, et aux marchands qui y iroient et en reviendroient, tant pour leurs personnes que pour leurs effets et leurs marchandises. Et même des Peuples que nous appellons barbares, les Turcs et les Persans, ont pour leur commun avantage stipulé entre eux par des conventions, „que le commerce intérieur „et extérieur ne seroit pas plus empêché „pendant la guerre, qu'en tems de paix, et „que les Caravanes pourroient passer en „toute sûreté, toutes les deux Nations y „étant également intéressées (a).“

(a) ADAM OLEARIVS in der Moscovitischen und Persianischen Reisebeschreibung (Hambourg 1696. fol.) B. V Cap. 18. p. 316.

§. CLXVI.

Ce qu'on a fait en faveur du commerce et à l'avantage des hommes en quelques cas, se pourroit aussi faire en plusieurs ou en toutes occurrences. Les Sujets des Parties belligérantes recueilleroient d'abondans fruits d'une conduite si digne de l'humanité et de la bienfaisance. Et supposé que la crainte des espions et des traitres conseillât aux Belligérans d'abroger et d'interdire la

communication entre leurs païs et leurs Sujets, ils pourroient pourtant leur permettre le commerce libre avec les Etats neutres. Les marchandises défenduës feroient à la vérité ici une grande difficulté. Car les Belligérans n'en voulant pas perimettre le transport dans les païs ennemis, même aux neutres, d'autant moins voudroient-ils perimettre à l'ennemi de les aller querir dans un païs neutre. Que faire donc ici? Rien autre que de le défendre; et ce feroit alors l'affaire des vaisseaux de guerre et des Armateurs, de donner du poids à la défense, et de l'exécuter.

§. CLXVII.

Mais une bonne ou mauvaise politique, (je n'en décide pas) met des obstacles encore plus forts au commerce des Puissances maritimes belligérantes. Leurs guerres sont le plus souvent des *guerres nationales*. C'est le but principal de l'une et de l'autre des Parties, de se rendre malheureuses et de s'appauvrir mutuellement. Chacune emploie donc toutes ses forces à détruire le commerce de son adversaire, à établir le sien sur ses ruines. Mais un tel dessein est aussi vain et dangereux qu'inhumain. Le mal qu'une Partie se propose de faire à l'autre, retombe souvent sur l'auteur, les ac-

cidens de la guerre faisant à l'imprévu avorter les entreprises les mieux concertées. Et néanmoins de tels projets extravagans et pernicioeux se font à chaque occasion, et on hazarde substance et vie à les exécuter, L'acharnement des Peuples est dans leurs propres guerres, trop violent, pour être disposés à écouter la voix douce de la bienveillance et de la bienfaisance. C'est selon leur sentiment, un gain et un avantage d'écraser leur adverfaire, sans regarder le péril auquel ils s'exposent de se ruiner eux-mêmes.

§. CLXVIII.

Cependant si cela ne peut être autrement, et que des ennemis déclarés ne se veulent traiter qu'en ennemis, ils devroient du moins ménager les amis ou les Neutres. Mais à beaucoup d'égards, ils ne font point de distinction entre Ami et Ennemi. C'est un reste de la barbarie qui dominoit autrefois. Il y avoit un tems où les peuples n'avoient point d'idée de ce qui est juste ou injuste. La force seule decidoit de tout, et on réputoit ce qu'on étoit en état de ravir violemment à un autre pour bonne acquisition. Ces principes donnèrent naissance aux pirateries de l'ancien et du moyen âge. Dans les guerres maritimes on ne vit point d'ordre ni de discipline; elles ne furent

qu'un brigandage général. Qui avoit du bien et du courage, armoit autant de vaisseaux qu'il pouvoit, contre l'ennemi; et chaque bâtiment en mer étoit traité en ennemi, quoiqu'il ne fût pas ennemi. On le jugeoit de bonne prise. Après que les Peuples eurent reconnus la différence qu'il y a entre Droit et Tort, et entre Amis et Ennemis, et après avoir appris, qu'il n'étoit pas permis de poursuivre et d'attaquer que ceux-ci, et non ceux-là; la rapacité inventa néanmoins un prétexte de saisir les bâtimens de ceux qui n'étoient pas ennemis; et ce prétexte fut le chargement de marchandises appartenantes à l'Ennemi. Mais ce procédé donnant occasion à de fréquentes déprédations et à des saisissemens injustes de beaucoup d'effets et de denrées, les Belligérans trouvèrent à propos de faire examiner judiciairement, si les marchandises trouvées à bord des bâtimens pris, étoient actuellement propriété ennemie au non? Dans le premier cas, on les adjugea au preneur, dans le second, on déclara le vaisseau et sa cargaison, libres. Après que ces procédures, quoique très-oppoſées à la justice, eurent obtenu la force de Coutume, les Princes et les Peuples faisant la guerre sur mer, se crurent parfaitement en droit

de réduire le commerce des Nations neutres à de certaines bornes. Ils leur défendirent de charger et de transporter dans leurs navires des effets appartenans à l'ennemi ou à des Sujets ennemis. Ce droit étrange et chimérique de prescrire des loix aux Peuples neutres pour leur commerce, fut depuis étendu encore plus loin. Les Belligérans ne voulurent pas souffrir non plus, qu'à leurs ennemis il fut porté et vendu par des Négocians étrangers des armes et des munitions de guerre. Ils les firent saisir de même que les marchandises ennemies; et qui plus est, ils en punirent les Propriétaires de la confiscation du bâtiment et de tout ce qui s'y trouvoit. Un procédé si violent contrasta ouvertement avec tous les principes du Droit: mais les préjugés du tems et des hommes, le firent valoir. On réputa les usurpations des Parties belligérantes sur les Droits des Nations neutres et de leurs Souverains permises et justes, par ce qu'un long usage les avoit comme sanctifiés. Ce n'est donc que la rapacité des anciens guerriers marins, et l'erreur des Siècles postérieurs, qui ont mis en vogue les prétendus droits des Belligérans, contre les Nations neutres.

§. CLXIX.

L'usage d'interdire à des Négocians neu-

tres le commerce de munitions de guerre,
 et comme on a fait quelque fois ci-devant,
 et le fait à présent, aussi celui des mate-
 riaux pour la construction des vaisseaux est
 à bien des égards très injuste. Il y a en
 Europe, comme on a déjà remarqué ci-
 dessus (§. XXXII.), plusieurs pays, où des
 munitions de guerre et navales y étant les
 produits les plus abondans et de la meilleur
 qualité, les habitans se voyent par ces In-
 terdits privés d'une partie considérable de
 leur commerce ordinaire. Même beaucoup
 de gens qui gagnent leur vie à préparer et
 à faire ces sortes de marchandises, perdent
 par là les moyens de leur subsistance jour-
 nalière. Sont ils si absolument obligés d'ab-
 abandonner, selon le bon plaisir d'un autre,
 qui ne leur a rien à commander, leur mé-
 tier, et de vivre dans l'inaction qui les ré-
 duit à l'indigence et à la misère? Ou faut-il
 qu'ils meurent de faim, afin qu'un autre
 puisse d'autant plus aisément accabler son
 Ennemi? Aussi peu que cela est compatible
 avec la justice, l'usage d'interdire aux neu-
 tres le commerce de munitions de guerre
 et navales convient-il avec d'autres usages
 reçus en Europe. On a vu des Puissances
 neutres donner quelque fois à l'une des Par-
 ties Belligérantes des Millions de Subside,

sans que l'autre en eut fait des plaintes, comme d'une violation de la neutralité. Et à l'encontre les Belligérans ne veulent pas permettre aux Négocians neutres de vendre à l'ennemi une médiocre quantité de poudre ou de bois de construction. Quelle proportion y a-t-il d'une cargaison si inconsiderable à des Millions d'argent suffisans pour mettre surpié de nombreuses armées et équiper des flottes? De plus, on a vu des Corps de troupes très considérables envoyés par des Puissances neutres au secours d'une des Parties belligérantes, sans que l'autre ait senti cela comme une infraction de la neutralité. Tout cela est une contradiction évidente dans la conduite des Puissances belligérantes en Europe. On peut en tirer très justement cette conséquence contre elles, que permettant une chose qui leur est très nuisible, elles sont d'autant plus obligées de permettre ce qui ne peut l'être qu'à un degré beaucoup moindre. Qu'elles n'agissent pas en conséquence, c'est une grande irrégularité qui n'est explicable, que par ce qu'il leur est plus aisé de saisir un bâtiment marchand sans défense que de prendre revanche d'un Prince puissant, pour avoir envoyé des Subsidés pécuniaires ou des troupes au secours de l'ennemi.

§. CLXX.

La faisie et la confiscation des munitions de guerre appartenantes à des Négocians neutres et destinées pour des places ennemies, est un grief très-énorme et absolument contraire au Droit des Gens Universel (§. XXXII.). Mais les Etats et les Peuples de l'Europe ayant reconnu, ou par des Traités exprès, ou tacitement, ce procédé violent comme un Droit des Belligérans, il faut qu'ils souffrent patiemment le dommage en résultant pour leurs fabriques et leur commerce, quoique par l'exercice de ce prétendu droit, les Belligérans n'y gagnent rien. On n'a jamais vû qu'une Partie ait été par là forcée à mettre bas les armes, et à demander la paix. Et c'est ainsi que les Couronnes de Portugal et d'Espagne ont regardé l'affaire. Car celle-là dans ses Traités avec l'Angleterre et les Provinces Unies (§. LXXIV. + LXXXIX.), celle-ci dans le sien avec les villes Hanseatiques (§. LXXV.), ont expressement permis le transport des munitions de guerre à leurs ennemis, avec la seule restriction qu'elles ne fussent pas tirées des païs de Portugal et d'Espagne mêmes ni en portées aux ports ennemis. Le commerce libre de ces sortes de marchandises, au lieu d'être nuisible aux Parties bel-

figérantes, leur pourroit devenir plutôt avantageux. Car comme elles en ont besoin toutes les deux, elles pourroient s'en pourvoir à leur aise, et cela d'autant plus que les Négocians étrangers les portent aussi bien à une Partie qu'à l'autre, et qu'ils ne songent qu'à en retirer le plus grand profit possible, leur étant au reste indifférent de les vendre ou ça ou là. Donc la saisie et la confiscation des munitions de guerre n'est pas tant un Avantage des Belligérans, qu'une Vexation des Neutres. Un autre grief non moins incommode aux Neutres, est la saisie de leurs bâtimens pour avoir chargé des marchandises ennemies. Cette gêne ruineuse du commerce contraste non seulement avec le Droit des Gens Universel, mais aussi avec celui de l'Europe (§. XLVIII, CIX, CX.). En vérité peut-on se figurer un despotisme plus outré que celui que les Puissances maritimes exercent contre les Sujets des Etats neutres, en leur ordonnant de ne pas charger dans leurs bâtimens des marchandises des Négocians étrangers, ni de les transporter dans d'autres lieux. Aussi ce procédé des Belligérans, n'est il que peu ou point du tout avantageux à l'Etat même, les marchandises ennemies saisies étant d'ordinaire abandonnées ou entièrement ou

pour la plus grande partie aux Armateurs, comme leur propriété bien acquise. Mais il y a encore d'autres motifs pour ces saisissens des effets ennemis, dans les vaisseaux neutres. C'est le désir de dominer et de faire sentir à d'autres le poids de sa puissance; c'est le caprice et l'émulation en fait de commerce, et c'est enfin l'opportunité de troubler ou même de ruiner la navigation commerçante d'un Peuple neutre dont on est jaloux. Quelle loi a imposé aux Puissances neutres ou leur en peut imposer l'obligation de souffrir des injustices si manifestes? On pourroit à la vérité objecter ici que les Droits des Puissances Européennes étant égaux et reciproques, ce qui convient à l'une en tems de guerre, doit aussi convenir à l'autre, faisant la guerre, et qu'ainsi le droit de saisir des effets ennemis à bord neutre sera aussi réciproque. — J'y réponds que ce raisonnement n'est applicable qu'aux seules Puissances Maritimes. Mais il y a des Etats très respectables en Europe qui ne le sont pas, et dont les Sujets font néanmoins un commerce considérable par mer, comme l'Empire d'Allemagne, la Maison d'Autriche, le Roi de Prusse, la République de Pologne, l'Electeur de Braunswic-Lunebourg, le Duc de Meclebourg et celui de Courlande.

Tous ces Etats ne gagnent rien par la prétendue réciprocité, par ce qu'en faisant la guerre, ils n'ont ni forces navales ni Armateurs en mer qui pourroient exercer ce droit réciproque. Ces Puissances doivent-elles, malgré cela, supporter un mal qu'elles n'auront jamais l'occasion de faire sentir à ceux qui le leur ont fait? Il est aisé à voir, que de cette manière, l'égalité naturelle des Etats et de leurs Droits est en effet anéantie.

§. CLXXI.

La plupart des Puissances de l'Europe ont il y a longtems délivré le commerce maritime de leurs Sujets de cette contrainte et de ces entraves peinibles, que ni droit ni loi mais un usage injuste et irraisonnable y avoit mises. Elles ont stipulé dans tous leurs Traités de commerce une entière liberté pour leurs vaisseaux et la cargaison. C'est par là qu'on a changé l'ancien usage qui abandonnoit les marchandises ennemies à bord d'un bâtiment neutre à la discretion des Belligérans, et qu'on aintroduit un nouveau principe suivant lequel un vaisseau neutre par ce qu'il est libre, rend la cargaison libre. Conformément à ce principe, toutes les causes des neutres devroient être indistinctement décidées. Mais les Belligérans refusent de l'admettre, si non envers les Etats

avec lesquels ils ont conclu des Traités selon le dit nouveau principe; et ils prétendent traiter tous ceux avec lesquels ils n'ont point fait de Traités, selon l'usage ancien; ce qui est très injuste. Car le nouveau principe étant reçu en général et presque dans tous les Traités de commerce, et étant devenu par là le Droit des Nations Européennes dans ces affaires (§. CX, CXI.), tous les Etats neutres qui n'ont point de Traités avec les Belligérans, sont en droit de demander que leurs Sujets soient traités selon le nouveau Droit des Gens, comme le Roi de Prusse a fait dans les Différends avec l'Angleterre, dont on a donné ci-dessus le précis (§. CXLIV — CXLVII.). De plus ils peuvent demander de leur plein droit aux Puissances maritimes, qu'elles fassent avec eux des Traités de commerce selon le nouveau Droit des Gens. Aussi les Etats entre lesquels et les Belligérans il subsiste encore des Traités faits selon l'ancien Droit des Gens, pourront-ils exiger que ces Traités soient changés et conformés au nouveau. Car celui-ci diminuant les inconvéniens des Négocians neutres, et leur donnant de grands avantages sur ceux dans les causes desquels l'ancien Droit des Gens est appliqué, c'est une juste demande de tous les Etats qui ne jouissent pas de ces

avantages, qu'ils en soient aussi faits participants. Il n'y a aucune raison valable de les en exclure, et de les traiter comme étant de pire condition que d'autres leurs semblables. Et comment les Princes Chrétiens en Europe pourront ils se refuser l'un à l'autre une chose que même les Etats barbaresques d'Afrique accordent à ceux qui font des Traités avec eux ?

§. CLXXII.

Pour procurer toute la sûreté possible en tems de guerre au commerce maritime, dont l'accroissement fait à présent un des objets des plus importans de tous les Etats confins à la mer, ce seroit un grand avantage pour toutes les Nations de l'Europe, et un Ouvrage très digne de leurs Souverains, de faire composer un Code de Droit de Guerre et de Marine général relatif au commerce maritime, où les Droits des Belligérans envers des bâtimens marchands neutres soient ponctuellement déterminés, et de justes bornes mises à leurs prétentions trop étendues. Le Droit des Gens Universel n'autorisant rien de tout ce que les Belligérans entreprennent contre les vaisseaux marchands des Nations neutres, sous prétexte du Droit des Gens, notamment la saisie et la confiscation des marchandises de Contrebande et en

ennies dans les vaisseaux neutres ; et des
 marchandises neutres dans les vaisseaux en-
 nemis, il ne seroit que juste de rendre aux
 Négocians neutres les Droits naturels qui
 leur ont été ravis par une usurpation injuste.
 Le consentement des Puissances Maritimes
 du premier Rang seroit ici l'affaire princi-
 pale. Mais pourra-t-on espérer de leur gé-
 nérosité et de leur humanité, qu'elles aime-
 ront mieux céder à l'équité évidente, que
 de soutenir un Droit à la vérité injuste, mais
 dont elles sont en possession depuis plusieurs
 Siècles ? Si par malheur cette espérance étoit
 vaine, il faudroit se contenter de stipuler
 que l'ancien usage si incommode aux Com-
 merçans, d'arrêter en pleine mer des vais-
 seaux neutres, de les visiter sur la présom-
 tion des marchandises ennemies y chargées,
 et enfin de les saisir, soit abrogé, et que le
 nouveau principe, suivant le quel *le vaisseau
 libre rend les marchandises libres*, soit au con-
 traire reçu partout, et de tous les Etats Eu-
 ropéens. Par-là l'avidité des Armateurs se-
 roit restreinte. Ils ne pourroient demander
 aux bâtimens neutres, que l'exhibition de
 leurs Passeports et Lettres de Mer, et ils n'au-
 roient aucun prétexte de les saisir, ni de les
 amener dans un port pour une disquisition
 judiciaire. Les Sujets des Etats neutres tra-

flaquans en retireroient le grand avantage de pouvoir continuer par mer leur route sans interruption, et sans être engagés dans des procédures ennuyeuses et dispendieuses devant les Tribunaux des Belligérans, d'où ils n'ont à attendre qu'une perte certaine et très-considérable. Surtoût un tel nouveau Règlement seroit avantageux aux Villes commerçantes de l'Empire d'Allemagne, et à d'autres qui souffrent le plus en tems de guerre, leurs Souverains n'ayant point de forces maritimes pour les protéger.

§. CLXXHI.
Et bien que les Parties belligérantes aient à perdre par ce changement de principes et d'usages, leur prétention sur des effets ennemis chargés à bord neutre, cette perte est compensée par la saisie permise des marchandises neutres dans les vaisseaux ennemis; et outre cela ils retiennent le Droit de saisir les munitions de guerre qu'ils trouveront dans des bâtimens neutres destinés pour des païs et ports ennemis. Le Droit des Gens Universel ne leur permettant ni l'un ni l'autre, c'est une grande condescendance des Neutres d'y acquiescer, et de le regarder comme un Sacrifice de la nécessité où ils se trouvent de choisir de deux maux qu'ils ne feroient éviter ensemble, celui qui est le moins.

dre. En effet, il est extrêmement mortifiant pour les Etats neutres, de se voir obligés à reconnoître des loix si dures et si préjudiciables à leurs Droits de Souveraineté et au commerce maritime de leurs Sujets ; ce qui de l'autre coté est bien avantageux aux Belligérans ayant par là acquis la possession des Droits auxquels d'ailleurs ils n'auroient pu aucunement prétendre. De ces avantages ceux-ci pourroient se contenter, d'autant plus que d'ordinaire ils ne font que la plus petite partie des Etats Européens, au lieu que les Neutres en font la plus grande. Il est plus convenable à l'équité et à la raison que les Droits vrais et incontestables du plus grand nombre précèdent les Prétentions mal fondées et problématiques du plus petit ; surtout en considération de ce que ceux-là perdent beaucoup par la restriction de leurs Droits, et ceux-ci gagnent beaucoup par l'extension de leurs Prétentions. La cause de ceux qui ne tâchent que d'éviter un dommage, est toujours plus favorable que celle de ceux, qui au préjudice d'un autre, ambitionnent un avantage très grand et extraordinaire.

Fautes à corriger.

- p. IV. ligne 15, 16, lisez prescrivent.
- XXV. — 7. — faits.
4. rem. (a) ligne 15, lisez en 1733. Cette proposition *en* est aussi à suppléer dans plusieurs passages où elle est omise devant les nombres des années.
17. ligne dern. lisez & toutes les violences.
35. — 8 — où. *p. 24. l. 3. lisez de la*
47. — 7 — l'a vérifiée. *p. 26. l. 1. lisez*
49. — 15 effacez et.
55. — 18 lisez et de même. *p. 27. l. 1. lisez*
- 89 — 10, 11 — Etats neutres.
93. — 27 — a ajouté. *p. 28. l. 1. lisez*
- ibid. — 12. — tirées. *arrivées*
- 96 — 24 — ennemies. *p. 29. l. 1. dern. l. 1808*
- 101 — 4 — des Pais-Bas. *p. 30. l. 1. lisez de la*
- 103 — 10, 11. — bas fonds. *p. 31. l. 1. lisez de la*
- 108 — 27 — la discussion.
- 110 — 23 — Universel.
- 143 — 10 — s'écrit-il.
- 153 — 6 — Jean III Roi. *p. 32. l. 1. lisez de la*
- 158 — 4 — par une. *p. 33. l. 1. lisez de la*
- 179 — 20 — publié. *p. 34. l. 1. lisez de la*
- 181 — dern. — déroger. *l'autre.*
- 187 — 3 — du bâtiment.

- p. 189 ligne 14 lisez avérée.
- 197 — 13 — ont eue.
 - 201 — 21 — leurs.
 - 208 — 6 — d'iceux.
 - 213 — 10 — contraignant.
 - 218 — 15 — concernant.
 - 224 — 16 — le fardeau.
 - 228 — 23 — être permis,
 - 230 — 25 — et à établir. p. 292 l. 10. effuse
 - 239 — 28 — à introduit. 2 part

